

**ÉTATS-UNIS — À LOS ANGELES, LES PRÉMICES D'UNE AUTOCRATIE ? CAMEROUN — PAUL BIYA, IMPITOYABLE PRÉSIDENT SCIENCES — DE L'EFFET DU NUMÉRIQUE SUR NOS CERVEAUX**

Courrier international  
lauréat du prix Relay  
de la meilleure  
couverture 2025,  
à l'issue d'un  
vote public.



# Courrier international

N° 1806 du 12 au 18 juin 2025  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,  
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,  
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne  
5,80 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,  
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,  
Pays-Bas 6,20 €, Portugal  
cont. 5,80 €, Sénégal 3400 FCFA,  
Suisse 7,20 CHF, TOM 1100 XPF, Tunisie  
11 DT, Afrique CFA autres 3700 FCFA.

## UN ÉTAT PALESTINIEN EST-IL ENCORE POSSIBLE ?

*Malgré les pressions internationales, Israël poursuit son plan de "conquête" de Gaza et de colonisation de la Cisjordanie.*

*Au point de compromettre toute solution politique ?*

*La presse étrangère s'inquiète.*





# STAR DAYS

Jusqu'au 30 juin

Mercedes-Benz



A 0 g CO<sub>2</sub>/km

B  
C  
D  
E  
F  
G

**\*Location Longue Durée 45 000 km : EQA 250+ Pack AMG Line ou EQB 250+ Pack AMG Line, 1<sup>er</sup> loyer majoré de 2399€ ramené à 399€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 399€. Modèles présentés : EQA 250+ Pack AMG Line, peinture argent high-tech métallisé, jantes alliage AMG multibranches 50,8 cm (20''), rampes de toit, toit ouvrant panoramique, 1<sup>er</sup> loyer majoré de 2460€ ramené à 460€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 460€. EQB 250+ Pack AMG Line, Pack Sport Black, peinture rouge Patagonie métallisé, jantes alliage AMG 50,8 cm (20'') multibranches noires, train de roulement avec amortissement adaptatif, rampes de toit noires, toit ouvrant panoramique, 1<sup>er</sup> loyer**

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo.

# EQA & EQB 100% ÉLECTRIQUES avec Pack AMG Line

## Dès 399€/mois\*

1<sup>er</sup> loyer de 399€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\*

LLD 37 mois - 45 000 km

Profitez du SUV compact EQA avec son autonomie jusqu'à 560 km et du SUV EQB 7 places.

Découvrez toutes nos offres Star Days :



majoré de 2479€ ramené à **479€** après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 479€. Offre à particuliers, valable dans la limite des stocks disponibles pour toute commande d'un véhicule neuf avant le **30/06/25** et livraison avant le **27/12/25** chez distributeurs participants, sous réserve d'acceptation par Mercedes-Benz Financial Services SA, 7 av. Niepce, 78180 Montigny. RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177. \*\*Selon décret en vigueur. Conditions sur [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr). Données WLTP cycle mixte au 06/02/25 : Gamme EQA : autonomie électrique = **435-561 km** ; consommation électrique = **14,4-18,6 kWh/100km**. Gamme EQB : autonomie électrique = **425-535 km** ; consommation électrique = **15,2-19,1 kWh/100km**. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287. Star Days = Journées étoilées.

#SeDéplacerMoinsPolluer



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**  
CLAIRE CARRARD

## Un État palestinien est-il encore possible ?

**E**t-il déjà trop tard ? Du 17 au 20 juin, la France et l'Arabie saoudite coprésideront au siège des Nations unies, à New York, une conférence internationale pour tenter de relancer la solution dite "à deux États" entre Israël et la Palestine. Une solution politique à un conflit qui tourne chaque jour un peu plus au carnage ? Au vu de la situation sur le terrain, alors qu'Israël poursuit son plan de conquête de Gaza et de colonisation de la Cisjordanie, la presse étrangère semble avoir du mal à y croire. Et pourtant, il faudra bien trouver une issue. Pour Israël, depuis quelque temps, le vent a tourné. Partout, les condamnations pleuvent contre le bain de sang en cours

à Gaza et la privatisation de l'aide humanitaire, désormais contrôlée par la Fondation humanitaire de Gaza (GHF), proche de l'État hébreu. Dans l'enclave palestinienne, les témoignages se multiplient sur les risques de famine. "Le blocus humanitaire est une honte", a dénoncé Emmanuel Macron. En avril, dans une interview à France 5, le président français n'avait pas exclu de reconnaître un État palestinien lors de la conférence de New York. Est-ce encore d'actualité ? C'est toute la question. Pour le journaliste et diplomate israélien Alon Pinkas, pas de doute. La volonté d'Emmanuel Macron de reconnaître l'État palestinien "est sérieuse et bénéficie du soutien de la majeure partie de l'Union européenne", écrit-il dans **Middle East Eye**. Depuis des semaines, "la France fait pression sur les pays européens, dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, pour qu'ils reconnaissent conjointement l'État palestinien", ajoute **Politico**. L'an dernier, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège avaient franchi

le pas. Et, aujourd'hui, plus de 140 États membres de l'ONU reconnaissent l'État de Palestine.

Alors oui, une reconnaissance large pourrait sans doute faire avancer les choses, mais elle ne doit pas rester simplement symbolique, explique l'analyste politique Dahlia Scheindlin dans **Ha'aretz**. Construire un État palestinien suppose d'abord une délimitation claire des frontières – et notamment la reconnaissance "de la 'ligne verte', qui marquait la limite entre Israël et les territoires palestiniens avant la guerre de 1967" –, l'arrêt de la colonisation ensuite, et enfin des attributs de souveraineté, notamment économiques. On en est très loin.

Le chemin à parcourir est immense. "La reconnaissance diplomatique [de l'État de Palestine] ne crée pas un État", confirme un expert palestinien en droit international dans le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**. D'autant que l'urgence est ailleurs. "La reconnaissance de l'État

de Palestine est une bonne chose, mais elle n'a pas d'effet sur notre peuple de Gaza.

*La reconnaissance diplomatique n'apporte pas de pain, de médicaments aux habitants affamés de Gaza, et ne les met pas à l'abri de la peur.*

Ce qu'il faut, ce sont des actes : les discours, les condamnations ne suffisent plus, s'exaspère Nesrine Malik, dans **The Guardian**.

*"À eux seuls, les mots ne signifient rien. Ils ne font que ricocher sur le dôme de fer de l'impunité israélienne. Chaque jour, le monde s'éveille et se trouve confronté à un gouvernement israélien qui viole toutes les lois de la moralité. Les victimes sont les agresseurs, les humanitaires ne sont pas impartiaux, une armée qui tue du personnel médical désarmé est la force militaire la plus morale de la planète. Tout est inversé."*

Faute de sanctions et de décision concrètes, rien n'arrêtera les colons en Cisjordanie, et sûrement pas le gouvernement Nétanyahou, dont le ministre de la Défense, Israël Katz, déclarait le 30 mai,

à propos de la Cisjordanie : "Ils reconnaîtront un État palestinien sur le papier, et nous construirons ici l'Etat juif israélien sur le terrain." Tout est dit. "Depuis octobre 2023 [date du début de la guerre à Gaza], plus de 60 communautés de bergers palestiniens de la Cisjordanie ont été déplacées, et au moins 14 nouveaux avant-postes de colonies ont été construits sur leurs ruines ou à proximité", recense le site **+972 Magazine** dans une enquête réalisée en collaboration avec le média **Local Call**.

Dans leur invitation aux États membres de l'ONU, la France et l'Arabie saoudite ont affirmé que "la conférence [visait] à marquer un point de non-retour", rapporte le site israélien **Israel Hayom**, laissant entendre qu'on irait au-delà de simples déclarations. On voudrait le croire.

### En couverture :

*Le camp de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, le 30 avril.*

Photo Ahmad Salem/  
**Bloomberg/Getty Images.**



## Sommaire



**360°**

### ÉTATS-UNIS p.6

## L'avènement d'une autocratie

Après des manifestations parfois violentes à Los Angeles contre sa politique migratoire répressive, Donald Trump a envoyé la garde nationale et les marines dans la métropole californienne. Des mesures qui laissent craindre une dérive dictatoriale, écrit cette chroniqueuse du **New York Times**.

## Une caverne d'Ali Baba de l'utile et du beau p.48

Temple britannique des arts décoratifs et du design, le Victoria and Albert Museum rend quelque 250 000 fabuleux artefacts accessibles gratuitement au public dans son nouvel entrepôt londonien, qui a fasciné **The Times**.

### PORTRAIT p.18

## Paul Biya, l'impitoyable César du Cameroun

Président du pays depuis 1982, celui que l'on surnomme le "Sphinx" tient le pouvoir d'une main de fer, raconte **Africa Is a Country**. À 92 ans, il pourrait briguer un énième mandat lors des élections d'octobre.

### NEUROSCIENCES p.36

## Le numérique abîme-t-il vraiment notre mémoire ?

L'usage d'Internet et encore plus celui des outils d'intelligence artificielle suscitent de vives inquiétudes. Tout cela finira-t-il par nuire à nos capacités cognitives ? **Nature** apporte des nuances à un débat passionné.

### LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**+972 Magazine** ([972mag.com](http://972mag.com)) en ligne. **Africa Is a Country** ([africasacountry.com](http://africasacountry.com)) New York, en ligne. **Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Boston Globe** Boston, quotidien. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Le Djely** ([ledjely.com](http://ledjely.com)) Conakry, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **El Espectador** Bogota, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Nature** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Pressian** ([pressian.com](http://pressian.com)) Séoul, en ligne. **Respekt** Prague, hebdomadaire. **Sanlian Shenghuo Zhoukan** Pékin, hebdomadaire. **The Times** Londres, quotidien.


**Courrier  
international**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Juin 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [courrierdeslecteurs@courrierinternational.com](mailto:courrierdeslecteurs@courrierinternational.com) Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gérès (chef de rubrique, 17/48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16/95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse, Allemagne), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Beniamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentín Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielelle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotalevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16/14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-Orient Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenoux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique austral et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de des informations, Économie, 16/47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloeil (chef de informations, 17/32), Hugo Florent, Oumeima Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16/96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Méline David (vidéo), Hoda Salliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/51), Jean-Luc Majouret (16/42)

TRACTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Raga sol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Abélès, Françoise Hérol, Julie Martin, Jean-Daniel Mugeot, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeler, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet ILLUSTRATION Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Houget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Flora Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Airley, Christophe Alexandre, Antoine Berard, Camille Beurton, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Maxime Bourdier, Barbara Bouyne, Chloé Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Eloïse Duval, Zineb El Ouadi, Dorian Gallais, Marie Gandois, Lydie Gerboin, Daniel Golossov, Émilie Helmstein, Emmanuel Hergot, Anna Kerautret, Yousra Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Flora Paillier, Benjamin Plet, Alexandra Roy, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 1469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (élisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39/68) Directeur de la publicité David Delamoy Directeur délégué digital Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38/84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion

Mathilde Bannier (16/26) Drôits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité 01 48 88 45/51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes

Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saverio Colosimo Morin (01 57 28 32/20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33/99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefai, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47

Service clients Abonnements Courrier International, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier International USPS number 3-465, is published weekly 48 times per year (48 issues in Aug and Dec). by Courrier International sa c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07074, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H3X 1K1, Canada

Certifié PEFC

Origine du papier :

Alliagene.

100% de fibres

recyclées. Ce maga-

zine est imprimé

chez MAURY

certifié PEFC.

Europhosphat:

Ptot = 0,0083 kg/

tonne de papier.

Papier issu de forêts

gérées durablement

et de sources

contrôlées. Ouvrage

imprimé à 100%

avec des encres

conformes à la

norme Blue Angel.



**SUR NOTRE SITE**

## Guerre en Ukraine. Volodymyr Zelensky veut des "actes concrets"

Le président ukrainien a demandé le 10 juin des "actes concrets" des États-Unis et de l'Europe en réponse aux attaques de drones d'une ampleur inédite lancées par la Russie sur Kiev, Odessa et Kharkiv. Suivez la situation sur notre site.

## Littérature. Edmund White, l'écrivain qui connaissait les joies du sexe

Mort le 3 juin à 85 ans, l'Américain, qui a mis l'homosexualité au centre de son œuvre, insufflait autant de plaisir dans sa vie que dans sa plume... Et "piquait des fards comme personne", se rappelle l'auteur Gary Shteyngart dans **The Atlantic**.

## Trier, jeter, se disputer... La grande bataille de la pagaille domestique

Évacuer en douce les chaussettes trop grandes de l'autre ou fixer des règles strictes sur ce que chacun a le droit de jeter : tous les couples vivant sous le même toit ont leur stratégie, plus ou moins harmonieuse, décortique **The Wall Street Journal**. Un article à retrouver samedi dans notre édition Week-end.

**L'horoscope de Rob Brezsny** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

**La méthode, les thèmes de l'année... Révisez le grand oral d'HGGSP avec Courrier international**



**la lettre de l'éduc**

Inscrivez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 139 € au lieu de 237,20 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 175 € au lieu de 290,60 €\*

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>

ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



**SOMMAIRE**

7 jours dans le monde

6. États-Unis. L'avènement d'une autorocratie

À la une

10. Un État palestinien est-il encore possible ?

D'un continent à l'autre

18. Portrait. Biya, l'impitoyable César du Cameroun

22. États-Unis. La vague Maha derrière Robert Kennedy Jr.

24. Argentine. "Nonne des trans", l'engagement d'une vie

26. Royaume-Uni. Nigel Farage ressuscité

27. Pays-Bas. La mauvaise farce de Geert Wilders

28. Croatie. De l'argent pour garder ses petits-enfants

30. Chine. L'amour est (vraiment) dans le pré

32. Corée du Sud. Itinéraire d'un président pas comme les autres

34. France. L'État veut empêcher les prisons de s'effondrer

35. Société. De plus en plus d'adultes sur les fonts baptismaux

Transversales

36. Sciences. Le numérique abîme-t-il vraiment notre mémoire ?

40. Économie. "La Tchéquie ne pourra jamais fonctionner sans Skoda"

360°

44. Sport. Championnes de mamie foot

48. Culture. Une caverne d'Ali Baba de l'utile et du beau

50. Plein écran. Ces robots de fiction qui nous ressemblent

## Courrier international

Avantages abonnés :

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33

[abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310

[expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)

Suisse : (41) 022 860 84 01

[abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

# États-Unis. L'avènement d'une autocratie

Après des manifestations parfois violentes à Los Angeles contre sa politique migratoire répressive, Trump y a envoyé la garde nationale et les marines. Des mesures qui laissent craindre une dérive dictatoriale, écrit cette chroniqueuse.



—The New York Times, extraits  
(New York)

**D**epuis que Donald Trump a été réélu [à la présidence des États-Unis], j'ai redouté un scénario plus que tous les autres : qu'il envoie l'armée contre des gens qui contesteraient ses expulsions massives, engageant ainsi l'Amérique sur la voie de la loi martiale. Mais, même dans mes inquiétudes les plus folles, je me disais qu'il lui faudrait un prétexte plus solide pour déployer des troupes dans les rues d'une ville des États-Unis – contre la volonté de son maire et du gouverneur – que les manifestations relativement modestes qui ont éclaté à Los Angeles la semaine dernière.

Or, apparemment, dans un environnement postréel, le président n'a pas eu besoin d'attendre une crise pour déclencher une répression autoritaire. Au lieu de cela, il n'a eu qu'à en inventer une.

On ne saurait nier que certains de ceux qui manifestent contre les raids de l'Immigration and Customs Enforcement [ICE, la police de l'immigration et des douanes] à Los Angeles se sont montrés violents. Dimanche [8 juin], un homme

a été interpellé pour avoir lancé un cocktail Molotov sur un policier, et un autre a été accusé de foncer avec sa moto sur un cordon de forces de l'ordre. Il faut condamner ces violences, à la fois parce qu'elles sont immorales et parce qu'elles sont dangereusement contre-productives. Chaque [voiture autonome] Waymo qui brûle, chaque vitrine fracassée est un cadeau fait au gouvernement.

**Le président n'a pas eu besoin d'attendre une crise pour déclencher une répression autoritaire. Il n'a eu qu'à en inventer une.**

Mais l'idée que Trump ait dû envoyer des soldats dans les rues de la ville parce que les émeutes échappaient à tout contrôle tient du fantasme pur et simple. “Aujourd’hui, Los Angeles a été le théâtre de manifestations pacifiques, et nous saluons celles et ceux qui ont ainsi exercé avec responsabilité leur droit prévu par le premier amendement [de la Constitution américaine]”, pouvait-on lire dans un communiqué de la police de Los Angeles dans la soirée [du] samedi

[7 juin]. Ce même jour, Trump faisait fi des prérogatives du gouverneur Gavin Newsom et fédéralisait la garde nationale de Californie en invoquant une loi rarement utilisée pour répondre à la “rébellion ou [au] danger de rébellion contre l'autorité du gouvernement des États-Unis”.

Puis, lundi [9 juin], alors que des milliers de soldats de la garde nationale étaient déjà déployés dans la ville, le gouvernement a annoncé qu'il allait également envoyer 700 marines. La police de Los Angeles n'a pas l'air de tenir à leur présence, comme l'a fait savoir Jim McDonnell, le chef de la police, dans une déclaration. Mais Trump ne s'est jamais soucié de la sécurité de la ville.

**Démagogue accompli.** Il est essentiel de comprendre que, pour ce gouvernement, il n'est pas nécessaire que les manifestations soient violentes pour être considérées comme un soulèvement dépourvu de légitimité. Ce même [9 juin], Trump a appelé à l'arrestation de Newsom. Si vous étiez témoins de tout cela – des soldats envoyés pour écraser la contestation, des dirigeants syndicaux en état d'arrestation, des représentants de l'opposition menacés – dans n'importe quel autre pays, vous auriez clairement l'impression d'assister à l'avènement d'une autocratie. La question est désormais de savoir si les Américains qui haïssent la tyrannie peuvent se dresser et réagir.

Beaucoup de gens avancent que le face-à-face de Los Angeles va faire le jeu de Trump, lui permettant de se poser en défenseur de la loi et de l'ordre qui met au pas des émeutiers criminels. Peut-être ont-ils raison. Trump est un démagogue accompli, qui a le don de créer des conflits dont ses partisans raffolent. Toutefois, l'opinion publique n'est pas immuable, et c'est pour cela qu'il importe que qui-conque dispose d'une plateforme – politiciens, anciens combattants, autorités religieuses et culturelles – dénonce les abus autoritaires du gouvernement. Peut-être s'apercevra-t-on que la vérité ne fait pas le poids face à la propagande d'extrême droite. Mais si tel est le cas, alors, nous sommes déjà perdus.

L'Amérique, c'est vrai, a basculé à droite depuis le premier mandat de Trump, et ce dernier peut aujourd'hui commettre en toute impunité des abus qui auraient auparavant soulevé un tollé. Nombre de démocrates, encore sous le choc des réactions violentes suscitées par Black Lives Matter et l'immigration clandestine à grande échelle, préféreraient ne pas se retrouver impliqués dans une bagarre au sujet des troubles à Los Angeles. “Pendant des mois, les démocrates, traumatisés par la politique liée à ces questions, se sont efforcés de fermer les yeux sur la guerre menée par le président Donald Trump contre l'immigration

✓ Donald Trump : “Comment osez-vous arrêter mon défilé militaire?! Écrasez-le!!”  
Sur son écharpe : Dictateur dès le premier jour. Dessin de **Rick McKee**, États-Unis.

– pour se concentrer sur l'économie, les droits de douane ou, dans le cas des expulsions, le respect de la procédure”, écrit Politico.

Mais il est impossible de fermer les yeux sur un président qui déploie l'armée dans une ville américaine au nom de mensonges grotesques sur une invasion étrangère. En fait, il est difficile d'imaginer un avertissement plus évident sur la voie qui conduit vers la dictature. Trump a prévu d'organiser samedi [14 juin], pour son anniversaire, un gigantesque défilé militaire à Washington, officiellement pour célébrer le 250<sup>e</sup> anniversaire de l'armée. Des chars ont été photographiés en route vers la capitale avec le Lincoln Memorial se dressant tragiquement en arrière-plan, comme dans une sorte de dystopie hollywoodienne.

Ce jour-là, il y aura des manifestations dans tout le pays avec pour slogan “Pas de rois”. Contre toute attente, j'espère que la tentative de Trump d'étouffer la contestation ne fera que l'alimenter. Celles et ceux qui souhaitent vivre dans un pays libre ont peut-être peur, mais ils ne doivent pas se laisser intimider.

—Michelle Goldberg,  
publié le 9 juin

## À la une



## À COUTEAUX TIRÉS

“En pleine crise, la rupture s'aggrave entre Trump et Newsom”, titre le **Los Angeles Times**, mardi 10 juin. Le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, a accusé le président d'envenimer inutilement la situation et a saisi la justice. Il a en outre estimé que le déploiement de militaires d'active assouvisait “le fantasme fou d'un président dictatorial”. Donald Trump “a agité le spectre de l'arrestation de Newsom” et menacé de couper les financements fédéraux de la Californie. Certains voient dans ce bras de fer un test pour le démocrate en vue de la présidentielle de 2028.



# Instagram demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'app store.

De nos jours, les ados peuvent télécharger toutes sortes d'applications depuis les app stores, y compris celles qui ne sont pas adaptées à leur âge. Offrir aux parents un meilleur contrôle sur ces téléchargements, directement là où se fait le téléchargement, peut contribuer à renforcer la sécurité des ados en ligne.

En savoir plus : [Instagram.com/AccordParental](https://Instagram.com/AccordParental)



**LE DESSIN  
DE LA SEMAINE**



## Toutes voiles dehors



CARTOON MOVEMENT

### Ouf, c'est une fille!



#### DÉMOGRAPHIE

— Un ballon en plastique rose orné d'un ruban satiné rose : l'image évoque un *gender reveal*, ces fêtes américaines au cours desquelles est dévoilé le sexe du futur bébé. En l'occurrence, cette fois, c'est une fille : "Ouf!" lit-on sur le ballon. C'est avec ce soupir de soulagement que **The Economist** annonce, sur sa couverture en date du 7 juin, "le stupéfiant déclin de la préférence pour les garçons". Après des décennies d'avortements sélectifs et des "millions de filles avortées parce qu'elles étaient des filles", la tendance s'inverse. En 2000, à l'échelle mondiale, 1,6 million de filles prévues dans les pronostics de naissance n'ont pas vu le jour. Vingt-cinq ans plus tard, ce chiffre est tombé à 200000 et "il continue de baisser".

### La démocratie en danger

**COLOMBIE** — "La mort d'un dirigeant politique peut générer un ouragan de violence", a

mis en garde le président de la République, l'homme de gauche Gustavo Petro, le 7 juin. Quelques heures plus tôt, un adolescent de 15 ans avait ouvert le feu sur le sénateur de droite et candidat à la présidentielle de 2026 Miguel Uribe Turbay alors qu'il tenait un meeting à Bogota. Deux balles l'ont atteint à la tête et son pronostic vital est réservé. "La démocratie est en péril", résume en une **La Opinión**, et le pays voit ressurgir le fantôme de la violence politique.

### Avec pertes et fracas



**ÉTATS-UNIS** — Elon Musk et Donald Trump ont publiquement consommé leur rupture le

5 juin, après un échange d'attaques violentes et personnelles sur leurs réseaux sociaux respectifs. Un divorce que le **New York Post** a mis à sa une le lendemain en titrant, dans un jeu de mots : "Je déteste mon X!" Et poussant les jeux de mots encore plus loin, le tabloïd évoque "une grande et belle rupture", en référence à

↓ Le bateau [humanitaire] Madleen en route vers Gaza. Sur le flanc : Espoir!! Dessin de **Morad Kotkot**, Territoires palestiniens.

**GAZA** — L'expédition du voilier *Madleen*, qui cherchait à briser le blocus humanitaire exercé sur la bande de Gaza, avec à son bord des militants palestiniens dont la Suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan, a finalement été arraisonné le 9 juin par l'armée israélienne. Israël y a vu un "coup de pub" orchestré sur un "yacht à selfies", écrit **Yediot Aharonot**. Mais dans le journal palestinien **Al-Quds**, une chroniqueuse décrit l'opération comme un "acte de résistance morale, un cri retentissant face à la cruauté mondiale" et à l'inaction internationale. Un avis manifestement partagé par le dessinateur palestinien Morad Kotkot.

l'ambitieux ensemble de mesures fiscales (la "grande et belle loi") que le président s'efforce de faire adopter par le Congrès et contre lequel le patron de Tesla fulmine. En un éclair, ajoute le journal, "la 'bromance' entre les deux hommes a explosé en insultes et en menaces". Dont celle brandie par le locataire de la Maison-Blanche de supprimer des milliards de dollars de subventions et de contrats fédéraux aux entreprises d'Elon Musk.

### Des rhinos sans cornes



#### BIODIVERSITÉ

— Deux rhinocéros sans cornes s'affichent à la une de **Science** à l'occasion de la publication, le 5 juin, d'une étude menée dans des réserves d'Afrique du Sud et du Mozambique. Principale conclusion : couper les cornes des rhinocéros a permis de réduire le braconnage de 78 %, alors qu'il "est devenu un commerce illégal de plusieurs millions de dollars". Ces cornes sont notamment prisées en Asie pour leurs pseudo-vertus médicinales.

### MALI

## Des Russes peuvent en cacher d'autres

**Le Groupe Wagner se retire du Mali et sera remplacé par l'Africa Corps. Ce site guinéen craint que ce passage de témoin ne renforce l'emprise du Kremlin.**

— **Le Djely**, extraits (Conakry)

**A**u Mali, la fête de la Tabaski [fête musulmane de l'Aïd El-Kébir] célébrée vendredi [6 juin] a coïncidé avec une autre actualité marquante : l'annonce de la fin de mission du groupe paramilitaire russe Wagner. Ce partenaire, engagé depuis trois ans aux côtés des autorités maliennes dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, met un terme à sa présence sur le sol malien. Une annonce confirmée par le groupe fondé par le défunt Evgeni Prigojine.

Mais, dans la foulée, l'Africa Corps, entité militaire soutenue par Moscou et apparue après la mort de Prigojine, en août 2023 [dans un accident d'avion deux mois après s'être rebellé contre Moscou], déclarait qu'elle prendrait automatiquement le relais. Un message clair : la Russie reste au Mali. Ce passage de témoin intervient dans un contexte marqué par une intensification des attaques terroristes, en particulier contre les installations militaires. Cela interroge le bilan flatteur que Wagner s'est attribué à l'heure de son retrait, et suscite des doutes sur ce que l'on peut véritablement attendre d'Africa Corps.

**Lien hiérarchique.** On tente visiblement de faire passer cette relève pour une transition planifiée de longue date. Peut-être. Mais il est difficile de ne pas établir un lien entre ce changement et la recrudescence des attaques menées par les groupes djihadistes, notamment le JNIM [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, mené par Iyad Ag Ghali]. De ce point de vue, le départ de Wagner peut être interprété comme l'aveu d'un échec, ou du moins comme la nécessité de réadapter le dispositif russe.

Contrairement à Wagner, les membres d'Africa Corps seraient directement subordonnés au ministère de la Défense russe. Ce lien hiérarchique plus strict pourrait réduire les marges de manœuvre de Bamako et accroître l'emprise de Moscou sur les affaires maliennes. Cela remet en question la rhétorique souverainiste du colonel Assimi Goïta [l'actuel homme fort du pays, qui a pris le grade de général] et de ses compagnons. Car si, entre 2013 et 2021, l'argument selon lequel la présence française incarnait une nouvelle forme de colonialisme pouvait être défendable, on peut se demander si le Mali ne s'achemine pas vers une autre forme de tutelle – russe cette fois, et peut-être plus durable.

Finalement, le drame réside peut-être moins dans la présence de Wagner ou d'Africa Corps que dans l'absence de véritables choix stratégiques offerts aux peuples africains. Si la seule option reste de choisir entre l'Est et l'Ouest pour désigner notre "maître", cela en dit long sur l'impasse politique et institutionnelle dans laquelle nous nous trouvons.

— **Boubacar Sano Barry**,  
publié le 9 juin

# Nouveau Puma Gen-E®

Le félin passe à l'électrique



À partir de

**189€** /mois\*

LLD 37 mois. **1<sup>er</sup> loyer de 3 990€**, après déduction de 4 000€ de bonus écologique.  
Entretien et assistance 24h/24 inclus.

Portes ouvertes les 14 et 15 juin

A 0 g CO<sub>2</sub>/km



**Consommations combinées WLTP Puma Gen-E (kWh/100km) : 13.1 - 13.8.**

\*Location longue durée 37 mois/30000 km avec maintenance/assistance d'un Puma Gen-E Standard Range neuf sans options. **1<sup>er</sup> loyer de 7990€** avant déduction du bonus écologique (voir conditions d'éligibilité Code de l'Energie, article D251-1) **puis 36 loyers de 189€**. Loyers hors carte grise. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des km supplémentaires. Offre non cumulable réservée aux particuliers **jusqu'au 30/06/2025** dans le réseau Ford participant, selon conditions générales LLD et si accord Bremany Lease SAS au capital de 39 650€, RCS Nanterre n°393 319 959, 28 allée d'Aquitaine 92000 Nanterre. Société de courtage d'assurances n°ORIAS 08040196 (orias.fr).

**Modèle présenté** : Puma Gen-E Premium Standard Range avec options, mêmes conditions avec **36 loyers de 239€**  
Ouverture selon autorisation.

Ford France - 1 rue du 1<sup>er</sup> mai, Immeuble Axe Seine, 92000 Nanterre. SIREN 425 127 362 RCS Nanterre.

**Ford**

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

**à la une**

# UN ÉTAT PALESTINIEN EST-IL ENCORE POSSIBLE ?

Du 17 au 20 juin se déroulera au siège de l'ONU une conférence internationale, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, pour ressusciter la solution dite "à deux États". Israël n'en poursuit pas moins son plan de "conquête" de Gaza et de colonisation de la Cisjordanie avec l'objectif d'enterrer à jamais le rêve d'un État palestinien, déplore la presse internationale. L'Occident pourra-t-il contraindre Benyamin Nétanyahou à mettre fin à la guerre ? Une entité géographique et politique palestinienne est-elle encore viable aujourd'hui ?



# Une reconnaissance symbolique ne suffira pas, il faut des actes

**Le projet d'édification d'un État palestinien est un chantier titanesque qui passera par la délimitation des frontières, l'arrêt de la colonisation, ainsi que des attributs de souveraineté, notamment économiques, écrit cette analyste politique.**

—Ha'aretz, extraits (Tel-Aviv)

**Q** uoi que l'on pense de la solution à deux États pour régler le conflit entre Israéliens et Palestiniens, une chose est sûre : les deux parties n'y parviendront pas toutes seules. C'est pourquoi la France et l'Arabie saoudite relancent une initiative auprès des Nations unies pour établir une nouvelle feuille de route [une conférence sur le sujet se tient à New York du 17 au 20 juin].

Réunis [le 23 mai] en séance préparatoire, les représentants français et saoudiens ont promis de faire bouger les lignes. Évoquant un "changement réel, irréversible et transformateur", ils appellent à "passer à l'action, pas [seulement] à la réflexion". "Cette conférence ne sera pas une affaire de mots, mais d'actes", a déclaré la représentante saoudienne, Manal Radwan. À la mi-juin, une conférence spéciale réunira des groupes de travail aux Nations unies pour présenter "des objectifs réels et délimités dans le temps", a précisé Radwan, avant d'ajouter que chaque pays devrait être "prêt à endosser des responsabilités à long terme".

Des déclarations fermes, et proches de la position française. "Notre objectif est de mobiliser l'ensemble de la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien actif à une relance du processus de paix. [...] Cela passe d'abord par une réaffirmation collective de notre attachement à la solution des deux États, [...] en rassemblant les contributions concrètes que tous les partenaires internationaux sont prêts à apporter." Ce sont les mots exacts qu'a prononcés le ministre des Affaires étrangères français [Jean-Marc Ayrault] à propos d'une conférence pour la paix... en janvier 2017.

**Condition préalable.** Peut-être désireux de montrer qu'il ne s'agit pas d'une simple redite, le président français a brandi l'hypothèse – ou la menace, pour la droite israélienne – d'une reconnaissance officielle de l'État palestinien. La France suivrait ainsi l'exemple d'environ 150 autres nations qui ont reconnu la Palestine depuis sa déclaration d'indépendance par l'OLP [Organisation de libération de la Palestine], en 1988.

Le problème est toutefois patent : toutes ces reconnaissances formelles n'ont pas suffi à faire de la Palestine un État souverain. Dès lors, il est n'est pas étonnant que l'utilité même de "cette reconnaissance [soit] débattue au sein de la population palestinienne", explique Dalal Iriqat, spécialiste de la résolution des conflits à l'Université américaine de Ramallah. Ses étudiants soulignent que toutes ces déclarations ne changent rien à leur quotidien sur le terrain. "C'est surtout symbolique, disent-ils, donc on n'en a pas besoin." Dalal Iriqat n'est pourtant pas de cet avis. De son point de vue, "la reconnaissance est une condition préalable pour tous les États qui soutiennent la solution à deux États. Mais cette condition ne vient pas seule : elle va de pair avec la fin de l'occupation israélienne, la définition de frontières, l'obligation pour Israël de rendre des comptes et de mettre fin à l'impunité dans les cas de crimes de guerre."

"Juste un symbole" : c'est ce que déplorent de nombreux Palestiniens. Pour Omar Dajani, professeur de droit américano-palestinien et

← Dans le camp de réfugiés de Jabalya, dans le nord de la bande de Gaza, le 21 mai. Photo Ahmad Salem/Bloomberg/Getty Images

ancien conseiller de la délégation palestinienne chargée des négociations, "la reconnaissance [de l'État palestinien] doit être plus que symbolique". Les partisans israéliens et palestiniens de la solution à deux États ne manquent pas d'idées pour que la démarche ait un effet plus "transformateur", explique Dajani, qui est également le coprésident palestinien du conseil du mouvement [pacifiste israélo-palestinien] A Land for All ["Une terre pour tous"].

**"Ligne verte".** La première consiste à lier explicitement toute reconnaissance d'un État palestinien à celle de la "ligne verte", qui marquait la limite entre Israël et les territoires palestiniens avant la guerre de 1967. En Cisjordanie, l'occupation israélienne s'est étendue si loin vers l'est que le territoire est méconnaissable. Le retour à ces frontières est une façon de reconnaître la nécessité d'un territoire palestinien continu et cohérent.

Dalal Iriqat est favorable à l'application de sanctions bilatérales, comme l'arrêt des fournitures d'armes ou la prise de mesures à l'encontre des colons qui violent le droit international.

Jusqu'à récemment, ce genre de déclarations aurait été jugé très hypothétique. C'est moins le cas depuis que le Royaume-Uni, la France et le Canada ont brandi la menace d'"actions concrètes" et décrété des sanctions en raison de la guerre et de la crise humanitaire à Gaza.

**Environ 150 nations ont reconnu la Palestine. Le problème est toutefois patent : cela n'a pas suffi à en faire un État souverain.**

Le Royaume-Uni a suspendu les négociations d'un accord commercial avec Israël. Le chancelier allemand s'est montré très critique à l'égard de la guerre. Associer la reconnaissance de la Palestine à des mesures concrètes est le seul moyen de dépasser le simple geste symbolique.

Avec la création d'un État palestinien, cependant, il ne s'agit pas de punir Israël, mais bien de commencer à construire ce nouvel État. Dans cette optique, Omar Dajani propose de soutenir la reconnaissance de la Palestine avec "la mise en place d'une administration transitoire internationale" impliquant plusieurs pays qui pourraient participer, aux côtés des Palestiniens, à la gestion et à la mise en place des institutions.

De toute évidence, il faudra qu'Israël soit d'accord puisque le pays contrôle les entrées et les sorties de Palestine.

Un État digne de ce nom devra également être viable sur le plan économique, ce qui prendra du temps. La guerre a "rayé de la carte" l'économie de Gaza et a causé des dégâts énormes en Cisjordanie. Au-delà des 53 milliards de dollars [46,5 milliards d'euros] que la Banque mondiale estime nécessaires pour reconstruire la bande de Gaza, la communauté internationale pourrait prendre des mesures pour réduire la dépendance de la Palestine à l'égard d'Israël,



OPINION



SOURCE HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël  
Quotidien, 70 000 ex.  
[haaretz.co.il](http://haaretz.co.il)

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le titre de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Il est aujourd'hui situé au centre gauche.

qui dure depuis plusieurs dizaines d'années, et ainsi rendre le nouvel État moins vulnérable aux décisions de son voisin.

Raja Khalidi, directeur de l'Institut de recherche sur les politiques économiques palestiniennes, souligne que l'indépendance économique doit partir du principe suivant : "La souveraineté économique n'existe pas, il y a d'abord la souveraineté à part entière – et c'est seulement grâce à elle qu'il est possible de créer une économie qui soit plus ou moins indépendante."

Si la communauté internationale veut vraiment l'indépendance de la Palestine, souligne Khalidi, elle "doit commencer à réfléchir aux caractéristiques économiques propres à un État souverain". Il faudrait par exemple permettre à la Palestine d'emprunter de l'argent, soit aux institutions financières soit aux investisseurs privés, et traiter le futur État de Palestine comme un "territoire douanier autonome". Pour autant, poursuit Raja Khalidi, "le développement économique et l'indépendance ne peuvent venir que de la souveraineté politique, or la souveraineté politique reste inaccessible".

**Douanes.** Deux professeurs de droit israéliens s'accordent eux aussi sur la nécessité de rendre aux Palestiniens le contrôle de leur économie. Avant la guerre, dans un article de 2023, Arie Reich et Guy Harpaz soulignaient que le protocole de Paris – les arrangements économiques négociés lors de la première étape des accords d'Oslo, au début des années 1990 – avait maintenu la Palestine dans un état de dépendance économique à l'égard d'Israël par le biais du contrôle des importations, des frontières, des douanes [Israël collecte notamment les recettes fiscales des droits de douane pour le compte de l'Autorité palestinienne et gèle parfois le transfert de ces fonds pour des raisons politiques], mais aussi de la réglementation de certaines importations et divers types de contrôle sur les exportations. Ils recommandaient d'abandonner ce modèle d'union douanière au profit d'un accord de libre-échange, qui offrirait plus de "symétrie" et donnerait aux Palestiniens davantage de contrôle sur leurs politiques commerciales.

Au bout du compte, toute initiative sérieuse pour construire un État palestinien devra aller au-delà des déclarations d'intention. Il faudra qu'Israël accepte de lâcher du lest, afin que les Palestiniens puissent élaborer leurs politiques et en assumer la responsabilité pour prendre en main la construction de leurs institutions et leur développement économique. Il reste beaucoup à faire du côté palestinien en matière d'exercice du pouvoir et de justice. Mais, sans perspective concrète de souveraineté, qui aura la légitimité pour s'y atteler – ou même l'envie ?

La vérité est douloureuse à entendre : tout le monde veut un État palestinien, sauf Israël, et Israël ne changera pas d'avis sans y être contraint. La reconnaissance de la Palestine doit s'inscrire dans un plan d'action ambitieux, à la fois ferme et structurant, sinon, elle sera vouée une fois de plus à l'échec.

—Dahlia Scheindlin,  
publié le 28 mai



↑ Une distribution de nourriture par une cuisine solidaire à Jabaliya, le 24 avril.  
Photo Saher Alghorra/The New York Times

↗ Des Palestiniens fuient, le 19 mai, après des attaques israéliennes sur les zones de Beit Lahiya et Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza. Photo Omar Ashtawy/apa images/Sipa

#### L'autrice

#### DAHLIA SCHEINDLIN

Cette journaliste, sondeuse et consultante politique américano-israélienne installée à Tel-Aviv a écrit de nombreux articles dans la presse israélienne et anglo-saxonne. Elle est aussi une membre active du mouvement israélo-palestinien A Land for All ["Une terre pour tous"], qui milite en faveur d'une confédération à deux États – israélien et palestinien – comme solution au conflit.

## Vers un "point de non-retour"?

La conférence de New York sur la reconnaissance de l'État palestinien et la solution à deux États a pour objectif de ressusciter l'idée d'une cohabitation pacifique entre un État palestinien et Israël, à l'heure où le gouvernement Nétanyahou tente de rayer Gaza de la carte.

La Conférence internationale pour le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux États, organisée conjointement par l'Arabie saoudite et la France au siège de l'ONU, à New York, du 17 au 20 juin, pourrait marquer un tournant dans le conflit israélo-palestinien. Elle pourrait en effet lancer un mouvement de reconnaissance élargie de l'État palestinien, à l'heure où une entité géographique et politique palestinienne indépendante paraît plus que jamais compromise, estime la presse internationale.

Annoncé à la fin de 2024, l'événement vise à ressusciter une solution pacifique restée longtemps lettre morte – voire totalement enterrière depuis le début de la guerre à Gaza – et devrait être l'occasion d'"annoncer des actions rapides, avec des échéances irréversibles", en vue d'une reconnaissance élargie de la Palestine, rapporte le site Politico.

Il s'agit ainsi d'"une initiative diplomatique sans précédent qui risque d'aller au-delà des simples déclarations [...] pour établir des objectifs concrets assortis [...] de sanctions contre les parties susceptibles d'entraver le processus", commente pour sa part le site Israel Hayom. Dans leur invitation aux États membres de l'ONU,

les organisateurs ont affirmé que "la conférence vise à marquer un point de non-retour" et à "mettre en œuvre, une fois pour toutes, la solution à deux États", rapporte le site israélien. Il ne s'agira donc pas de simples déclarations ou d'un rappel d'un processus sans fin.

La volonté d'Emmanuel Macron de reconnaître l'État palestinien "est sérieuse et bénéficie du soutien de la majeure partie de l'Union européenne", commente de son côté le journaliste et diplomate israélien Alon Pinkas, dans Middle East Eye. Depuis des semaines, "la France fait pression sur les pays européens, dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, pour qu'ils reconnaissent conjointement l'État palestinien", ajoute Politico.

De son côté, l'Arabie saoudite, qui a déjà conditionné un éventuel accord de normalisation avec Israël à la création d'un État palestinien, tente de rallier des pays du Moyen-Orient et d'Afrique autour de l'événement. Réunis le 2 juin au Koweït, les ministres des Affaires étrangères des pays du Golfe ont ainsi salué l'initiative franco-saoudienne et apporté leur soutien à la création d'"une coalition internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États", rapporte le journal saoudien Asharq Al-Awsat, une





# Une guerre pour effacer la présence palestinienne

**L'offensive qui se poursuit à Gaza ainsi que la colonisation rampante en Cisjordanie visent, au-delà de la lutte contre le Hamas, à empêcher toute possibilité – même géographique – d'établir un État palestinien, estime la presse palestinienne et arabe.**

**E**n représailles aux attaques sans précédent du 7 octobre 2023, Israël mène depuis plus de six cents jours une “double guerre”, écrit un chroniqueur et ancien ministre palestinien, Nabil Amro, dans les colonnes du quotidien palestinien **Al-Ayyam**. L'une a pour objectif déclaré d'éliminer le Hamas, de libérer tous les otages et de s'assurer que la bande de Gaza ne constitue plus une menace pour l'État hébreu. L'autre correspond au “programme stratégique” d'Israël, consistant à “dévorer la Cisjordanie par l'annexion et le déplacement” et à “faire s'évanouir le rêve des Palestiniens d'établir leur État indépendant sur les terres occupées en 1967”.

“Il ne s'agit donc pas seulement d'une guerre de dissuasion et de représailles dont l'arène est Gaza, mais plutôt d'une guerre radicale contre la cause palestinienne dans le but de la liquider, d'abolir les droits de son peuple et de le contrôler maintenant et à l'avenir”, écrit *Al-Ayyam*.

Cette guerre tous azimuts porte la marque du gouvernement de Benyamin Nétanyahou, le plus à droite de l'histoire d'Israël, “qui ne cache plus ses intentions” et “montre les crocs”, peut-on lire dans le journal palestinien **Al-Quds**.

Ce qui se passe, notamment en Cisjordanie, “dépasse les dimensions géographiques ou démographiques” de la question israélo-palestinienne. A Tel-Aviv, le débat porte désormais “sur un prétexte ‘droit religieux’, sur la revendication d'un ‘héritage ancestral’ et sur l'instauration formelle de la souveraineté sur le territoire occupé, au mépris flagrant de toutes les lois et résolutions internationales”.

“Cela constitue un coup stratégique porté à toute tentative palestinienne d'établir un État [...] par la fragmentation du territoire et sa transformation en enclaves isolées, entourées de colonies et de routes de contournement.”

**“La reconnaissance diplomatique n'apporte pas de pain et de médicaments aux habitants affamés de Gaza.”**

AL-QUDS AL-ARABI,  
QUOTIDIEN PANARABE

Mais les agissements du gouvernement israélien passent de plus en plus mal ailleurs dans le monde. “On assiste à un changement mondial sans précédent [...] en faveur du peuple palestinien”, observe le responsable politique palestinien Moustafa Barghouti dans le quotidien panarabe **Al-Araby Al-Jadid**. Ce basculement de l'opinion mondiale et le mécontentement croissant des pays occidentaux envers l'État hébreu constituent “une occasion unique pour le peuple palestinien”.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le mouvement de reconnaissance d'un État palestinien qui pourrait être engagé lors du prochain sommet pour la solution à deux États copré-sidé par la France et l'Arabie saoudite.

Dans un autre article, *Al-Ayyam* espère que l'isolement international d'Israël et la pression diplomatique croissante finiront par se traduire

par “la mise en œuvre d'une solution historique, représentée par la création d'un État palestinien indépendant”. Cependant, “la reconnaissance diplomatique [de l'État de Palestine] ne crée pas un État”, écrit un expert palestinien en droit international dans le

quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**. D'autant que l'urgence est peut-être ailleurs. “Reconnaitre l'État de Palestine est une bonne chose, mais n'a pas d'effet sur notre peuple de Gaza. La reconnaissance diplomatique n'apporte pas de pain, de médicaments aux habitants affamés de Gaza, et ne les met pas à l'abri de la peur.” Une façon de redire, à l'unisson de l'ensemble de la presse palestinienne, que, malgré ce qui se joue dans les arcanes de la diplomatie internationale, une guerre est en cours, à Gaza et en Cisjordanie.

Une guerre dont la cause palestinienne ne peut sortir que victorieuse, espère le journal palestinien **Al-Hayat Al-Jadida**, porte-voix de l'Autorité palestinienne, par ailleurs décriée par une grande partie des Palestiniens. Israël “se rend-il compte que les armes et l'occupation ne peuvent assiéger la Palestine, son peuple et son espace”, écrit le quotidien, “qu'elles ne peuvent éteindre la lutte existentielle” et la “volonté” des Palestiniens, portées par une “histoire de lutte” et leur “héritage civilisationnel et humain”? Et de conclure: “La Palestine est une idée, un esprit, une cause, le droit, la justice et la paix partout sur cette terre. Quel char peut assiéger tout cela?”

## En bref

### ISRAËL EMPÈCHE DES MINISTRES ARABES DE SE RENDRE EN CISJORDANIE

Israël a empêché la visite d'une délégation de ministres des Affaires étrangères arabes à Ramallah, en Cisjordanie, où ils devaient rencontrer Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, le 1<sup>er</sup> juin. La visite allait “promouvoir l'établissement d'un État palestinien”, explique un responsable israélien au site **The Times of Israel**. Cette décision “confirme l'extrémisme” du gouvernement Nétanyahou, a réagi le chef de la diplomatie saoudienne, Fayçal ben Farhan, qui faisait partie de la délégation. Riyad s'était rapproché d'une normalisation de ses relations avec Israël avant le 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza. Depuis, le royaume a durci le ton, s'imposant comme l'un des principaux défenseurs de l'établissement d'un État palestinien, préalable à toute normalisation.

solution à laquelle le gouvernement d'Israël, très à droite, est farouchement opposé.

Près de 150 États membres de l'ONU reconnaissent aujourd'hui l'État de Palestine, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ayant rejoint leurs rangs l'année dernière. Si la France et le Royaume-Uni franchissaient le pas, ils seraient les premiers pays du G7 à le faire. Cela pourrait provoquer un effet domino et pousser d'autres puissances à les imiter, estiment certains médias.

**Soutien fragile.** L'organisation de cette conférence coïncide, par ailleurs, avec un changement de ton et une levée de boucliers à l'échelle internationale concernant l'offensive à Gaza et le ciblage délibéré de civils palestiniens. La conférence pourrait ainsi accentuer la pression sur Israël et peser sur le cours des événements, pronostique pour sa part le journal saoudien **Arab News**. Même des pays alliés d'Israël, à l'instar de l'Allemagne, commencent à critiquer l'État hébreu, et cette vague pourrait atteindre les États-Unis, affirme-t-il.

En Israël, notamment dans la presse, la conférence à New York est d'ailleurs vue d'un mauvais œil, avec en filigrane la crainte d'une perte du soutien américain. Pour Alon Pinkas, le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, “est perturbé, car il sait que le soutien de Donald Trump est fragile et hésitant”. D'autant qu'il suffit “d'un ou deux dirigeants européens pour apaiser Trump et lui donner l'impression que [la solution à deux États] est son idée”.

En attendant, ce qui est sûr, écrit *Israel Hayom*, c'est que la conférence franco-saoudienne “accouche d'un document concret établissant des engagements contraignants et des échéances définitives. Cette approche marque une rupture significative avec les efforts diplomatiques antérieurs”, dans la mesure où elle n'implique aucunement un engagement bilatéral israélo-palestinien, mais impose cette solution “indépendamment de la participation (volontaire) d'Israël”.

—Courrier international



# “Ici aussi, il y aura des Juifs”: la colonisation de la Cisjordanie s’accélère

Depuis le début de la guerre, les violences des colons ont redoublé en Cisjordanie. Plus de 60 communautés de bergers palestiniens ont été déplacées, raconte +972 en collaboration avec le média Local Call.

— +972 Magazine, extraits

**L**e matin du 18 mai, des colons israéliens ont établi un avant-poste illégal à 100 mètres à peine des habitations des résidents de la communauté de bergers palestiniens de Maghayer Al-Dir [la dernière communauté palestinienne dans la périphérie de la ville de Ramallah], dans la zone C de la Cisjordanie [sous le contrôle direct d’Israël].

Déjà, en milieu de semaine, avant même que des confrontations violentes ou des vols de bétail se soient produits, environ la moitié des villageois avaient rassemblé leurs affaires et fui les lieux, et les autres se préparaient à leur emboîter le pas. Sous l’œil attentif des colons, des familles ont commencé à charger à bord de camions des moutons, des meubles, de la nourriture pour les animaux et des réservoirs d’eau.

Le samedi [24 mai] après-midi, toutefois, la “patrouille” de routine des colons à travers le

village s’est transformée en attaque organisée. Quatre colons ont commencé à bousculer des jeunes Palestiniens. “[Les colons] cherchaient la bagarre”, affirme Avishay Mohar, un militant et photographe qui se trouvait sur place. Les deux camps ont commencé à se lancer des pierres. Puis les colons ont appelé des renforts. Environ 25 personnes, certaines masquées et un bon nombre d’entre elles armées de fusils d’assaut et de gourdins, se sont jointes à l’attaque ciblant les résidents et les militants internationaux, qui ont commencé à riposter.

**Message clair.** Le lendemain matin, il ne restait plus un seul habitant à Maghayer Al-Dir. Au total, 23 familles, soit environ 150 personnes, avaient été forcées de fuir. “L’attaque a envoyé un message clair aux communautés palestiniennes de Cisjordanie, affirme M. Mohar. Non seulement vous ne pouvez pas rester, mais vous ne pouvez même pas partir en toute quiétude.”

↑ Des habitants de Maghayer Al-Dir, près de Ramallah, se préparent, le 22 mai, à quitter leur village, sous la pression de colons israéliens.  
Photo Ilia Yefimovich/dpa/Sipa



+972 MAGAZINE

972mag.com  
Ce site web a été lancé en 2010 par un groupe de journalistes, de blogueurs et de photographes israéliens, palestiniens et nord-américains. Leur objectif est de couvrir de manière inédite les événements qui ont lieu en Israël et dans les Territoires occupés. Le nom du collectif est inspiré du code téléphonique commun à Israël et aux Territoires palestiniens.

Depuis octobre 2023 [date du début de la guerre à Gaza], plus de 60 communautés de bergers palestiniens de la Cisjordanie ont été déplacées, et au moins 14 nouveaux avant-postes de colonies ont été construits sur leurs ruines ou à proximité. Les habitants de Wadi Al-Siq, l’une des communautés expulsées, ont subi des mauvais traitements, y compris des agressions sexuelles, ce qui a conduit au démantèlement de l’unité Frontière du désert de l’armée israélienne.

Comme dans le cas de Maghayer Al-Dir, l’établissement d’avant-postes pastoraux a été le principal facteur ayant poussé les Palestiniens de la zone C à quitter leur foyer. D’après un rapport publié récemment par les ONG Peace Now et Kerem Navot, les colons israéliens ont utilisé ces avant-postes pour s’emparer d’au moins 786 000 dounams [78600 hectares] de terres, soit environ 14 % de la superficie de la Cisjordanie.

Maghayer Al-Dir était située à l’est de la route Allon, un axe stratégique nord-sud construit

**“Les colons disent qu’ils représentent le gouvernement, et la police est avec eux.”**

Un résident de Maghayer Al-Dir

par Israël dans les années 1970 pour relier entre elles les colonies et préparer l’annexion potentielle du territoire situé à l’est de la route, le long de la frontière jordanienne. Les familles de Maghayer Al-Dir, originaires du Néguev, en ont été chassées en 1948.

Dans les séquences vidéo filmées par le militant Itamar Greenberg le jour de l’implantation du nouvel avant-poste, on entend un colon se vanter du nettoyage ethnique de Maghayer Al-Dir. “C’est le dernier endroit restant. Dieu merci, on a réussi à chasser tout le monde... Toute cette zone est peuplée de Juifs”, explique le colon en désignant l’étendue de terres à sa gauche. Puis, la caméra filme le site où les “jeunes des collines” [un groupe radical dont les membres sont connus pour leurs actes de violence contre des Palestiniens] s’affairent à construire l’avant-poste. “Ici aussi, il y aura des Juifs.”

Comme l’a rapporté +972 en août 2023, les habitants de la plupart des communautés du territoire situé entre Ramallah et Jéricho, d’une superficie de 150 000 dounams [15000 hectares], ont été contraints de fuir au cours des mois précédents, lorsque les colons ont commencé à construire rapidement des avant-postes pastoraux et à commettre des violences contre les résidents avec le soutien de l’armée israélienne et des institutions de l’État.

Même avant la construction du dernier avant-poste, Maghayer Al-Dir était complètement encerclé par les colonies et les avant-postes israéliens. Les colons des avant-postes voisins avaient en effet commencé, ces dernières années, à ériger des clôtures pour bloquer l'accès des résidents à la route principale desservant le village.

Un autre résident qui a choisi de garder l’anonynmat a expliqué qu’il n’y avait pas de différence

entre la violence perpétrée par les colons et celle de l'État. "Le problème, c'est qu'il n'y a pas de loi, a-t-il dit à +972. Les colons disent qu'ils représentent le gouvernement, et la police est avec eux."

"L'an dernier, des colons sont entrés dans le village et ont attaqué des membres de ma famille, a-t-il ajouté. On a essayé de se défendre en filmant, et j'ai été arrêté. Heureusement, le juge [du tribunal militaire] d'Ofer m'a relâché, et a demandé aux policiers [d'un ton sarcastique] si on était censés servir du café aux colons qui avaient envahi nos maisons."

**Vol de moutons.** Le jeudi 22 mai, la famille Malihaat a passé la journée à se préparer au départ. Les colons avaient établi leur avant-poste dans une bergerie appartenant à Ahmad Malihaat, un père de neuf enfants âgé de 58 ans. Quelques heures à peine après leur installation, raconte-t-il, les colons "ont rapidement tenté de s'emparer des moutons pour pouvoir ensuite affirmer [aux autorités israéliennes] qu'ils leur appartenaient".

C'est une tactique bien connue des villageois. Au début de mars, des dizaines de colons armés de fusils et de gourdins ont volé plus d'un millier de moutons dans la communauté pastorale de Ras Ein Al-Auja. Craignant que l'histoire ne se répète, les habitants de Maghayer Al-Dir se sont efforcés en priorité d'évacuer le bétail du village dans les jours qui ont suivi l'implantation de l'avant-poste. Pourtant, la famille Malihaat a affirmé que des colons avaient réussi à leur voler un âne et dix sacs de nourriture destinée aux animaux. Le père raconte qu'ils lui ont dit d'aller en Jordanie ou en Irak.

Malgré un ordre de l'administration civile daté du 18 mai leur enjoignant de cesser toute activité de construction, les colons ont agrandi jour après jour l'avant-poste installé à Maghayer Al-Dir. Ils ont dressé une grande tente et raccordé le site à l'eau courante depuis un avant-poste voisin bâti peu avant le début de la guerre.

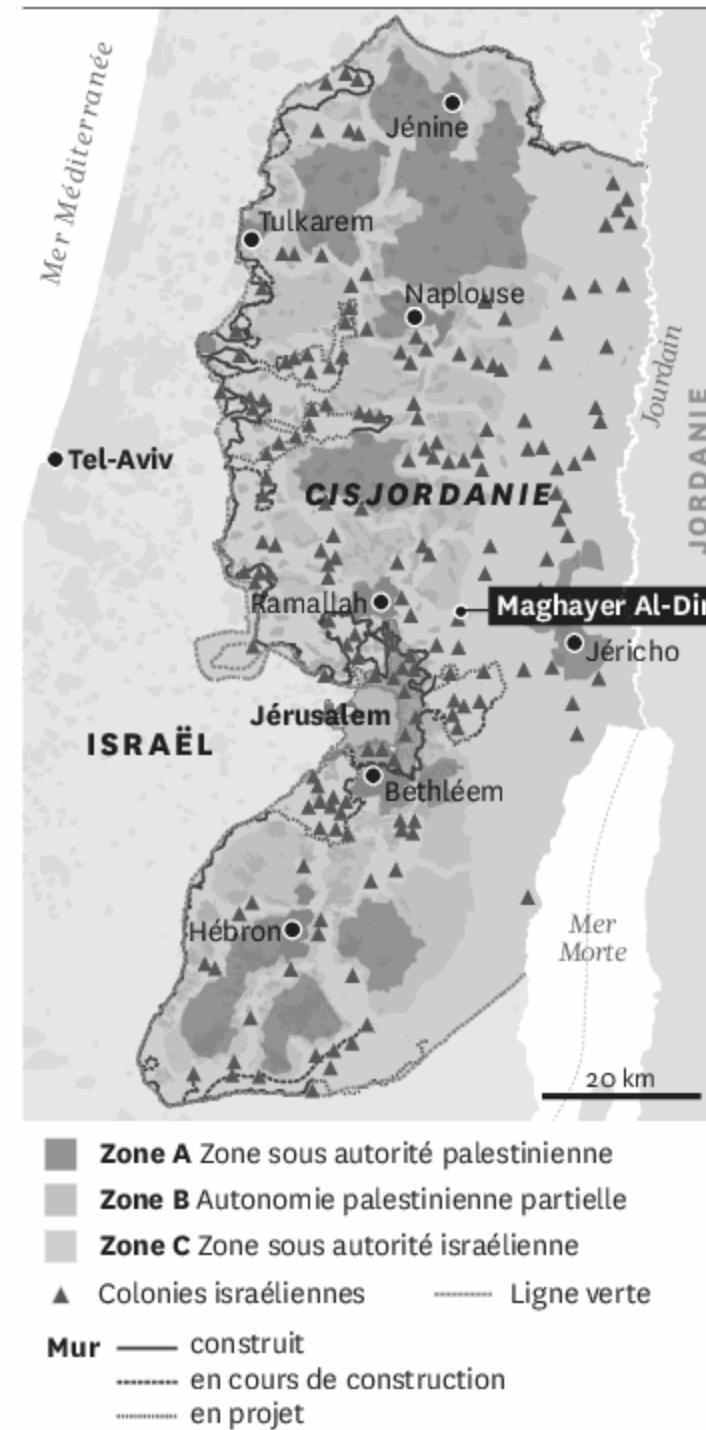
"On ne sait jamais ce que [les colons] vont faire, affirme M. Malihaat. Ils peuvent très bien battre votre fils, puis appeler la police pour vous faire arrêter, vous ou votre fils. Vous devrez alors payer une caution de 20 000 shekels [environ 4 900 euros]." Il ignore encore où sa famille décidera de s'installer.

## Il a dit

**"Ils reconnaîtront un État palestinien sur le papier, et nous construirons ici l'État juif sur le terrain."**

**Israël Katz, MINISTRE DE LA DÉFENSE ISRAÉLIEN, LE 30 MAI**

Quelques heures après que le président français, Emmanuel Macron, a déclaré que la reconnaissance d'un État palestinien n'était "pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique", le ministre de la Défense israélien s'est rendu le 30 mai à Sa-Nur, l'un des avant-postes - colonies "sauvages" - de Cisjordanie que le gouvernement israélien a décidé, quelques jours plus tôt, de légaliser. C'est



## Repères

### FEU VERT POUR 22 NOUVELLES COLONIES

Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou a approuvé en mai la création de 22 nouvelles implantations juives sur l'ensemble de la "Judée-Samarie", expression désignant la Cisjordanie, rapporte **Yediot Aharonot**.

Cette initiative a été portée notamment par le ministre des Finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, chargé de la gestion des colonies en Cisjordanie. Parmi ces implantations, 9 sont de nouvelles communautés qui seront construites, et 12 sont des avant-postes implantés par des militants juifs ultranationalistes et religieux, considérés comme illégaux même au regard du droit israélien.

Plus de 670 000 colons juifs vivent dans 250 implantations, qui ont essaimé à travers l'ensemble de la Cisjordanie au cours des dernières décennies.

—Oren Ziv,  
publié le 26 mai



**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

●●● Dans un article sur l'ultradroïtisation du paysage politique en Israël – entrave majeure à une solution à deux États –, le quotidien **Ha'aretz** s'est focalisé sur la radicalisation, ces dernières années, du Likoud, parti du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et sur son rapprochement idéologique et politique avec Otzma Yehudit. "Ce parti d'extrême droite, dirigé par l'actuel ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, est l'héritier idéologique du mouvement Kach, fondé par le rabbin Meir Kahane en 1971 et interdit dès 1994 en raison de son extrémisme", déplore le journal. "Autrefois évincées du spectre politique israélien, les idées de ce parti ont aujourd'hui gagné en légitimité dans l'opinion publique." **Un article à lire en intégralité sur notre site.**

●●● Selon un récent sondage relayé par plusieurs médias israéliens, dont **Ha'aretz**, 82 % des Juifs du pays sont favorables à l'expulsion des habitants de Gaza, tandis que 56 % soutiennent l'expulsion des citoyens palestiniens d'Israël [qui représentent aujourd'hui 20 % de la population israélienne]. "Ces chiffres marquent une forte hausse par rapport à un sondage de 2003, où le soutien à de telles expulsions s'élevait respectivement à 45 % et 31 %." Le sondage révèle aussi qu'une minorité significative "soutient le massacre de civils dans les villes conquises par l'armée israélienne à Gaza", des "tendances très inquiétantes", souligne **Ha'aretz**.

●●● La guerre dans l'enclave palestinienne est "menée en notre nom, nous les Israéliens, et à nos dépens", et non seulement elle provoque la souffrance "indécible" d'innombrables innocents, mais elle mène aussi Israël au désastre, s'est indignée dans un article d'opinion Rotem Isaac, journaliste du quotidien israélien de droite **Yediot Aharonot**. "Depuis le début de la guerre, plus de 16 500 enfants de la bande de Gaza ont été tués, [...] sans compter les enfants morts de malnutrition. [...] Qu'ont-ils à voir avec le Hamas ? Pourquoi ce sort atroce ?" **Un article traduit de l'hébreu sur notre site.**



## En Europe, seul le discours a changé

**Les condamnations outragées de certains pays européens ces dernières semaines marquent-elles un tournant réel dans leur position à l'égard d'Israël? Non, sauf si ce nouveau discours s'accompagne d'actions concrètes et coercitives, plaide cette chroniqueuse britannique.**

—The Guardian (Londres)

**P**ourquoi maintenant? Là est la question. Pourquoi est-ce maintenant que le vent semble tourner à propos de Gaza, après dix-neuf mois d'une offensive sans merci, au vu et au su de tous?

Les gouvernements britanniques et européens ont nettement changé de ton au cours de la semaine écoulée, rompant clairement avec le salmigondis d'*"inquiétudes"* parsemé de rappels du droit d'Israël à se défendre. Aujourd'hui, leur rhétorique dénonce les actions de l'État hébreu comme étant *"moralement injustifiables"* et *"absolument disproportionnées"*, et les menaces de ses dirigeants comme *"abominables"*.

Mais tout cela reste à vérifier. La guerre se résume à un génocide et à un nettoyage ethnique, d'une façon qui devient de plus en plus difficile à nier, à défendre et à maquiller.

Quelques-uns s'en sont donné à cœur joie pendant un an et demi, mais ne peuvent plus monter sur une estrade ou s'asseoir à une table et prétendre qu'on peut justifier de tuer 100 personnes par jour. Ou qu'Israël aurait d'autres projets que celui, systématiquement martelé par ses autorités, de déplacer la population et de coloniser.

C'en est fini depuis longtemps de l'argument qui veut que cette campagne n'ait pour objectif que d'annihiler le Hamas. Israël a mis ses amis dans un sacré pétrin, ainsi que se lamentait l'un de ses alliés médiatiques britanniques.

Mais il y a un gouffre entre les condamnations outragées et ce qui se passe sur le terrain. Quand Israël est concerné, les leviers de l'opprobre international ne fonctionnent pas. Tout au long de la guerre, les organisations internationales, les missions humanitaires et les tribunaux ont fait la preuve de leur impuissance en se révélant incapables de traduire leurs conclusions en actes.



OPINION

↑ Manifestation à Genève d'employés de Médecins sans frontières (MSF) contre la militarisation de l'aide humanitaire à Gaza, le 5 juin 2025.  
Photo Fabrice Coffrini/  
AFP

À eux seuls, les mots ne signifient rien. Ils ne font que ricocher sur le dôme de fer de l'impunité d'Israël. Chaque jour, le monde s'éveille et se trouve confronté à un gouvernement israélien qui viole toutes les lois de la moralité. Les victimes sont les agresseurs, les humanitaires ne sont pas impartiaux, une armée qui tue du personnel médical désarmé est la force militaire la plus morale de la planète. Tout est inversé. La récente évolution du discours chez les alliés internationaux d'Israël mérite d'être soulignée. Mais il serait dangereux d'en surestimer l'importance. Non seulement les autorités israéliennes ne s'en soucient pas, mais ces condamnations leur donnent de la force. Tout cela leur permet de démontrer que le pays ne peut compter que sur lui-même et qu'il doit persévérer parce qu'il est, comme toujours, incompris, cible de la discrimination et entouré d'ennemis.

Ce basculement ne peut être vu comme une percée que si on le compare à ce qui a eu lieu jusque-là. Longtemps, le fait d'appeler par son nom ce qui se passe à Gaza a été diffamé, voire pénalisé. Des gens se retrouvent derrière les barreaux pour avoir décrit la réalité. De toute façon, les dix-huit derniers mois ont connu plusieurs percées qui n'ont jamais rien donné : des manifestations historiques, un bouleversement tellurique dans l'opinion publique

**Chaque jour, le monde s'éveille et se trouve confronté à un gouvernement israélien qui viole toutes les lois de la moralité.**

mondiale, un bras de fer au cœur des institutions politiques, juridiques et universitaires de l'Occident sur le droit à manifester contre un génocide en cours. Autrefois question marginale, la Palestine se retrouve sur le devant de la scène dans la politique et la rhétorique occidentales. Et pourtant, tant que les États qui peuvent peser sur Israël se sont refusés à agir, rien de tout cela n'a sauvé une seule vie.

Il est cependant encore possible de faire de ce changement quelque chose d'utile. La politique a tendance à l'inertie – au nom du respect des alliances et du statu quo. Il faut une véritable crise pour modifier cette réalité. Or, si la barre est haute, Israël a réussi à déclencher une escalade à Gaza dont les proportions la franchissent.

Alors qu'une population meurt de faim, que des vies s'étiolent aux yeux de tous, que l'on contemple les orbites creuses et les torses squelettiques d'enfants léthargiques, des gouvernements, par leur inaction, se retrouvent entachés du soupçon de complicité. Priver les gens de nourriture, disposer d'un tel pouvoir sur eux n'a rien à voir avec une campagne militaire dont les objectifs stratégiques impliquent des dommages collatéraux regrettables.

C'est la création d'un ghetto où le châtiment est massif. Un chapitre capital de l'histoire est en train de s'écrire. Ceux qui en ont soutenu les

responsables sont clairement identifiables, ils n'ont jamais fait mystère de leur appui, et pourtant, maintenant, ils paraissent désemparés par la position qui est désormais la leur.

La durée de cette guerre joue aussi un rôle. Elle dure depuis trop longtemps et il est désormais évident qu'il sera impossible de contraindre l'opinion publique à s'habituer à un tel carnage. Mais il s'agit aussi peut-être d'une nouvelle phase de la guerre d'Israël, d'une sauvagerie plus évidente que jamais.

**Oser sanctionner.** Si cette nouvelle attitude des dirigeants occidentaux a pour but d'éviter le bain de sang, alors il est trop tard. Si elle a pour but d'empêcher Israël de réaliser ses projets, c'est-à-dire de détruire Gaza, de contraindre la population à l'exode et d'affamer et tuer ceux qui restent, il paraît difficile d'arrêter cette machine de guerre impitoyable avec de simples déclarations à la presse.

La réaction du reste du monde face aux agissements d'Israël est complètement déséquilibrée. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a déjà insulté la France, le Royaume-Uni et le Canada en accusant leurs gouvernements d'être du côté du Hamas pour avoir osé rappeler une évidence : Israël doit arrêter de tuer et d'affamer les Palestiniens.

Dans quel monde un membre du gouvernement peut-il déclarer son intention de raser ce qui reste d'une région dans l'objectif – “avec l'aide de Dieu” – de faire partir tous ses habitants ? Et ne reçoit pour toute réponse que de vagues menaces d’“actions concrètes” ? Que faut-il faire pour que plus jamais un médecin ne rentre de son travail et ne retrouve les restes calcinés de neuf de ses dix enfants, anéantis par une seule frappe ?

Revoir et suspendre de futures négociations commerciales entre Israël et le Royaume-Uni ne suffira pas, loin de là. Ces mécanismes coercitifs censés manifester le mécontentement de la communauté internationale et inciter les États hors la loi à rentrer dans le rang ne tiennent pas face à un pays qui se croit au-dessus des lois. Pour vraiment agir, il faudrait d'abord renoncer à des peurs et des principes profondément ancrés.

Tout d'abord, il faut remettre en cause cet argument aujourd'hui risible qui voudrait qu'Israël soit un facteur de stabilisation dans une région hostile, que le pays partage nos valeurs occidentales morales et doit donc être soutenu. Ensuite, il faut en finir avec la peur d'une rupture avec Israël qui viendrait remettre en cause nos arrangements de sécurité et nos synergies historiques : Israël a déjà tout fait voler en éclats.

L'État hébreu a bouleversé les équilibres géopolitiques régionaux et internationaux et piétiné nos valeurs morales. Une fois ces dououreuses vérités acceptées, les outils dont

**Il y a un gouffre entre les condamnations outragées et ce qui se passe sur le terrain.**

## Contexte

### La crainte d'un “tsunami diplomatique”

●●● “Ce n'est pas à un échec politique, mais à un véritable tsunami diplomatique que nous allons bientôt être confrontés”, affirmait récemment un responsable du ministère des Affaires étrangères israélien cité dans un article du *Yediot Aharonot*, qui mettait en garde contre un isolement croissant d'Israël sur la scène internationale. Alors que plusieurs pays européens menacent Israël de sanctions, même de fidèles alliés comme les Pays-Bas et l'Allemagne sont montés au créneau pour dénoncer une guerre sans limite. “Le mutisme américain n'est pas moins inquiétant. Selon des responsables de l'administration républicaine, [...] Donald Trump ‘commence aussi à perdre patience et s'estime roulé’ par Nétanyahou”, s'inquiète le chroniqueur de ce quotidien israélien de droite.

nous disposons – et qui sont si facilement employés pour sanctionner d'autres pays – doivent être mobilisés.

Les États-Unis sont certes un acteur très influent mais ils ne sont pas les seuls. L'Union européenne absorbe environ un tiers des exportations d'Israël : il faut donc mettre en place un embargo sur leurs produits.

Par ailleurs, il faut imposer des sanctions non seulement aux colons mais aussi aux dirigeants politiques qui leur facilitent la tâche. Le jugement de la Cour pénale internationale sur les dirigeants d'Israël doit être appliqué. Le gouvernement israélien doit être mis au ban de la communauté internationale, comme il le mérite depuis longtemps. Et même alors, ce ne serait qu'un début, et un début bien timide et bien trop tardif face à l'ampleur de la tragédie.

Il est facile d'analyser pourquoi rien de tout cela n'a encore été mis en œuvre. Il y avait l'espoir de pouvoir conserver un minimum d'influence dans la région en restant allié avec Israël, la crainte d'encourager l'Iran par des mesures trop fermes, la fidélité à la notion de dette historique envers Israël et la peur d'un monde incertain engendré par une rupture avec Israël. Mais ce nouveau monde est déjà là, et la lâcheté n'a fait qu'accélérer son avènement au lieu de l'empêcher.

Les Palestiniens, de Gaza à la Cisjordanie, paient le prix fort de cette inaction, mais un coup fatal a également été infligé au reste du monde. Si rien ne se passe, la putréfaction morale et politique nous gagnera tous.

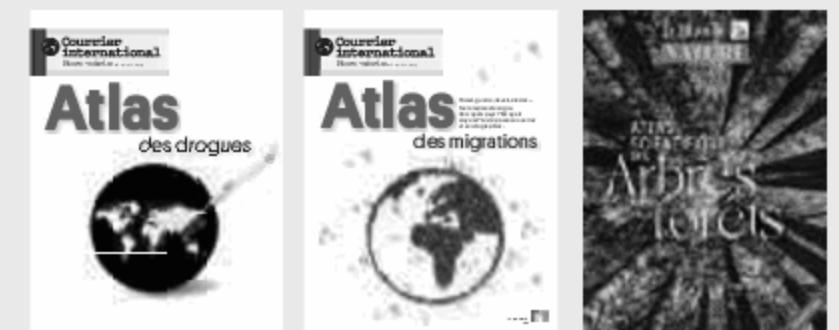
—Nesrine Malik,  
publié le 26 mai

## DÉCOUVREZ LA SÉLECTION COURRIER INTERNATIONAL

### NOS HORS-SÉRIES



### LES ATLAS



### LIVRES ET BD



### ET AUSSI DVD, PUBLICATIONS NUMÉRIQUES, NOS NOUVEAUTÉS

### POUR COMMANDER, SCANNEZ LE CODE QR



OU RENDEZ-VOUS  
SUR NOTRE SITE :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine.  
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre

# d'un continent à l'autre. afrique



# Portrait. Paul Biya, l'impitoyable César du Cameroun

Président du pays depuis 1982, celui que l'on surnomme le "Sphinx" tient le pouvoir d'une main de fer. À 92 ans, il pourrait briguer un énième mandat lors des élections d'octobre.

**—Africa Is a Country,**  
*extraits (New York)*

**P**our comprendre le règne apparemment interminable de Paul Biya, il faut d'abord comprendre le Cameroun, ses voisins et le personnage lui-même. Après quarante ans de pouvoir sans partage, il demeure une figure énigmatique pour de nombreux Camerounais, y compris pour ses propres ministres – un observateur rarement observé.

Ses discours sont minutieusement scénarisés, son protocole est rigide et il accorde rarement des interviews – la dernière, consentie à un journaliste local, remonte à 2002. Il ne s'adresse à la nation que trois fois par an et ne donne aux Camerounais l'occasion d'apercevoir leur président que lors des célébrations de la fête nationale ou lorsqu'il part pour l'un de ses nombreux séjours à l'étranger – habitude qui lui vaut le surnom de "propriétaire absent". Comme le disait [le chroniqueur politique américain] Fareed Zakaria à propos de

feu la reine Élisabeth II, Paul Biya est tout simplement ennuyeux. Cependant, contrairement à la reine, qui "est restée ennuyeuse dans l'intérêt du Royaume-Uni", la fadeur apparente de Biya ne sert que ses propres intérêts.

Biya a été surnommé l'"homme-lion", le "Sphinx", érigé en Jésus-Christ, présenté comme le père de la nation, comme une énigme, ou encore comme le Maradona de la politique camerounaise – mais aucune de ces épithètes ne semble vraiment saisir le fond de sa personnalité. Contrairement à d'autres dirigeants africains

**Son régime :  
"un gouvernement de vieillards au service exclusif de vieillards", décrit une journaliste**

en place depuis longtemps, tels [le président du Rwanda] Paul Kagame [au pouvoir depuis vingt-cinq ans] ou Yoweri Museveni [à la tête de l'Ouganda depuis trente-neuf ans], qui sont proches du

Amériques.....	22
Europe .....	26
Asie .....	30
France .....	34

peuple et partagent parfois des moments légers, Biya cultive une image élitiste et distante. Son long règne s'explique en partie par les spécificités du Cameroun – à commencer par la diversité ethnique et linguistique du pays qui, avec plus de 250 groupes, empêche l'émergence d'une opposition unifiée.

On ne saurait trop insister sur l'étendue des pouvoirs que s'est octroyés l'actuel chef de l'État. L'écrivain camerounais George Ngwane – qui a eu lui-même à pâtir de l'omnipotence du président et de son entourage pour avoir osé critiquer le régime – le comparait [en 2014 dans un article] au "Père Noël". "D'un signe de tête, d'un trait de plume et au gré de son humeur du jour, écrivait-il, il peut, au mieux, transformer miraculeusement cinq pains et deux poissons en un gigantesque festin ou, au pire, abandonner dans un élan vengeur n'importe quelle oasis régionale en puissance pour en faire un désert." Si cette description convaincante ne rend pas véritablement compte des immenses pouvoirs de Paul Biya, elle donne

une assez bonne idée de l'autorité quasi biblique qu'il exerce dans le paysage politique du pays.

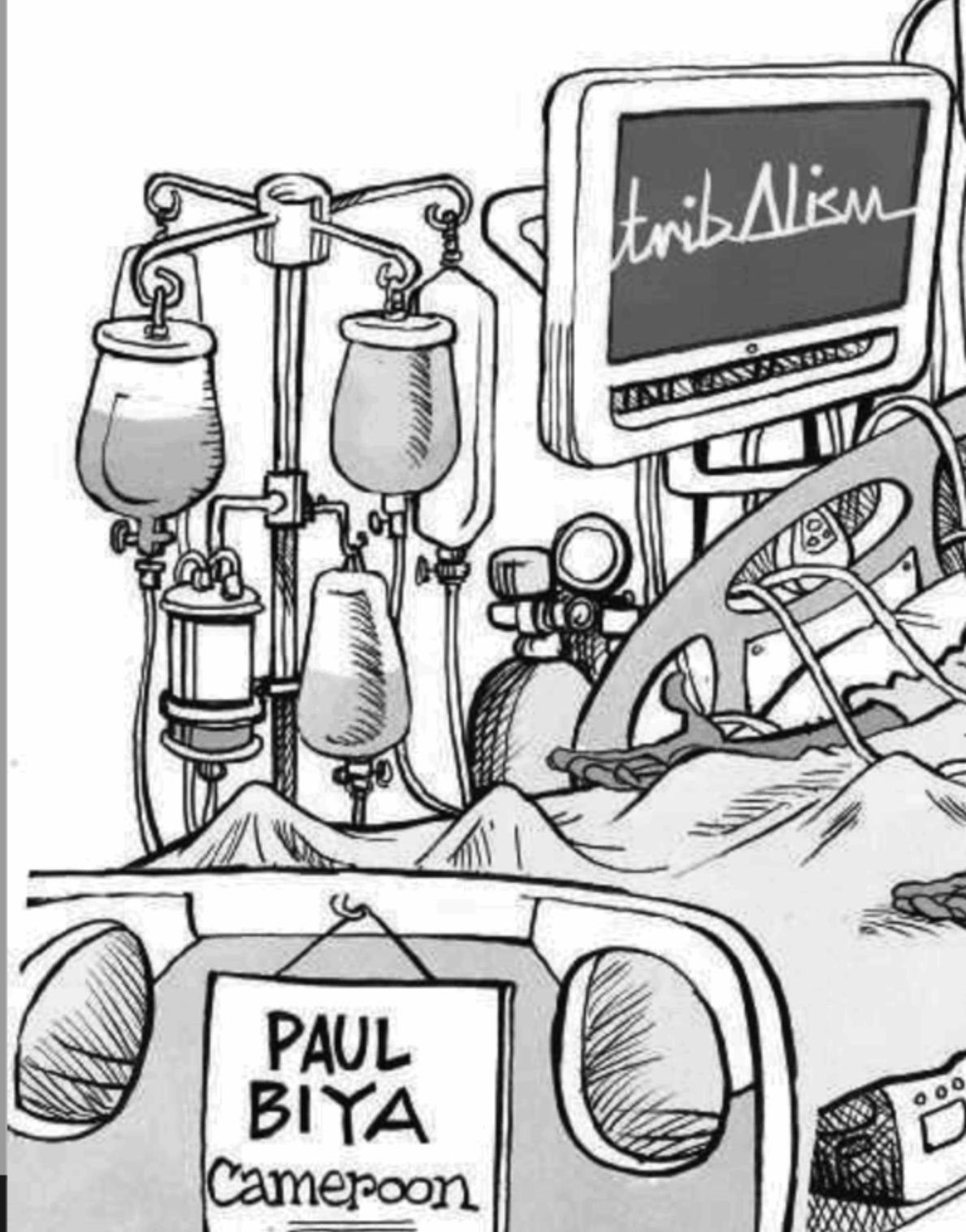
**Méticuleux.** Son ascension à la présidence était à des années-lumière de l'avenir auquel sa famille l'avait préparé. Élevé dans un petit village de la forêt tropicale du bassin du Congo, dans le sud du Cameroun, il était destiné à la prêtrise. Mais il a préféré étudier le droit et les sciences politiques à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, avant de rentrer au pays et de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie gouvernementale.

À l'époque où il a entamé sa carrière au sein du gouvernement d'Ahmadou Ahidjo [de 1960 à 1982], il passait pour un jeune homme humble, méticuleux, pondéré et apparemment sans grande ambition – qualités qui le distinguaient de certains de ses collègues, qui convoitaient ouvertement le trône de leur maître. Ces traits de caractère ont séduit Ahidjo, premier président de la République du Cameroun

après l'indépendance du pays en 1960, qui lui a accordé toute sa confiance. Mais, comme le faisait si bien remarquer Brutus dans le *Jules César* de Shakespeare, "*l'humilité est l'échelle de l'ambition à ses débuts*".

Premier ministre loyal pendant sept ans [de 1975 à 1982], Paul Biya a accédé à la magistrature suprême en 1982, après la démission surprise d'Ahmadou Ahidjo, qui aurait été poussé à se retirer pour raisons de santé par un médecin français. Le mandat de Biya a soulevé dans un premier temps une vague d'espoir, mais a rapidement dégénéré en un règne décevant, marqué par une corruption endémique.

Il est de notoriété publique que Biya se plaît à récompenser la loyauté. Certains de ses plus proches alliés sont les hommes qui l'ont aidé à déjouer les deux tentatives de coup d'État [menées en 1983 et 1984 par des fidèles d'Ahidjo]. Comme l'explique très justement une journaliste, son régime est une "oligarchie gérontocratique : un gouvernement de





← Sur les écrans :  
Tribalisme.  
Corruption.  
Népotisme.  
Incompétence.  
Dessin de Gado,  
Kenya.

vieillards au service exclusif de vieillards". Au fil des ans, Biya a consolidé son pouvoir en plaçant des membres de son propre groupe ethnique à des postes clés du gouvernement et de l'armée, étouffant ainsi dans l'œuf toute velléité de dissidence. Et puisqu'il est aussi président du Conseil supérieur de la magistrature, grand maître des ordres nationaux et commandant en chef des forces armées, les ministres sont tenus de citer son nom en premier

s'ils souhaitent faire avancer quoi que ce soit. L'expression "sur les hautes instructions du président de la République" figure en bonne place sur pratiquement tous les documents officiels ; et malheur à qui oserait y contrevir.

Après les deux tentatives de putsch, Biya était loin d'être tiré d'affaire ; au fil des années, le pays s'est régulièrement uni contre lui. La troisième vague de démocratisation en Afrique a débuté dans les années 1990 et,

après avoir initialement résisté à cet élan, Biya a déclaré à contre-cœur vouloir passer à la postérité comme le père de la démocratie au Cameroun. Les premières élections multipartites du pays ont été organisées en 1992. Paul Biya a remporté le scrutin [présidentiel à un seul tour] avec à peine 40 % des voix. Son principal adversaire, John Fru Ndi [dirigeant du parti d'opposition Front social démocrate (SDF)], était largement donné vainqueur [il

## Contexte

●●● "Paul Biya va-t-il se représenter en octobre 2025 ? En tout cas, il n'a jamais laissé entendre que sa longue série de présidences touchait à sa fin", écrit **La Libre Belgique**. Même si son fils Franck a un temps été pressenti pour lui succéder et que des tensions ont pu apparaître au sein de son parti, le RDPC, "l'inoxydable Paul Biya" devrait bien briguer un huitième mandat. "Le RDPC s'est déjà lancé dans sa campagne : de toute manière, ils n'ont aucune alternative, la faction ne tourne qu'autour de son créateur", résume le journal

belge. Face à lui, l'opposition avance en ordre dispersé : déjà deux coalitions et une multitude de petits groupes. Joseph Claude Billigha, un membre du RDPC, en vient à regretter l'absence d'un "adversaire de taille". "Je suis de ceux qui pensent qu'à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire", affirmait-il à la **Deutsche Welle** en avril. Maurice Kamto, 71 ans, s'impose comme le concurrent le plus crédible. Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) était arrivé deuxième lors de la présidentielle de 2018.

a finalement été crédité de 36 % des suffrages] ; et le président de la Cour suprême chargé de proclamer les résultats des élections a admis qu'il avait "les mains liées". À l'issue du scrutin, des émeutes ont éclaté, qui ont été sévèrement réprimées : leur principal instigateur, Fru Ndi, a été placé en résidence surveillée, tandis que d'autres dirigeants et partisans du SDF ont été placés en détention.

**Épouse.** Depuis 1992, Biya a mis en place des mécanismes visant à diviser totalement les partis d'opposition ; il existe aujourd'hui au Cameroun quelque 300 formations politiques, dont certaines seraient financées en sous-main par le gouvernement. Biya nomme et révoque à sa guise les conseillers de l'organe de contrôle électoral, dont certains sont d'anciens membres de son parti [le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, RDPC]. Il continue de tester les limites de son pouvoir : en avril 2008, son parti a supprimé le plafond du nombre de mandats présidentiels après avoir violemment réprimé le mouvement de protestation contre la hausse des prix en février de la même année. Personne ne s'est risqué à le contester, et il a été réélu en 2011 et 2018 avec plus de 70 % des voix.

L'un des rouages les plus importants de la machine Biya est son épouse, Chantal Biya. Toujours tirée à quatre épingles, elle affiche lors de ses apparitions publiques une jovialité qui tranche avec l'arrogance de son mari. Ses actions humanitaires, menées à travers la fondation qui porte son nom, lui ont permis de se construire une image publique forte, tout en contribuant à renforcer la réputation de son mari.

Paul Biya a également exploité le football pour consolider et maintenir son pouvoir. La performance historique de l'équipe nationale camerounaise, devenue la première sélection africaine à accéder aux quarts de finale de la Coupe du monde lors de l'édition 1990, lui a apporté un énorme capital politique. Souvent qualifié de "premier supporteur" de l'équipe nationale, il ne se prive guère dans ses discours de comparer les Camerounais aux Lions indomptables.

Si la stratégie politique de l'"homme-lion" a été d'une remarquable efficacité pour lui et son premier cercle, elle n'a → 20

## Biographie

### 13 février 1933 —

Naissance dans le village de Mvomeka'a, dans le sud du Cameroun.

**1962** — Entre au gouvernement en tant que chargé de mission à la présidence de la République.

**1975** — Premier ministre d'Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun depuis l'indépendance en 1960.

### 6 novembre 1982 —

Accède à la présidence après la démission d'Ahidjo. Il assoit son autorité lors d'un scrutin organisé en 1984. Il sera reconduit à la tête du pays en 1988, 1992, 1997, 2004, 2011 et 2018 sous la bannière de l'Union nationale camerounaise (UNC) puis du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC).

**6 avril 1984** — Résiste à une tentative de coup d'État fomentée par la "vieille garde" d'Ahidjo.

**1990** — Une série de manifestations et une accentuation

de la pression internationale conduisent à l'instauration du multipartisme et à une relative libéralisation de la vie démocratique.

**2008** — Émeutes dites "de la faim" dans les grandes villes du pays, sévèrement réprimées par le régime. Quelques semaines plus tard, la Constitution est modifiée pour lever toute limitation du nombre de mandats présidentiels.

**2016** — Résurgence du "problème anglophone", à savoir des revendications fédéralistes voire indépendantistes dans les deux régions anglophones de l'Ouest. Des factions séparatistes prennent les armes en 2017.

**Octobre 2025** — Election présidentielle. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Paul Biya n'a toujours pas officiellement annoncé sa candidature à un huitième mandat.



← Une affiche de campagne de Paul Biya pour l'élection présidentielle de 2018, près de Buéa, chef-lieu du Sud-Ouest. Cette région anglophone est agitée depuis 2016 par des revendications séparatistes.

*Photo Marco Longari/AFP*

grande question demeure : celle de sa succession.

Les perspectives qui se dessinent pour l'après-Biya ne sont guère réjouissantes : le Nord musulman, qui considère que la conduite de la nation devrait lui revenir de droit puisqu'il a fourni le premier président du pays, est convaincu que c'est maintenant à son tour de reprendre en main les destinées du Cameroun, tandis que les alliés ethniques de Biya ont bien l'intention de conserver le pouvoir à tout prix. Les Bamiliékes, marginalisés en dépit de leur prééminence économique, sont également en lice pour prendre la place du vieux dirigeant. Son dauphin constitutionnel, le président du Sénat [Marcel Niat Njifenji], est un autre patriarche, âgé de 91 ans. Un mouvement de soutien au fils aîné du président, Franck Biya [53 ans], est par ailleurs apparu pour appuyer sa possible candidature.

**Ambazonie.** De plus, la minorité anglophone du Cameroun, qui poursuit une lutte sécessionniste depuis 2017, estime que son heure est venue de gouverner. Depuis près de neuf ans, les régions anglophones du pays sont enlisées dans un conflit armé engagé par les séparatistes anglophones qui cherchent à créer un État indépendant vis-à-vis de Yaoundé, qu'ils ont baptisé "république d'Ambazonie". Cette lutte armée a profondément ébranlé les fondements de la nation camerounaise.

Paul Biya n'est pas un simple poids lourd de la politique. Il est à lui seul l'État. Pour la seule année 2023, la Commission nationale anticorruption (Conac) a signalé que la corruption avait coûté au pays près de 114 milliards de francs CFA [près de 174 millions d'euros]. Mais, à en croire certains observateurs, cette commission sert moins à combattre ce fléau qu'à harceler les opposants politiques de Biya. Alain Mebe Ngo'o, qui fut un influent ministre de la Défense, a ainsi écopé récemment de trente ans de prison pour le détournement de 23,8 milliards de francs CFA

où plus un véhicule ne circule dans les rues. Malgré son âge avancé, les cadres de son parti, le RDPC, le pressent de se porter candidat à l'élection présidentielle d'[octobre] 2025, le présentant comme leur "*candidat naturel*".

Il y a quelque temps, Biya a laissé entendre dans un discours qu'à plus de 90 ans il était prêt à briguer un nouveau septennat : "*J'ai entendu vos appels et vos encouragements, a-t-il déclaré, et je reste déterminé à servir notre nation bien-aimée.*"

Or, dans un câble diplomatique divulgué en 2009 [par WikiLeaks], des personnalités influentes des élites du Nord musulman déclaraient que les trois régions du Nord du Cameroun "soutiendraient Biya aussi longtemps qu'il voudrait être président... mais ne supporterait plus un successeur issu de la même ethnie [les Fang-Beti-Boulou] ou de l'ethnie bamiliéke, reconnue pour son dynamisme économique". La persistance des luttes au sein du parti au pouvoir et de ses fragiles institutions complique singulièrement l'avenir politique, incertain et fracturé, du pays.

Si Biya cède aux instances de son parti, sa victoire pourrait être acquise d'avance. Mais même si la crise n'éclate pas avant son décès, nous avons enfin découvert les limites du pouvoir absolu de l'"homme-lion" – et la profondeur et l'ampleur de ces scissions n'augurent rien de bon pour l'avenir du Cameroun.

— **Shuimo Trust Dohyee,**  
publié le 5 mai



#### SOURCE

#### AFRICA IS A COUNTRY

New York, États-Unis

africasacountry.com

Créé en 2009 par l'universitaire sud-africain Sean Jacobs,

*Africa Is a Country* ("L'Afrique est un pays") est un site d'information sur l'actualité africaine. Son objectif est de remettre en cause les traditionnels stéréotypes répandus dans les médias occidentaux sur les 54 pays du continent. Cette plateforme accueille de nombreux intellectuels africains et revendique une orientation politique de gauche.

[36,3 millions d'euros]. Un ex-Premier ministre, un ministre de l'Intérieur et plusieurs autres hauts fonctionnaires purgent également de longues peines de prison pour corruption et détournement de fonds publics.

Biya a le chic pour retourner les pires situations à son avantage. Quand, en 2014, [le groupe islamiste d'origine nigériane] Boko Haram a lancé ses attaques sur la frontière du Cameroun avec le Nigeria, il a saisi l'occasion de renforcer son pouvoir en faisant voter une loi antiterroriste qui, dans les faits, sert davantage à mater la dissidence et à museler les médias qu'à lutter efficacement contre le terrorisme.

#### Paul Biya n'est pas un simple poids lourd de la politique. Il est à lui seul l'État.

De même, quelques heures après le coup d'État militaire qui a renversé Ali Bongo au Gabon [en août 2023], Biya s'est empressé d'opérer un remaniement de l'armée camerounaise, décrétant notamment des départs à la retraite forcés et des promotions surprises dans les rangs des officiers, vraisemblablement pour couper court à d'éventuelles tentatives de putsch.

Ses relations diplomatiques avec les puissances mondiales sont

# ON N'OUBLIE PAS QU'ILS SONT BÉNÉVOLES

LES SAUVETEURS EN MER SONT LÀ POUR VOUS  
24H/24, 365 JOURS PAR AN.

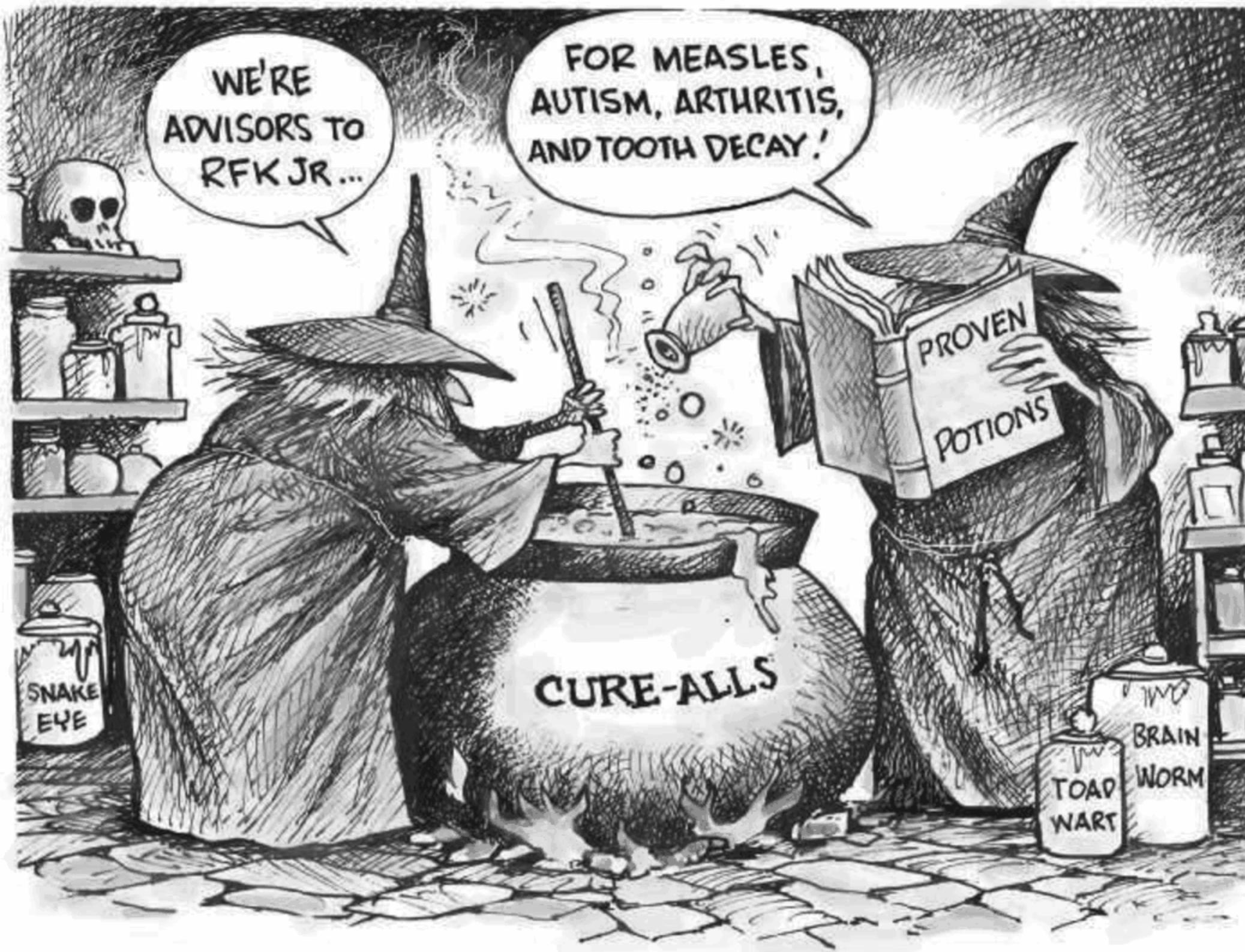


200  
ANS DU SAUVEGAGE EN MER

DEPUIS 200 ANS ET POUR LONGTEMPS, DONNER À TERRE C'EST SAUVER EN MER.  
FAITES UN DON SUR [SNSM.ORG](http://SNSM.ORG)



## amériques



← — Nous sommes conseillères auprès de RFK Jr... — ... chargées de la rougeole, de l'autisme, de l'arthrite et des caries! Sur le grimoire : "Potions éprouvées". Sur le chaudron : "Panacées". Sur les bocaux à droite : "Bave de crapaud", "Vers mangeurs de cerveau". Sur le bocal à gauche : "Yeux de serpent". Dessin de **Dave Granlund**, États-Unis.

étude approfondie sur l'autisme, annoncé en avril, s'est également attiré de vives critiques. Larry Gostin, le directeur du centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé pour le droit national et mondial à la santé, estime ainsi que le ministre fait preuve d'une coupable méconnaissance des faits. "C'est précisément le tra-

En 2025, les électeurs ont placé l'obésité au premier rang de leurs préoccupations en matière de santé.

vail d'un ministre de la Santé de faire un tri entre les bonnes et les mauvaises informations, entre les données scientifiques valables et celles sans fondement; il ne doit pas se contenter de tout balancer sur la table en laissant les gens se débrouiller avec", déplore-t-il.

Pourtant, des personnes comme Aisling Van Dyke préfèrent juger par elles-mêmes. Avec ses sœurs, elle gère un site web sur la santé et le bien-être, appelé "Maha Momma", qui trouve son inspiration dans la politique menée par Robert F. Kennedy Jr. Elles font des recherches et répondent aux questions qu'elles reçoivent par le biais d'un formulaire à disposition sur leur site. Elles animent aussi un groupe Facebook, dans lequel les parents échangent des bons tuyaux sur l'alimentation saine et les remèdes naturels. Elles estiment important de pouvoir mener leurs propres recherches et apprécient la volonté de Robert F. Kennedy Jr. de remettre en question ce qu'elles appellent la "pensée unique du monde industriel".

—The Christian Science Monitor, extraits (Boston)

**D**ernièrement, alors qu'elle accompagnait sa mère faire ses courses chez Target, la fille d'Aisling Van Dyke lui a réclamé comme d'habitude qu'elle achète un de ses produits favoris : "Maman, regarde, il y a du ketchup bio!"

Pour quelqu'un comme Mme Van Dyke, qui milite en Californie en faveur du mouvement "Make America healthy again" (Maha) ["Remettre l'Amérique en bonne santé"], une variante du slogan de Trump "Make America great again", "Rendre sa grandeur à l'Amérique"], il devrait bientôt être plus facile de peser le pour et le contre de produits alimentaires comme le ketchup. En effet, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Robert F. Kennedy Jr., a annoncé fin avril son intention de supprimer tous

## États-Unis. La vague Maha derrière Robert Kennedy

Résumé en un slogan, "Remettre l'Amérique en bonne santé", le combat du ministre de la Santé, Robert F. Kennedy Jr., pour une alimentation plus saine correspond aux souhaits d'un grand nombre d'Américains. Notamment les mères de famille inquiètes pour la santé de leurs enfants.

les colorants à base de pétrole des produits alimentaires américains d'ici à 2026. La mesure touchera de nombreux ketchups, qui doivent leur belle couleur rouge à l'utilisation de colorants.

**Adeptes chercheurs.** C'est l'été dernier, après avoir apporté son soutien à Donald Trump, que Robert F. Kennedy Jr. a surtout

fait connaître le label Maha. Le mouvement aux contours assez flous lancé par celui qui a été, un temps, candidat démocrate à la présidence mobilise des Américains aux profils très différents, des défenseurs d'une alimentation plus saine jusqu'aux personnes qui s'intéressent aux traitements alternatifs ou se montrent méfiantes vis-à-vis des institutions médicales.

Mais il est également très clivant. De nombreuses prises de position de Robert F. Kennedy Jr., notamment quand il a préconisé de supprimer le fluor de l'eau potable et d'engager de nouvelles recherches sur la sécurité et l'efficacité de certains vaccins, ont alarmé spécialistes de la santé comme simples citoyens. Son projet de collecte de dossiers médicaux en vue d'une nouvelle

*“Chaque jour, j’apprends quelque chose de nouveau”, se réjouit Aisling Van Dyke. “À force d’avoir des informations qui nous tombent dessus, on finissait par les ignorer. Nous n’avions tout simplement pas les connaissances nécessaires.”*

**Dissensions.** Depuis qu’il est devenu ministre de la Santé et des Services sociaux, Robert F. Kennedy Jr. a cherché à appliquer concrètement le programme Maha. Il a renforcé un règlement limitant l’utilisation d’additifs alimentaires et a créé une base de données, consultable par tous, listant les taux de contamination alimentaire par différentes substances.

Il s’est par ailleurs attiré une pluie de critiques pour avoir supervisé près de 10 000 licenciements au sein du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il a été épingle aussi pour les nouvelles recherches qu’il a fait engager sur les causes de l’autisme. Plus tôt dans sa carrière, il avait publié plusieurs ouvrages mettant en avant un éventuel lien entre les vaccins et l’autisme – depuis, de nombreuses études ont infirmé cette hypothèse. Dernièrement, il a prétendu que

la faute pouvait en revenir aux “toxines environnementales”.

Confronté à sa première grande épreuve en tant que ministre de la Santé et des Services sociaux – une épidémie de rougeole au Texas, qui a entraîné la mort de deux enfants –, il a eu une réaction qui ne semble avoir satisfait personne. S’il a admis que le vaccin était *“le moyen le plus efficace de prévenir la rougeole”*, il a également déclaré qu’il ne pensait pas que le gouvernement devait le rendre obligatoire, et a émis des doutes sur les tests ayant conclu à son innocuité.

L’opinion de la population sur le mouvement Maha est divisée, à l’image de la fracture politique. Un récent sondage *The Economist/YouGov* a révélé que seuls 24 % des progressistes en avaient une opinion favorable, contre 74 % des conservateurs.

Pourtant, une partie du programme de Robert F. Kennedy Jr. correspond aux souhaits d’un grand nombre d’Américains : son combat pour une alimentation plus saine. En 2025, les électeurs ont placé l’obésité au premier rang de leurs préoccupations en matière de santé. Par ailleurs, 80 % des Américains

## L’opinion de la population sur le mouvement Maha est divisée, à l’image de la fracture politique.

– davantage dans le camp démocrate que dans le camp républicain – estiment très important que le gouvernement s’attaque aux problèmes de sécurité alimentaire. Une majorité de la population est favorable à l’interdiction des colorants alimentaires et au retrait des aliments transformés des repas scolaires.

Même dans le domaine de l’obésité, l’approche de Robert F. Kennedy Jr. ne fait sans doute pas l’unanimité. Le ministre veut en finir avec les aliments ultratransformés et les additifs alimentaires, et il a fait sourciller en lançant : *“Le sucre est un poison.”* Il a par ailleurs exprimé son scepticisme concernant l’efficacité de médicaments amagrisants comme l’Ozempic et a annoncé [en avril] que ces médicaments ne seraient plus pris en charge par les dispositifs [d’assurance santé] Medicare et Medicaid.

Reste qu’il devrait être bien plus soutenu sur ce terrain

qu’en tentant de stopper la recherche médicale ou de bouleverser le calendrier vaccinal des enfants, soulignent des spécialistes. Robert F. Kennedy Jr. a rejeté à plusieurs reprises l’étiquette “antivax” dont on l’affuble, affirmant qu’il souhaitait simplement que les vaccins soient mieux testés avant d’être approuvés, que leurs éventuels effets nocifs soient mieux suivis et leur efficacité dans le temps mieux démontrée.

**Scepticisme antivax.** Mais même si le nouveau ministre n’introduit aucun changement concernant les vaccins actuels, ses détracteurs craignent qu’il ne bloque la mise au point de nouveaux vaccins. Certains l’accusent d’avoir déjà porté atteinte à la santé des enfants par le simple fait d’avoir fait naître un plus grand scepticisme vis-à-vis de la vaccination en général. Quant à Larry Gostin, il se dit préoccupé par les problèmes d’immunité collective dans certaines communautés et souligne : *“Nos taux de vaccination infantile sont tombés à des niveaux dangereusement bas.”*

Lori Lunn, une ancienne conseillère scolaire actuellement enseignante remplaçante, soutient l’action de Robert F. Kennedy Jr., en particulier en raison de l’importance qu’il accorde, selon elle, à une alimentation saine et de son engagement en faveur d’une recherche impartiale. Elle a choisi de ne pas faire vacciner ses deux plus jeunes enfants, et la lecture du livre de Robert F. Kennedy Jr., *The Real RFK Jr. : Trials of a Truth Warrior* [“Le Vrai RFK Jr. : Les épreuves d’un combattant de la vérité”, non traduit], l’a confortée dans ses convictions. Elle estime n’avoir pas suffisamment d’informations fiables sur l’effet des vaccins sur la santé de ses enfants : *“J’entends parfois dire que les gens qui ne font pas vacciner leurs enfants sont des ignorants, mais, selon moi, c’est tout le contraire.”* “Je n’ai jamais rencontré quelqu’un qui avait choisi de ne pas faire vacciner ses enfants sans avoir fait une tonne de recherches avant.”

Aisling Van Dyke et sa sœur, Caroline Guiney, ont toutes deux fait vacciner leurs enfants. Elles n’en pensent pas moins que l’importance excessive accordée aux médicaments peut amener les gens à négliger des remèdes plus simples, comme la lutte contre l’obésité par l’exercice physique.

*“La médecine occidentale, les produits pharmaceutiques et autres trucs de ce genre sont certainement nécessaires, mais ils ne sont pas la solution miracle”,* estime Caroline Guiney.

Tous les matins, Aisling Van Dyke va marcher sur la piste de course du club de sport YMCA voisin. Sa fille a commencé à se joindre à elle le week-end; elle est toute fière d’indiquer le nombre de tours parcourus. Aisling Van Dyke confie que si son mode de vie compte tant pour elle, c’est pour donner l’exemple à ses enfants. *“Ce qui nous motive au quotidien et ce qui fait que c’est si important pour nous, ce sont nos enfants”,* souligne-t-elle.

—Caitlin Babcock,  
publié le 24 avril

### SOURCE



#### THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston, États-Unis

Hebdomadaire

csmonitor.com

Cet élégant journal a été lancé en 1908 à Boston par Mary Baker Eddy, fondatrice de l’Église First Church of Christ, Scientist, qui finance la publication. Il ne se veut pas pour autant un titre religieux mais revendique des valeurs humanistes, un traitement mesuré et pédagogique des sujets, en faveur de l’unité et contre les divisions. Depuis 2009, la version web est privilégiée.

### Contexte

## Un rapport truffé de fausses citations

●●● C’est un rapport vitrine, appelé “rapport Maha” (pour *“Make America healthy again”, “Remettre l’Amérique en bonne santé”*) dans les médias, qui fait mauvaise presse pour Kennedy. Car ce document sur les maladies chroniques des enfants *“cite des études qui n-existent pas”*, a révélé le site d’information

**Notus.** Sans compter bien d’autres erreurs dans les citations de plus de 500 études, censées étayer les conclusions. Des ratés qui pourraient bien être dus à l’usage de l’intelligence artificielle, selon *The Washington Post*, qui en a repéré des marques distinctives : répétitions, informations “hallucinées”, code caractéristique d’OpenAI à la fin des liens...

Le rapport a été publié le 22 mai par la commission Maha, présidée par le ministre de la santé et comprenant d’autres responsables du gouvernement Trump et des autorités sanitaires. Il *“brosse un portrait sombre des enfants américains, qualifiés de ‘génération la plus malade de l’histoire des États-Unis”*, relate *The New York Times*, en attribuant la faute “aux aliments ultratransformés, à l’exposition aux produits chimiques, au stress, au manque d’activité physique et à l’usage excessif de médicaments prescrits”. D’après le journal, *“c’est sans aucun doute la vision de Kennedy, dont la plupart des mantras, parfois très contestés, sont repris ici”*.

## ILS REFONT LA FRANCE Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



Courrier international



ARGENTINE

# “Nonne des trans”, l’engagement d’une vie

Pendant des années, Mónica Astorga a accueilli des femmes transgenres au sein d’un couvent pensé pour elles. En 2020, elle a dû renoncer sous pression de l’Église, qu’elle a fini par quitter. Elle raconte ici son long combat.



— **El Espectador** (Bogota)

**L**e nouveau pape vient d’être élu, j’espère qu’il ne nous fera pas revenir en arrière”, s’exclame Mónica Astorga à peine deux minutes après le début de l’interview. Elle s’exprime d’une voix claire et limpide, tandis que, derrière elle, un présentateur de la télévision argentine vient d’annoncer l’apparition d’une fumée blanche au Vatican.

Lorsqu’on connaît l’histoire de Mónica, ses mots prennent tout leur sens. Surnommée la “nonne des trans”, elle a consacré sa vie à accompagner et protéger les femmes transgenres

de la ville de Neuquén, dans le centre-ouest de l’Argentine.

Malgré les liens étroits qu’elle a entretenus avec le pape François, son engagement pour la protection des femmes trans de cette province argentine l’a finalement poussée à prendre ses distances avec une Église qui n’a pas toujours su cheminer à ses côtés.

Lors de l’entretien avec *El Espectador*, Mónica Astorga raconte qu’elle se sent appelée à la vie religieuse depuis sa plus tendre enfance. Une intuition qui l’accompagne depuis ses 7 ans. “J’ai rejoint les carmélites peu de temps après mon vingtième anniversaire. C’était une vie

contemplative, cloîtrée – comme on le dit souvent –, mais j’ai toujours su que je souhaitais embrasser l’humanité dans sa totalité. Je ne savais pas très bien de quelle manière, mais il me semblait qu’il y avait une voie dans la prière”, affirme-t-elle.

**Violence structurelle.** Elle a alors commencé à se rapprocher des personnes les plus vulnérables : celles qui souffraient d’addiction à la drogue, les femmes victimes de violences de genre ou les prisonniers. “La seule chose que je leur demandais était de garder les pieds sur terre, de ne pas voler et de ne pas perdre le contact avec les autres.

*J’ai toujours su que je souhaitais associer mes prières à des visages et à des noms*”, ajoute-t-elle.

La religieuse a ainsi passé une grande partie de sa vie au sein du monastère dirigé par l’ordre des carmélites déchaussées de Neuquén, où elle a accédé au rang de mère supérieure à deux reprises pendant trois ans.

Mais ce n’est qu’en 2006 que Mónica a rencontré pour la première fois une femme transgenre : Romina. “Elle s’est rendue dans une paroisse de Notre-Dame de Lourdes pour y faire une offrande, car elle traversait une période difficile. Elle a demandé de l’aide à la Vierge parce qu’elle était dévouée à Notre-Dame de Lourdes”, se souvient Mónica. Après avoir déposé son offrande, le prêtre qui l’avait recueillie et qui ne savait pas bien comment réagir l’a dirigée vers le monastère. Là-bas se trouvait Mónica Astorga.

À l’image de la plupart des femmes trans de sa génération en Argentine, Romina était une travailleuse du sexe. Une situation qu’elle n’avait pas choisie mais qui s’était imposée à elle, de nombreuses violences lui ayant fermé toutes les autres

**“J’ai toujours su que je souhaitais embrasser l’humanité dans sa totalité.”**

Mónica Astorga

portes. En raison de son identité de genre, elle a vécu l’exclusion sociale, le rejet familial, la persécution politique et l’indifférence d’un État aux yeux duquel elle n’avait aucune existence, explique Mónica Astorga.

Le monastère a alors été témoin d’un geste inhabituel, presque révolutionnaire pour l’Église catholique : une religieuse a ouvert les portes d’un couvent afin d’accueillir, accompagner et rendre leur dignité aux femmes trans. Une des premières choses que soeur Mónica a dites à Romina est ceci : “Écoute, tu dois m’expliquer comment je dois me comporter avec toi. Je ne veux pas te blesser par ignorance.”

Et Romina lui a raconté son histoire : son expulsion de chez elle à l’âge de 15 ans et son espoir de réussir à sortir de la rue et de se former à la coiffure. Quelques jours plus tard,

✓ Mónica Astorga, en 2016 au couvent de Neuquén, en Argentine. Photo Ignacio Arnedo/ZUMA Press/Alamy/Photo12

Romina est revenue avec quatre amies. Et c’est comme ça que tout a commencé.

Leurs histoires se ressemblaient toutes. Rejets, coups, abandon... puis la prostitution comme unique porte de sortie. L’une de ces femmes, Katiana, a dit à Mónica une phrase qu’elle ne pourra jamais effacer de sa mémoire : “Je veux un lit propre pour mourir.”

Elle ne réclamait ni amour, ni travail, ni justice. Seulement un lit. En entendant cette requête, Mónica s’est aperçue de l’ampleur de la violence structurelle dont ces femmes étaient victimes : négation de leurs droits essentiels, persécution politique, exclusion du marché du travail, violence médicale, criminalisation ou encore mépris social. Une liste à laquelle s’ajoute, dans de nombreux cas, le mépris de l’Église elle-même.

**Un toit et au-delà.** “Je me suis rendu compte que la communauté trans était la plus exclue, la plus vulnérable de toutes”, continue Mónica. La religieuse a ainsi commencé à aider ce petit groupe de femmes. Et elle ne s’est pas contentée de les guider spirituellement, elle les a aussi soutenues au quotidien “pour qu’elles puissent réaliser leurs rêves, car nous sommes toutes et tous pétris de rêves, c’est ce qui constitue notre humanité”.

Avec l’aide d’autres religieuses, elle a ensuite organisé des ateliers de coiffure, de cuisine et de couture. Puis elle a demandé à l’évêque de pouvoir disposer d’une maison et c’est ainsi qu’est née la première Casa Santa Teresita, en 2010. Ce lieu offrait à la fois un toit, de la nourriture, du soutien et l’accès à des formations professionnelles.

Mais cette ambition n’a pas été vue d’un bon œil par tous les membres de la communauté religieuse. Son accompagnement des femmes trans lui a valu d’être persécutée au sein même de l’Église. Victime d’accusations internes, soeur Mónica s’est retrouvée marginalisée jusqu’à être contrainte de renoncer à ses activités en 2020.

Le pape François a constitué une figure centrale dans son parcours religieux. “J’ai passé deux semaines à pleurer, à relire les lettres qu’il m’avait envoyées.

*Quand il est mort, je me suis sentie orpheline*, sanglote Mónica, qui précise qu'elle le connaît depuis les années 1980.

En 2009, elle lui a même personnellement fait part de son travail avec les femmes transgenres. François, qui était encore le cardinal Jorge Mario Bergoglio, l'avait alors encouragée. Et il

### Son accompagnement des femmes trans lui a valu d'être persécutée au sein même de l'Église.

avait ajouté : "Le Seigneur t'a confié une tâche qui repousse les frontières. Si tu as besoin de quoi que ce soit, demande-moi."

Mónica raconte qu'il répondait à toutes ses lettres même après être devenu pape, et qu'il a également aidé économiquement l'une des femmes de ce programme. Elle assure que son soutien a été crucial pour que le projet résiste à toutes les entraves internes, mais aussi pour que les femmes trans elles-mêmes commencent à se réconcilier avec l'Église. "Elles disaient que François avait pris leur défense. Elles savaient qu'il les considérait pour ce qu'elles étaient réellement : des individus comme les autres."

Elles font par là référence aux manifestations de soutien à la communauté LGBTQI que le pape François a exprimé pendant son pontificat. Il a parlé d'amour et d'inclusion, a reçu des personnes aux identités de genre diverses – dont des personnes trans – et a insisté sur le devoir de toutes les familles d'accepter sans rejeter.

Il a soutenu le principe d'unions civiles entre personnes du même sexe et permis que des sujets tels que l'identité de genre fassent leur entrée dans l'ordre du jour ecclésiastique. De plus, il a ouvert des espaces symboliques à ces thématiques comme le Vatican, la place Saint-Pierre ou encore les audiences officielles. Selon les termes de Mónica, François a été "*le seul à se positionner pour de vrai*". Tandis que d'autres membres du clergé l'évitaient, l'attaquaient ou la rejetaient ouvertement, lui l'encourageait à aller de l'avant. Et, en ce qui concerne les résistances de l'intérieur, il aurait répondu à l'une

des lettres de Mónica par cette sentence sans appel : "Du cléricalisme mesquin... c'est misérable."

Aujourd'hui, la "nonne des trans" ne porte plus l'habit religieux. Elle ne vit plus non plus au monastère. Mais elle continue d'accompagner la communauté trans. Son projet a même pris de l'ampleur en 2020 et il compte désormais 12 logements dans le complexe Costa de Limay. Un lieu qui permet d'accueillir les femmes transgenres dans des situations précaires ou qui ont des problèmes de santé.

Mónica Astorga nourrit toujours l'espoir que le nouveau pontificat ne revienne pas en arrière sur les progrès réalisés ces dernières années. Ce qu'elle cherche à livrer n'est pas un message de grandeur mais plutôt de courage : que le chemin d'ouverture envers les personnes qui ont toujours été exclues continue de s'ouvrir.

"Je ne veux pas qu'on nous fasse reculer", clame-t-elle, ajoutant que l'Église ne doit pas être un espace de portes closes mais, au contraire, un lieu d'accueil pour toutes et tous. La foi, dit-elle, ne doit pas être une propriété privée réservée à quelques-uns. La foi doit être un bien commun.

—**Alejandra Ortiz,**  
publié le 10 mai

#### SOURCE



#### EL ESPECTADOR

Bogota, Colombie

Quotidien

elspectador.com

Créé en 1887, "Le Spectateur" revendique une ligne éditoriale neutre, se proclamant de l'"extrême centre", qui "privilégie la proposition et non l'opposition". Il n'a jamais pris parti pour un candidat lors d'une élection présidentielle. Ses engagements, notamment contre les cartels de la drogue et la corruption, lui valent une renommée internationale. *El Espectador* balaie toute l'actualité colombienne mais aussi latino-américaine et mondiale. Il est réputé pour ses chroniqueurs, ses enquêtes et ses reportages. Son site Web, en partie payant, a été lancé dès 1996 et est aujourd'hui bien plus fourni que l'édition papier.

Partez  
tout à l'heure,  
à toute  
allure



Paris – Amsterdam  
en 3 h 20, jusqu'à  
12 trains par jour.

 eurostar

Fréquence basée sur le nombre moyen de trains prévus entre Paris Gare du Nord et Amsterdam Centraal, de mai à septembre 2025. Informations exactes au 4 avril 2025. Basé sur les temps de trajet moyens. Plus d'informations sur eurostar.com. EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n° 2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni. THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 – 1060 Bruxelles, Belgique.



### —Financial Times

(Londres)

**I**l y a à peine un an, Nigel Farage semblait disposé à rester sur le banc de touche de la vie politique britannique. "Est-ce que j'ai envie d'être député? Est-ce que j'ai envie de passer tous les vendredis à Clacton pendant les cinq années qui viennent?" se demandait l'ancien ténor de la campagne en faveur du Brexit. Peu après, il a annoncé qu'il ne se présenterait pas aux législatives parce qu'il était trop occupé à aider Donald Trump à remporter la présidentielle américaine.

Mais comme il l'a déjà fait si souvent, Farage a ensuite changé de cap. En 2024, il a fini par décrocher le siège de Clacton-on-Sea, sur la côte de l'Essex [comté situé au nord-est de Londres]. Si l'on en juge par le résultat ahurissant de Reform UK, son parti, lors des élections locales du 1<sup>er</sup> mai, il pourrait même aller plus loin maintenant – et se retrouver chef de l'opposition britannique, voire Premier ministre.

Aucune autre personnalité politique britannique ne lui arrive à la cheville quand il s'agit de renaître de ses cendres. Si d'autres alliés de Trump, comme le Canadien Pierre Poilievre et l'Australien Peter Dutton, ont payé le prix de leurs liens avec le président des États-Unis, Farage, lui, se porte au mieux. À 61 ans, ce fumeur invétéré, franc buveur qui a un penchant pour les déjeuners bien arrosés, est l'incarnation même du survivant.

**Endurance et charisme.** Il y a quinze ans, Farage a failli mourir dans un accident d'avion, quand la bannière publicitaire pour la campagne de sa formation, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (Ukip), s'est enroulée autour de la queue de l'avion qui la tirait, à bord duquel il se trouvait. L'accident lui a laissé des séquelles dont il a souffert pendant des années.

Politiquement, il a réchappé de plusieurs affrontements internes et a survécu à six dirigeants conservateurs qui ont tenté de le détruire. Pourtant, alors même que la cause de l'Ukip gagnait en popularité, cet ancien courtier de marchandises rechignait à l'idée d'"avoir affaire jour après jour à

↓ Nigel Farage. Dessin de Joe Cummings paru dans le **Financial Times**, Londres.



## Royaume-Uni. Nigel Farage ressuscité

Le leader de droite populiste a quitté la politique autant de fois qu'il y est revenu. En dépit de sa proximité affichée avec Trump et des déceptions liées au Brexit, sa popularité ne cesse de croître. Au point de prétendre au 10 Downing Street?

des gens de basse extraction" et de ne pas pouvoir gagner confortablement sa vie.

Il s'est retiré à plusieurs reprises de la politique des partis, y compris après le référendum sur le Brexit de 2016 – "Je veux récupérer

ma vie" –, et de nouveau en 2021, quand le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne – "C'est fini... J'ai atteint l'unique objectif que je m'étais fixé : l'indépendance du Royaume-Uni."

Il s'est trouvé de nouveaux instruments. Après avoir quitté l'Ukip, il a fondé le Parti du Brexit, puis Reform UK. Si Elon Musk a récemment appelé à le remplacer en tant que chef de file de Reform UK, cela n'a eu aucun

effet sur lui, et il est sorti vainqueur de la bataille qui l'a opposé à Rupert Lowe, l'un des [quatre autres] députés du parti. Enfin, il a aussi résisté aux retombées du soutien qu'il a accordé à Trump, lequel est extrêmement impopulaire au Royaume-Uni.

Or peut-être sa carrière aurait-elle pris définitivement fin si les conservateurs se l'étaient concilié au lendemain du référendum sur le Brexit. "La plus grave erreur politique de l'establishment, ces vingt dernières années, a été de ne pas lui offrir une pairie en 2016," commente Gawain Towler, un ancien conseiller de Farage. S'il avait siégé à la chambre des Lords, il n'aurait pas pu fonder le Parti du Brexit... Aveuglés par leur rancoeur, ils lui ont laissé les mains libres. Qu'est-ce qu'ils le regrettent, maintenant."

L'endurance de Farage doit autant à la situation du pays qu'à ses adversaires et à son propre talent. Doué de la capacité à s'exprimer de façon directe et séduisante, il a parfois recours à un humour macho. Il réussit souvent à donner l'impression qu'il s'amuse. Lors d'un rassemblement organisé le 2 mai pour célébrer sa victoire, il s'est demandé sur le ton de la plaisanterie s'il n'avait pas un problème avec les femmes, Reform UK n'ayant jusque-là pas présenté de candidates [la première députée du parti a été élue le 1<sup>er</sup> mai dans une législative partielle] : "Ce problème-là, je l'ai eu toute ma vie!"

Son charisme a particulièrement bénéficié du retrait de la scène politique de Boris Johnson, l'ancien Premier ministre conservateur, et dans une moindre mesure de celui de Jeremy Corbyn, ancien patron du Labour, qui étaient tous deux capables d'attirer les foules. Ni le Premier ministre travailliste, Keir Starmer, ni Kemi Badenoch, la dirigeante des conservateurs, ne sont aussi à l'aise devant les caméras.

"Il a beaucoup, beaucoup de chance d'avoir de tels adversaires", souligne Towler. Lors des élections de 2024, "si nous nous en sommes si bien sortis, c'est notamment parce que la presse était ravie d'avoir des sujets amusants à traiter, au lieu de [Rishi] Sunak contre Starmer".

Le ralentissement de la croissance et l'augmentation de

l'immigration ont offert à Farage l'occasion de diffuser son message radical à une plus large audience. Et comme il est en froid avec le Parti conservateur (dont il était membre du temps de Margaret Thatcher), il a été épargné par les critiques suscitées par la réalité chaotique du Brexit. L'un des paradoxes du système de partis britannique à l'heure actuelle, c'est que si une grande majorité des électeurs disent que le Brexit était une erreur, le Reform UK de Farage, pro-Brexit, arrive en tête dans les sondages.

Il bénifie en outre de la métamorphose de l'environnement médiatique. Pendant des années, les détracteurs de Farage ont dénoncé l'attention que lui accordait la BBC. Mais maintenant, il peut s'exprimer ailleurs : il est présentateur en prime time sur GB News, l'ambitieuse chaîne d'information [conservatrice] qui rassemble 3 millions de spectateurs par mois, et il est aussi bien implanté sur TikTok, où ses vidéos sur l'immigration et les réseaux pédocriminels récoltent parfois plus de 300 000 vues.

**Rhétorique clivante.** Après avoir passé des années à essayer de concilier ses ambitions politiques et financières, Farage semble y être parvenu. Depuis qu'il a été élu, en juillet 2024, il a déclaré 864 000 livres sterling [plus de 1 million d'euros] de revenus extérieurs – dont 331 400 pour ses émissions sur GB News et 280 500 pour la promotion d'une société d'achat

d'or [et 134 643 livres sterling pour des vidéos de dédicaces vendues 71 livres sterling l'unité sur le site Cameo, révélait *The Observer* le 2 juin]. Les politiciens modérés ont du mal à présenter Farage comme un Thatcherien dépassé [il multiplie les propositions considérées comme de gauche, comme l'abolition d'un plafond d'allocations familiales]. Mais les retombées

### “Il nous faut un Doge britannique !”

Nigel Farage

du Brexit et de Trump apportent de l'eau à leur moulin. Starmer s'est moqué des déplacements de Farage aux États-Unis, où il se rendrait si souvent qu'il mériterait d'apparaître “dans les statistiques migratoires”.

Par le passé, Farage a montré qu'il était conscient des risques que représentaient certains alliés internationaux. Par exemple, au Parlement européen, il n'a pas siégé aux côtés de Marine Le Pen, la dirigeante française d'extrême droite. Pour l'heure, sa stratégie consiste à afficher son désaccord avec Trump sur les questions de politique étrangère, comme l'Ukraine, mais à soutenir son programme intérieur, qui peut trouver un écho auprès d'électeurs britanniques mécontents. “Il nous faut un Doge britannique!” a-t-il lancé lors du rassemblement du 2 mai, faisant référence à l'équipe de Musk chargée de réduire les dépenses.

### Contexte

## Fils des “rivières de sang”

●●● “Conservateur”? Trop conventionnel. “Fasciste”? Exagéré. “Populiste”? Pas assez précis. L'hebdomadaire *The New Statesman* tentait de définir, fin mai, l'insaisissable matrice idéologique de Nigel Farage. Selon l'analyse du journaliste de gauche Oliver Eagleton, “un terme semble convenir davantage : le ‘powellisme’”. Une référence à Enoch Powell, député de l'après-guerre resté dans les mémoires collectives outre-Manche pour son discours dit des “rivières de sang” prononcé en 1968. L'élu du Parti conservateur y prédisait un conflit civil causé par l'immigration, en particulier issue de l'ex-Empire. Preuve de la filiation, “Nigel Farage n'a jamais caché son admiration pour celui qu'il a qualifié de ‘modèle politique’”,

note le magazine londonien. Leurs chemins se sont d'ailleurs croisés plus d'une fois. “Farage a été son chauffeur pendant une campagne de l'Ukip en 1993, avant de lui écrire plusieurs lettres pour tenter de le convaincre de se présenter aux européennes sous cette étiquette.” Une partie de l'héritage s'est certes perdue en route : Enoch Powell considérait par exemple les États-Unis comme un “terrible ennemi”. “Mais la continuité est évidente, assure Eagleton : une obsession pour les symboles anglais, une stratégie de restauration de la fierté nationale qui se résume à durcir les frontières et à favoriser les grandes entreprises, sans oublier une influence démesurée sur le consensus politique à Westminster.”

Sa rhétorique est toujours clivante. Il a récemment critiqué les politiciens qui célèbrent les fêtes musulmanes, mais pas Pâques : “Personne n'a l'air prêt à se lever pour dire que c'est une fête chrétienne. Eh bien, moi, je le dis.” Dans l'ensemble, il reste l'un des hommes politiques les plus impopulaires du Royaume-Uni : 27 % des électeurs ont de lui une opinion favorable, pour 65 % d'avis contraires, indique l'institut de sondage YouGov.

Si l'on extrapolait les résultats des élections du 1<sup>er</sup> mai au niveau national, Reform UK aurait remporté environ 30 % des suffrages, contre 20 % pour les travaillistes, 17 % pour les Libéraux-démocrates, 15 % pour les conservateurs et 11 % pour les Verts, selon les projections de la BBC. Avec un tel soutien, le système de scrutin uninominal majoritaire à un tour qui a historiquement bloqué Farage pourrait le propulser au pouvoir.

Farage a un an de moins que Starmer, et un de plus que Johnson. Si les prochaines élections se tenaient au plus tard à la mi-2029, il aurait 65 ans. S'il était élu, il serait le plus vieux Premier ministre à prendre ses fonctions depuis Winston Churchill, en 1951. Et il aurait été député au Parlement moins longtemps que tout autre Premier ministre de l'histoire récente. Tout cela paraît absolument improbable – comme tant d'autres facettes du curriculum vitae de Farage.

—Henry Mance,  
publié le 3 mai

### PAYS-BAS

## La mauvaise farce de Geert Wilders

Le dirigeant d'extrême droite a fait chuter la fragile et récente coalition au pouvoir.

**I**l n'aura pas tenu un an. Formé à grand-peine, le gouvernement Schoof est tombé mardi 3 juin, et la presse néerlandaise n'est ni nostalgique ni franchement surprise. Car “dès le premier jour, c'était un mariage malheureux”, résume **De Volkskrant**.

Aux législatives de novembre 2023, le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders avait créé la surprise en arrivant largement en tête. Mais comme les Pays-Bas sont dotés d'un système proportionnel, ce parti d'extrême droite, avec ses 37 sièges sur 150, ne pouvait pas gouverner seul. Il avait fallu sept mois de négociations avec trois autres partis de droite pour arriver à former un gouvernement.

Le charismatique et tonitruant Wilders avait dû “mettre au frigo” ses propositions les plus xénophobes, et renoncer à briguer le poste de Premier ministre au profit d'un inconnu du grand public, le haut fonctionnaire Dick Schoof. Ce dernier a eu bien du mal à asseoir son autorité alors que Geert Wilders jouait les trublions en coulisse et ne se privait pas de rappeler qui était le véritable homme fort du pays.

Ce n'étaient ni Schoof ni ses ministres qui résolvaient les crises, relève **NRC**, mais les leaders des quatre partis de la coalition. Résultat, le gouvernement “a travaillé avec les mains dans le dos”, et le Parlement s'est ennuyé sec.

Pour tirer son épingle du jeu, Wilders a lancé un ultimatum. Fin mai, il a présenté dix mesures anti-immigration, qui violeraient à la fois le cadre de l'État de droit et les traités internationaux, comme l'expulsion de tous les Syriens ou la déchéance de nationalité pour

les binationalis condamnés. Si ses trois partenaires n'en soutenaient pas au moins la moitié, il débrancherait le gouvernement. Et c'est ce qu'il a fait.

Cet éphémère gouvernement marquait aussi la première participation directe du PVV à un exécutif. Et il a fait la preuve de l'amateurisme de celui-ci, estime **NRC**. “Le PVV n'a pas suivi la même évolution que d'autres partis de droite radicale en Europe : son ADN populiste continue de faire obstacle.”

À l'appui, le journal de référence dresse le bilan de la ministre Marjolein Faber, chargée par Wilders de réaliser “la politique d'asile la plus sévère qu'on ait jamais vue” et qui, dans les faits, s'est contentée de “tirer dans tous les sens”, annonçant des mesures fortes sans s'assurer qu'elles aient des chances d'aboutir ou donnant dans le pur symbole.

Dommage, juge le magazine de droite **EW** : ce gouvernement était une “expérience” inédite de “dialogue” entre les partis qui “promettent ce que veulent beaucoup d'électeurs” et ceux qui veillent au respect de l’“État de droit”.

C'est surtout une “leçon importante”, corrige le progressiste **Groene Amsterdammer** : “On peut certes choisir de donner le pouvoir aux populistes en espérant qu'ils vont se saboter tous seuls, mais l'addition est salée. Veuillez plutôt : le pays est à l'arrêt et le cynisme qui prévaut à l'égard de l'action politique atteint des sommets.”

**De Standaard** est d'accord, c'était un bien mauvais calcul de s'allier avec Wilders qui, “humiliation ultime”, a fini par faire sauter lui-même la coalition, en faisant porter le chapeau à ses alliés. Car il est déjà en campagne, relève **De Telegraaf**.

Dès le lendemain, au Parlement, Wilders martelait qu'il fallait tout mettre en œuvre pour lutter contre l'islam et l'immigration – “comme si le PVV n'avait pas été aux commandes pendant l'année écoulée”.

Et maintenant ? “La grande question est de savoir si ses potentiels électeurs accepteront sa défense.” Le scrutin ne devrait pas avoir lieu avant fin octobre, et d'ici là, “une partie de l'électorat pourrait avoir digéré le sabordage par Wilders de son propre gouvernement”.

—Courrier international



REVUE  
DE PRESSE

CROATIE

# De l'argent pour garder ses petits-enfants

La municipalité de Samobor, près de Zagreb, a trouvé la parade au manque de places en crèche et aux faibles revenus des retraités : la ville les paie pour garder leurs petits-enfants. Scrutée à l'international, l'initiative pourrait bientôt faire des émules.

—Jutarnji List, extraits (Zagreb)

**V**iktor a 19 mois. C'est un petit garçon éveillé et curieux. Le matin, quand papa et maman partent travailler, ses grands-parents montent chez lui et le laissent dormir jusqu'à ce qu'il soit prêt à se lever et à commencer sa journée. Il ne va pas à la crèche. Pas de stress ni d'énerver le matin, sa mère n'a pas à l'habiller à moitié endormi, son père à le porter dans la voiture. Viktor échappe à la routine matinale de ses camarades. Il est gardé par ses grands-parents, qui reçoivent pour le travail de garde une allocation de 360 euros par mois, payée par la municipalité de Samobor [38 000 habitants].

La ville a lancé le "service des grands-parents", une première en Croatie, mais aussi une initiative rare en Europe, au vu de l'intérêt des médias étrangers, conçue et mise en place par la jeune maire de Samobor, Petra Skrobot (37 ans).

Le principe est simple : les parents dont les enfants ne sont pas prioritaires pour décrocher une place en crèche ou en maternelle peuvent bénéficier du "service des grands-parents", à condition d'être salariés, d'avoir des parents à la retraite et que tous soient citoyens croates habitant dans la ville de Samobor. Au mois de mai, 31 demandes avaient été déposées, dont 27 ont été approuvées et 4 rejetées faute de remplir les conditions requises. Le dispositif "service des grands-parents" est utilisé par 7 grands-pères et 21 grands-mères, qui s'occupent de 17 filles et 11 garçons, de 1 à 5 ans. Et tout le monde est content.

**"Il s'agit aussi d'encourager la solidarité intergénérationnelle."**

Petra Skrobot,  
MAIRE DE SAMOBOR



✓ Dessin de Martirena,  
Cuba.

"Nous avons analysé nos besoins, étudié le modèle scandinave, légèrement différent du nôtre, pour l'adapter. Si les parents sollicitent ce dispositif, cela ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas un jour mettre leurs enfants à la crèche. Nous ne faisons que réorienter les fonds destinés à l'allocation parentale, les 360 euros représentant le cofinancement par la ville des crèches ou des services de garde d'enfants. Chaque parent peut choisir la personne qui gardera son enfant, explique la maire Skrobot. Ce dispositif a été mis en place pour concilier les obligations familiales et professionnelles des parents et le soutien financier aux grands-parents, qui ont de faibles retraites. Il s'agit aussi d'encourager la solidarité intergénérationnelle. Les parents étudiants à temps plein peuvent également bénéficier de ce dispositif. Il s'applique aussi aux parents adoptifs."

**Avoir le choix.** Lorsqu'ils ont appris que leurs parents pouvaient s'occuper de Viktor tout en complétant leur retraite, Danijela Koletic et son mari, Ivan Cesnjak, n'ont pas hésité une seconde. D'autant plus que Danijela elle-même a été gardée par ses grands-parents et en conserve les meilleurs souvenirs. Depuis le 15 avril, Viktor est pris en charge par ses grands-parents, Dubravka (61 ans) et Alojz Koletic (67 ans). S'il allait à la crèche, Viktor devrait se lever à 6 h 10, en même temps que sa mère, qui doit aller travailler. "Nous envisageons de mettre Viktor à la maternelle à l'âge de 3 ans, c'est l'âge idéal pour socialiser les enfants", déclare Danijela Koletic.

"De toute façon, nous emmènerons Viktor à la maternelle et nous irons le chercher. À présent tout se passe bien, il est en bonne santé, protégé des virus que les enfants attrapent à la crèche. Il est rarement à la maison, toujours dehors, jouant avec les animaux et les autres enfants, on ne sait pas qui en profite le plus, lui ou nous", confirment Alojz et Dubravka.

"La mise en place du 'service des grands-parents' n'est pas une mesure prise pour éviter les investissements dans les nouvelles crèches et jardins d'enfants. Certes, il y a une pénurie de places dans les crèches de Samobor, comme dans toute la Croatie, mais notre objectif est d'offrir un choix entre les crèches et les jardins d'enfants publics et privés, la garde d'enfants ou un 'service des grands-parents', défend la maire.

L'année dernière, nous avons ouvert deux nouveaux jardins d'enfants pouvant accueillir 170 enfants et



nous en construisons un troisième avec 120 places. Vu le nombre de personnes qui s'installent à Samobor, le besoin de places en crèche et en maternelle augmente d'année en année."

Le budget de Samobor pour 2025 prévoit 50 000 euros pour le "service des grands-parents". Cependant, ce montant n'est pas fixe : la ville l'augmentera en fonction des besoins, par le biais de révisions budgétaires.

L'initiative de Samobor a fait des émules. Le ministère de la Famille a reçu de nombreuses demandes pour savoir si cette mesure serait étendue au niveau national et généralisée. Certains responsables politiques ont manifesté de l'intérêt pour l'initiative de Samobor lors des récentes élections locales. Plusieurs candidats l'ont inscrite dans leurs promesses électorales, dont Sime Erlic, ancien ministre du HDZ (conservateur, au pouvoir), élu récemment maire de Zadar [la cinquième ville la plus peuplée de Croatie].

Parmi les rares objections au modèle du "service des grands-parents" figure la vérification préalable de leur état de santé. La ville a introduit une clause dans le contrat demandant aux parents de certifier que la grand-mère et le grand-père sont aptes du point de vue médical à prendre soin de l'enfant.

Danijela estime que le "service des grands-parents" est une solution gagnant-gagnant. Selon elle, la crèche n'est pas un lieu idéal pour les enfants de moins de 2 ans. "Ils ne parlent pas, ne marchent pas, ne mangent pas seuls et passent la plupart de leur temps par terre. Avec leurs grands-parents, dans un environnement plein d'amour, ils apprennent beaucoup de choses. Viktor et moi, nous sommes heureux ; les grands-parents, comblés. Ils gagnent aussi un peu d'argent, leurs retraites étant très modestes." Les deux grands-parents s'accordent à dire que les 360 euros qu'ils reçoivent pour la garde de leur petit-fils sont très utiles.

—Visnja Gotal,  
publié le 28 mai



UNE NOUVELLE ÈRE POUR L'OPEN WEB

# Elevated *Outcomes*

Outbrain et Teads unissent leurs forces pour créer la plateforme publicitaire de référence sur l'Internet ouvert, au service des marques. Reach inégalé, formats créatifs innovants, technologie prédictive conçue pour générer des résultats concrets sur tous les écrans, à chaque étape du parcours d'achat.



Maximisez votre impact,  
(re)découvrez Teads.





—Sanlian Shenghuo  
Zhoukan (Pékin)

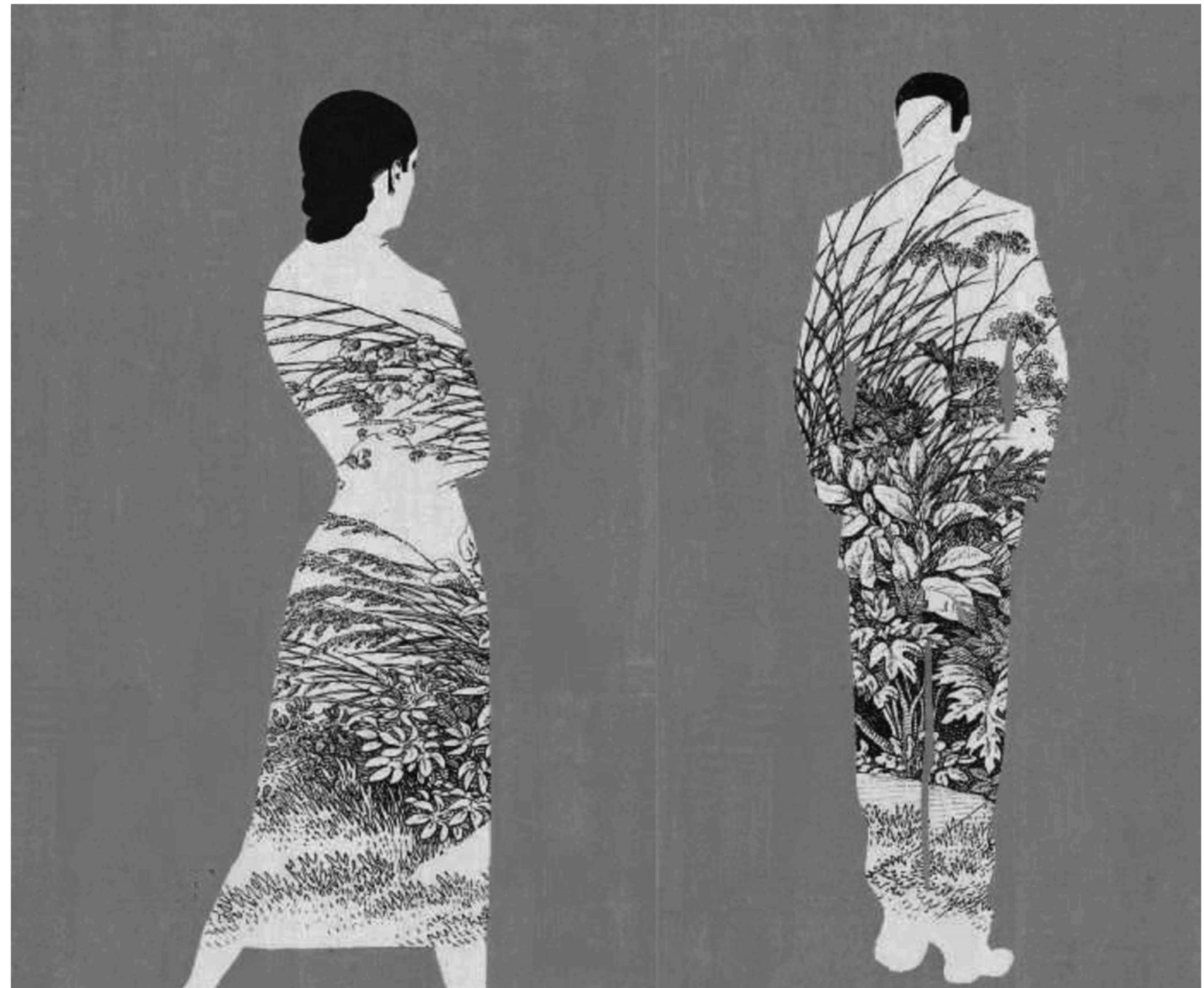
C'est la dure réalité des jeunes Chinois : il faut se serrer la ceinture. Même les Shanghaiiens, réputés pour leur goût du luxe, reviennent à l'essentiel. La manière la plus prisée de caler un rendez-vous amoureux ne consiste plus à proposer d'aller se balader en ville le long de la rivière Suzhou, de continuer autour d'un verre dans une brasserie artisanale, avant de finir la soirée dans un "bar-maison" [des appartements convertis en bar le temps d'une soirée]. Non, désormais, l'activité la plus en vogue à Shanghai, c'est se rendre en périphérie de la ville pour aller cueillir à deux des plantes sauvages [comme le montrent de nombreuses vidéos en ligne].

La tenue n'a pas changé pour les Shanghaiiens qui aimaient jusque-là fréquenter en masse les rues du centre : quand ils vont dans leurs nouveaux lieux de prédilection – le parc forestier de Gongqing, les berges de la rivière Suzhou ou la banlieue verte de Songjiang –, c'est toujours habillés de vêtements de marque, Lululemon ou Salomon.

À l'origine, la cueillette de feuilles de salades sauvages en banlieue était la chasse gardée des Shanghaiiens d'un certain âge. Des paniers entiers de feuilles de moutarde, de pissenlit et d'aster indien se retrouvaient sur la table à manger familiale, dans un état de fraîcheur parfaite. Voilà qu'aujourd'hui proposer à quelqu'un ce genre d'activité envoie un signe clair : c'est pour conter fleurette...

**Se laisser le choix.** Au début, les réactions ont été plutôt dubitatives. Draguer en ramassant des salades ? Encore une lubie inventée sur Internet ! "Il faut faire des kilomètres en voiture pour se rendre dans des banlieues éloignées, tout cela pour vivre quelque chose qui n'a rien d'original", peut-on lire sur un forum en ligne. Quand on pense qu'on peut siroter tranquillement un café préparé à la main au temple Jing'an, à quoi bon aller suer sang et eau, se briser les reins, pour déterrer quelques bouts de feuilles sauvages ?"

Mais il faut avoir fait l'expérience de ce moyen de rencontres



## En Chine, l'amour est (vraiment) dans le pré

C'est la nouvelle mode à Shanghai : pour souder un couple, rien de tel que d'aller ensemble dans les champs cueillir des herbes folles.

pour comprendre à quel point c'est une bonne solution. "Un rendez-vous dans un café, c'est un peu rapide; et inviter quelqu'un à dîner implique une trop grande intimité", répond un internaute. En revanche, se rendre ensemble en banlieue en voiture pour cueillir des légumes sauvages laisse le choix de passer à l'offensive ou non... Si

la personne vous plaît, vous pouvez lui proposer un dîner aux chandelles en cuisinant les plantes que vous aurez ramassées. Et si, finalement, vous ne vous retrouvez pas à vous prendre par la main, au moins vous aurez pu récolter tout un tas de bonnes choses!"

À Shanghai, les choses étaient auparavant sensiblement

diférentes : avant tout rendez-vous galant, le premier réflexe de la jeunesse dorée était généralement d'estimer si la fortune de l'autre atteignait les 100 millions de yuans [quelque 12,5 millions d'euros], et si elle ou il était domicilié(e) à Pudong ou à Puxi [les quartiers ultrachics]. Ce printemps, rien de tout cela :

ce qui fait la différence, c'est de connaître les meilleurs coins à pissenlits.

"Auparavant, proposer à quelqu'un d'aller dénicher des feuilles de salades sauvages était un tue-l'amour assuré, appuie un commentaire en ligne. Mais aujourd'hui c'est tout le contraire! Partager avec une autre personne l'emplacement de son coin favori est un signe d'attraction profonde." À Shanghai, on en est même à juger le sex-appeal de quelqu'un au nombre de fois où il, ou elle, a été invité(e) à pratiquer ce genre d'activité !

Pourtant, la cueillette de légumes sauvages est un passe-temps qui n'avait rien de très original avant de devenir la nouvelle activité des rendez-vous galants. D'une simple envie de se rapprocher de la nature, la pratique a évolué en une épreuve qui permet de voir clairement

▼ Dessin de Beppe Giacobbe paru dans Dutch8 Editor, Amsterdam.

si le courant passe entre deux amoureux.

Au point de mettre la pression, juge une autre internaute : "Seuls les couples qui sortent ensemble depuis un certain temps ou qui discutent sur des applications de rencontre depuis un bon moment peuvent envisager de procéder ainsi. Il y a des questions de sécurité à prendre en compte lorsqu'on part en pleine nature. Et puis ça peut en déstabiliser certains, qui peuvent craindre de paraître ignare au cas où ils ne sauraient pas reconnaître une plante comestible."

**Porsche ou métro.** Lorsqu'un Shanghaïen soigneux de sa personne donne rendez-vous à une femme pour aller cueillir ensemble des feuilles de salades sauvages, ce n'est pas seulement pour essayer quelque chose de nouveau. C'est aussi pour se mettre en valeur en tant qu'homme, plaisante quelqu'un d'autre sur un forum. "On connaît ce genre de profil : il va se prendre pour un chef étoilé au Michelin et voudra montrer tous ses talents, en faisant une cuisine moléculaire extrêmement complexe à partir de ces ingrédients très simples, qu'il cherchera à sublimer. Et même s'il pourrait facilement emmener sa dulcinée vers les lieux de cueillette en métro, il préférera y aller au volant d'une Porsche, louée pour l'occasion, et fendre ainsi la campagne à toute vitesse. Cela, pense-t-il, laissera muette de peur la femme à ses côtés, qui, à l'inverse, n'aura qu'une envie : en finir avec cette cueillette et rentrer fissa ! Ce que notre joli cœur interprétera à tort comme l'expression d'un grand enthousiasme."

En réalité, il n'est pas nécessaire d'aller très loin pour ce

**"Il faut considérer la cueillette comme une méthode d'approche."**

Une internaute

type de cueillette, ce qui fait dire à certains que c'est sans doute autre chose que recherchent les couples d'amoureux : "Les plantes les plus courantes, comme la luzerne, l'oignon sauvage ou la bourse-à-pasteur, qui poussent naturellement dans la nature, sont tout à fait disponibles dans les espaces verts autour des ensembles résidentiels. Ces rendez-vous de cueillette sont surtout l'occasion pour les gens d'aller se promener – et, accessoirement, de ramasser au passage de quoi agrémenter leur repas."

On est donc loin du profil du m'st-u-vu qui s'équipe de pied en cap et roule à tombeau ouvert vers les grands parcs naturels situés à des dizaines de kilomètres du centre-ville. La pratique authentique consiste en général, pour un couple, à se rapprocher gentiment – mais certainement pas d'entrer dans une phase de "lune de miel", ajoute une enthousiaste de la salade sauvage. "Ils ont envie de faire ensemble un petit voyage, mais ont bien conscience que ce serait un peu prématûr que de vouloir partir en couple sans avoir encore établi de relation solide. Par conséquent, la cueillette de plantes sauvages constitue une belle occasion de faire tomber les barrières, sans donner à l'autre l'impression d'être trop direct. Il faut donc considérer la cueillette comme une méthode d'approche, un simple amuse-gueule. Le plat principal, ce sera la balade main dans la main pour aller pique-niquer en pleine nature. C'est là que les amoureux pourront pleinement exprimer leurs sentiments, l'écrin des champs alentour étant propice à réchauffer les coeurs!"

De plus, pour les victimes de déceptions amoureuses qui ne croient plus aux mots doux, la cueillette de légumes sauvages peut être un moyen de tester l'autre discrètement : "Proposer une session de cueillette à quelqu'un est un moyen d'observer, à travers la manière dont l'autre procède, s'il sait remplir une tâche et faire preuve de responsabilité."

Certaines personnes, à la recherche chez l'autre de qualités spécifiques, ne laissent rien au hasard quant au choix de la plante à cueillir. Par exemple, si elles veulent vérifier que vous êtes quelqu'un d'attentif, elles vous emmèneront ramasser de la luzerne : c'est une espèce qui ressemble beaucoup au trèfle, et il faut une extrême patience pour faire la différence. Si vous prenez du trèfle à la place, vous ne serez sans doute pas emporté, mais votre pouvoir de séduction le sera certainement !

Pour un rendez-vous galant digne de ce nom, au sein de la

jeunesse dorée de Shanghai, on dit souvent qu'il faut prévoir au minimum un budget de 1000 yuans [environ 125 euros], rappelle un commentaire en ligne : "La moindre des choses, c'est d'inviter la personne courtisée dans un joli bistro, voire à la table du Xin Rong Ji [un restaurant étoilé au guide Michelin] pour les plus fortunés. Après le dîner, il faut prévoir une séance de cinéma, puis d'aller boire un verre – ou plusieurs – dans une brasserie artisanale. Enfin, il faudra payer le VTC [véhicule de transport avec chauffeur] qui reconduira l'autre à son domicile."

À l'inverse, inviter quelqu'un à aller cueillir des plantes sauvages dans le parc Gongqing est une opération très rentable – avec une "mise de départ" quasiment nulle, observe un autre enthousiaste, à l'esprit

### "Partager avec une autre personne son coin favori est un signe d'attraction profonde."

#### Un commentaire en ligne

plus comptable : "Cela ne vous coûtera que le prix d'un ticket de métro (3 yuans [0,37 euro]) pour aller prendre l'air dans les champs, ramasser des plantes printanières comme des pissemits, des feuilles de moutarde ou d'aster indien... Chez Freshippo [une chaîne d'épiceries], elles se vendent plus de 20 yuans [2,50 euros] le kilo. Alors que là, vous pouvez en cueillir autant que vous voulez pour votre propre consommation." À ce prix-là, l'activité de plein air que constitue la cueillette est du pain bénit pour nouer des relations.

"Par contre, si vous avez toujours vécu en ville depuis votre enfance et que la différence entre un champ de blé et un champ de poireaux ne vous saute pas aux yeux, vous aurez tout intérêt à dénicher un petit Li Shizhen [un célèbre apothicaire et naturaliste chinois du XVI<sup>e</sup> siècle]. Pour se lancer dans la chasse à la meilleure salade, mieux vaut se reposer sur quelqu'un d'incollable sur les plantes sauvages."

C'est en cherchant récemment sur Internet quelqu'un pour l'accompagner ramasser des plantes sauvages que Linda, une jeune Shanghaïenne originaire

du nord-est de la Chine, a fait la connaissance d'un Shanghaïen de souche. Après plusieurs cueillettes ensemble, leur relation est passée à un niveau supérieur : "Bien souvent, quand on vient de régions différentes, il est difficile d'entrer en contact. Mais la cueillette nous a vraiment réunis. C'est l'occasion d'aborder plein de sujets entre deux bosquets."

**"Team building".** Pour Xiaoqi, une trentenaire de Shanghai, l'intérêt de ce genre d'activité n'est pas tant de se fatiguer à effectuer ensemble des "travaux des champs" que de permettre de cerner quelqu'un en un temps record. "Quand on se donne un premier rendez-vous autour d'un repas au restaurant, la probabilité d'avoir une conversation poussée est assez faible ; cela permet juste de juger si l'on est en face d'un gros mangeur ou pas. En revanche, si l'on va ensemble cueillir des feuilles de salades sauvages en banlieue, tout naturellement, on demande à l'autre où il habite ; on observe au passage si c'est quelqu'un de costaud, on voit s'il garde tout pour sa consommation personnelle ou s'il veut bien partager, et on pourra même apprécier ses talents culinaires."

Xiaoqi est formelle : quelqu'un qui veut bien aller ramasser des pissemits à la campagne n'est pas du genre à se tourner les pouces. "Ce genre de personne a forcément dépassé le stade de la satisfaction des besoins uniquement matériels ; ce qui l'intéresse, ce n'est pas d'aller manger dans des restaurants très chers ni de faire du shopping, mais juste de faire quelque chose qui a du sens. A priori, inviter quelqu'un à venir cueillir des plantes sauvages avec soi n'a rien de romantique, mais cela peut réservé des surprises!"

Il est certain que chaque personne, dans un couple déjà formé ou en devenir, part à la cueillette avec une petite idée derrière la tête. Dans ses mains, chacun tient non seulement des herbes sauvages un peu magiques, mais surtout la clé pour faire avancer une relation amoureuse.

"Cela fait penser à une activité de team building proposée par les ressources humaines à un candidat à l'embauche, sourit Linda. Si ce dernier s'y montre à son avantage, il peut passer à l'étape suivante... En l'occurrence :

aller cuisiner et manger ensemble les légumes. À l'inverse, si la cueillette provoque des frictions pour des raisons liées à la répartition des tâches, à la prise de décision ou au travail physique, cela veut dire sans doute que les deux personnes ne sont pas faites l'une pour l'autre. Mais il n'y a pas que les résultats qui comptent non plus... Si elles rentrent les mains vides, mais en ayant ri tout au long du trajet et en s'étant bien amusées ensemble, cela laisse présager une bonne entente."

C'est aussi lors d'une cueillette que Zhengzi, qui habite à Shanghai depuis deux ans, s'est liée avec son compagnon actuel. L'excursion en plein air les a nettement rapprochés. "Au tout début, nous étions encore dans le jeu de la séduction, avec la volonté de se tester mutuellement. Même si nous nous étions déjà pris par la main, nous gardions encore une certaine distance, explique-t-elle... Jusqu'au jour où nous sommes allés cueillir des plantes sauvages ensemble. En découvrant sur moi une grosse chenille, j'ai poussé un cri d'effroi. Très calmement, il a enlevé délicatement l'insecte accroché à mon pantalon, en m'expliquant patiemment le comportement de ce type d'animaux. J'ai compris que c'était un garçon à la fois gentil et courageux."

Publié le 21 mars



#### SOURCE

##### SANLIAN SHENGHUO

ZHOUKAN

Pékin, Chine

Hebdomadaire

580 000 ex.

lifeweek.com.cn

Très lu par les jeunes

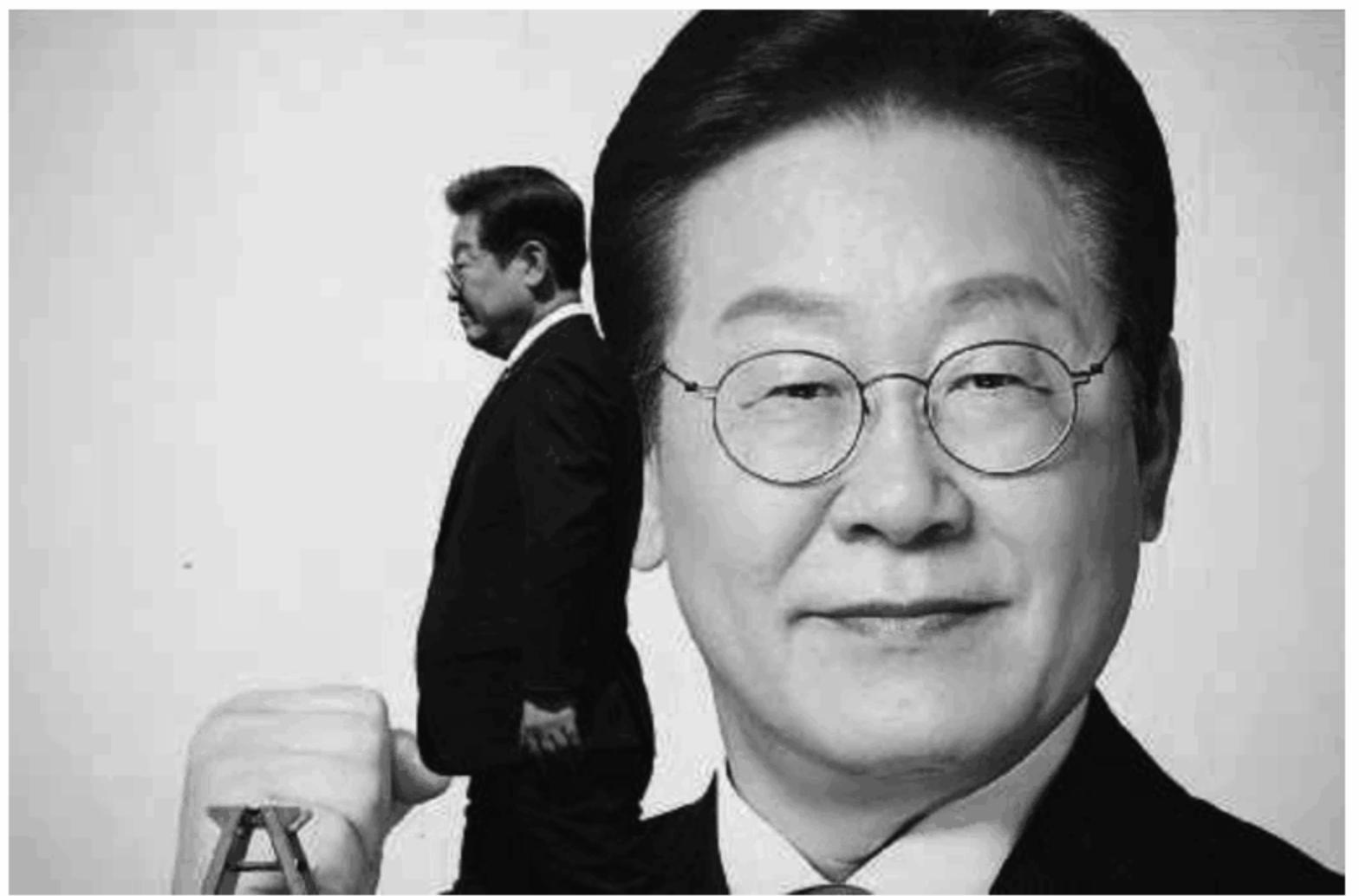
intellectuels de la capitale, ce magazine d'informations générales, créé en 1996, se veut l'héritier d'une tradition journalistique chinoise remontant aux années 1920.

Magazine plutôt culturel à l'origine, il est passé d'une périodicité bimensuelle à hebdomadaire, en orientant son contenu vers une approche plus journalistique et sociétale. Il se fixe pour objectif de devenir le Time de Chine.

CORÉE DU SUD

# Itinéraire d'un président pas comme les autres

De l'enfance en usine au palais présidentiel, Lee Jae-myung, élu début juin, a connu une trajectoire hors du commun, façonnée par l'adversité.



— Pressian (Séoul)

**M**isérable." Ainsi Lee Jae-myung décrit-il son enfance : "Nous remplissons notre estomac avec des fruits avariés abandonnés sur le marché, raconte-t-il dans ses Mémoires publiés en avril dernier. Je suis devenu handicapé à la suite d'un accident de travail qui m'a broyé le poignet gauche. À 16 ans, face à l'absence de perspectives, j'ai tenté de mettre fin à mes jours." Et de conclure le passage : "À cette époque, il n'y a pas eu un seul moment de ma vie où je n'étais pas en crise."

Septième d'une fratrie de neuf enfants, il est officiellement né le 22 décembre 1964, bien qu'il soit en réalité né en 1963 : sa naissance, dans une famille extrêmement pauvre, avait été déclarée tardivement. Il grandit dans un village vivant de culture sur brûlis près de la ville d'Andong [dans l'est du pays]. Son père quitte le foyer alors qu'il a une dizaine d'années, laissant à sa mère la charge d'élever seule les enfants.

Après l'école primaire, la famille s'installe à Seongnam, non loin de Séoul, mais la situation financière empêche l'adolescent de poursuivre ses études au collège.

À la place, il travaille dans une fabrique de caoutchouc sous une fausse identité pour dissimuler son âge. Il est par la suite employé dans une fabrique de montres, où il perd partiellement l'odorat, puis dans une usine de gants de base-ball, où une presse lui écrase le bras gauche : il est alors reconnu handicapé.

**La voie à suivre.** La seule issue possible pour lui est de reprendre ses études. Il travaille le jour et étudie le soir. La réussite à un concours lui permet d'obtenir son brevet. Ses années passées dans les usines lui inculquent un principe : il faut aider les plus faibles et contenir les plus puissants.

Grâce à une bourse, il parvient à intégrer la faculté de droit de l'université Chung-Ang de Séoul. Craignant que son handicap l'empêche de trouver un

emploi, il s'accroche au concours de la magistrature, qu'il réussit en 1986, alors qu'il est en dernière année de licence : sa vie prend alors un tournant.

Il décide de devenir avocat après avoir assisté, en tant que stagiaire, à une conférence de Roh Moo-hyun, alors avocat engagé pour les droits humains [qui sera président de la République entre 2003 et 2008]. Selon Lee Jae-myung, cet ainé lui a montré qu'il n'était pas nécessaire d'être juge ou procureur pour servir l'intérêt public, comme il l'a récemment commenté lors de l'anniversaire de la mort de l'ancien président [qui s'est suicidé en 2009] : "La conférence de M<sup>e</sup> Roh m'a montré la voie à suivre, à une époque où j'étais tiraillé entre mon désir de réussite et ma volonté de servir la société."

"Au début, je voulais être juge ou procureur pour vivre dans le faste et devenir quelqu'un d'influent, a-t-il précisé le 20 mai dernier, en pleine campagne électorale. Mais j'ai choisi de revenir à Seongnam, auprès des ouvriers. En militant pour

la construction d'un hôpital municipal, j'ai failli être arrêté à deux reprises. Cefut un déclencheur pour moi."

C'est dans cette ville de son enfance ouvrière que Lee Jae-myung ouvre son cabinet d'avocat en 1989 pour y défendre les travailleurs, parfois gratuitement. Il cofonde aussi une association, l'Union des habitants de Seongnam. En 2002, avec une équipe de télévision, il enquête sur une affaire de corruption impliquant le maire de la ville. Ce qui lui vaut d'être condamné à payer une amende pour s'être présenté comme procureur – et d'être toujours poursuivi aujourd'hui pour incitation à faux témoignage.

En 2004, il parvient à réunir 20 000 signatures en faveur de la construction de l'hôpital public, projet devenu urgent après la fermeture de plusieurs établissements. Mais le conseil municipal rejette la demande lors d'une séance expéditive. Ses vigoureuses protestations lui valent un mandat d'arrêt pour entrave à l'exercice de la fonction publique. C'est là, caché dans le sous-sol d'un temple protestant, qu'il décide de se lancer en politique.

Après trois échecs, il est élu maire de Seongnam en 2010. À peine entré en fonctions, il décrète un moratoire sur le remboursement des dettes de la ville, qu'il parvient malgré tout à liquider pendant son mandat. En 2013, les travaux de construction du fameux hôpital municipal débutent. Son mandat est renouvelé en 2014.

**Envol politique.** Son second mandat est marqué par la mise en place de services municipaux gratuits, comme les uniformes scolaires ou les soins post-partum. Il développe également une politique visant à garantir un revenu minimum.

En 2016, alors que la population manifeste contre la corruption de la présidente [de droite], Park Geun-hye, il est le premier homme politique à réclamer sa destitution. Jusque-là marginal dans la scène politique nationale, il émerge comme un candidat potentiel du Parti démocrate [de centre gauche] pour la présidentielle, grâce à sa parole directe et à ses mesures sociales.

Il termine troisième de la primaire du parti, qui désigne finalement Moon Jae-in [président de

2017 à 2022]. S'il a gagné en notoriété, ses relations avec l'entourage de Moon au sein du parti s'en trouvent quelque peu refroidies. "J'en ai fait un peu trop à l'époque, et je continue à en payer les frais", reconnaît-il dans une interview en février dernier.

Il rebondit en 2018 en se faisant élire gouverneur de la province de Gyeonggi [laquelle entoure Séoul]. Plusieurs scandales émergent – des révélations sur sa liaison avec une actrice, sur des insultes qu'il aurait proférées envers sa belle-sœur, etc.

**Ses années passées en usine lui inculquent un principe : il faut aider les plus faibles.**

Mais il se distingue aussi par des actions fortes : démolition de constructions illégales sur des espaces naturels ; mise au pas de la secte [chrétienne] Shincheonji, récalcitrante pendant la pandémie de Covid-19 ; élaboration d'une politique de "conditions de base" (revenu, logement, épargne)... Ce dernier programme lui vaut des accusations de populisme mais renforce en même temps son image de présidentiable.

Candidat du Parti démocrate à la présidentielle de 2022, il est battu par Yoon Suk-yeol avec un écart infime de 0,73 %. Deux mois plus tard, en juin 2022, il est élu député lors d'une élection partielle et devient en août président du Parti démocrate. En 2023, le Parquet émet contre lui un mandat d'arrêt pour corruption et transferts d'argent présumés vers la Corée du Nord. Le Parlement autorise son arrestation, mais le tribunal rejette finalement le mandat.

Lors des législatives de 2024, il mène son parti à une large victoire – au cours de laquelle il est victime d'une attaque au couteau qui le blesse au cou, à laquelle il survit de justesse. Mais son mandat à la tête du Parti démocrate est renouvelé à une majorité écrasante, ce qui lui vaut d'être investi à la présidentielle.

Le 4 juin, il est officiellement élu président de la République. Il porte la responsabilité de mener à bien ce qu'il appelle la "révolution des lumières", en réaction à la proclamation de la loi martiale par Yoon Suk-yeol.

— Pak Chong-yon,  
publié le 4 juin 2025



**INFO . ÉCO . CULTURE . MUSIQUE**

**L'ART DE BIEN  
COMMENCER LA JOURNÉE.**

**7H / 9H  
LA MATINALE  
AVEC  
DAVID ABIKER**





france

# Justice. L'État veut empêcher les prisons de s'effondrer

Régulièrement épinglees pour leur surpopulation, les prisons françaises font face à une vague de violence inédite et à des conditions de détention difficiles. Le gouvernement tente d'y répondre par de nouvelles mesures.



— **El País**, extraits (Madrid)

**I**l y a quelques semaines, pendant trois nuits consécutives, une dizaine de prisons françaises ont subi des attaques venues de l'extérieur. Cocktails Molotov, rafales de kalachnikov, incendies de véhicules officiels... Les assaillants ont signé leurs méfaits du sigle "DDPF" ("Défense des droits des prisonniers français"), inscrit sur les voitures calcinées.

La France, qui s'apprête à mettre en place une série de mesures pour combattre ces organisations, avec notamment des centres de haute sécurité destinés à isoler les délinquants les plus dangereux, a déjà incarcéré 21 personnes à la suite d'une enquête du parquet antiterroriste. L'action a été coordonnée par un détenu membre de la DZ Mafia, une organisation criminelle qui tente de déstabiliser l'État. Cela vient confirmer ce que suspectaient les ministres de l'Intérieur et de la Justice : parfois, la prison est le lieu idéal pour continuer à diriger des opérations criminelles. Mais ce problème n'est

qu'un symptôme parmi d'autres d'une défaillance structurelle bien plus large.

La France compte aujourd'hui 186 établissements pénitentiaires, avec une capacité totale de 62 000 prisonniers. En mars, le nombre de détenus dépassait pourtant les 80 000. Selon une étude du Conseil de l'Europe publiée l'année dernière, la France a le troisième taux de surpopulation carcérale le plus élevé, derrière Chypre et la Roumanie.

**Réinsertion entravée.** Le problème de la surpopulation constitue le premier maillon d'une chaîne rouillée, et il menace de saper tout espoir de réinsertion sociale au sein du système pénitentiaire. Ce dernier ne peut pas être géré de manière "humaine", dénonce Dominique Simonnot, contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), un organisme public qui veille à la préservation des conditions de vie des prisonniers.

Depuis plusieurs années, les surveillants pénitentiaires réclament la réouverture des 5 000 places vacantes qui n'ont

toujours pas été rénovées. Ils demandent également plus de soutien face aux menaces dont ils sont victimes. Il y a tout juste un an, en mai 2024, des délinquants armés montés à bord de deux véhicules avaient tendu une embuscade au fourgon pénitentiaire qui transportait Mohamed Amra. Avec déjà plusieurs condamnations à son actif, ce détenu âgé de 30 ans était suspecté d'être impliqué dans une tentative d'assassinat liée au narcotrafic l'année précédente à Marbella.

Les assaillants avaient tué deux agents et en avaient blessé trois

avant de prendre la fuite, accompagnés de Mohamed Amra. "Nous sommes face à une population carcérale de plus en plus violente et avec de moins en moins de limites", souligne Wilfried Fonck, membre de l'UFap, le syndicat des surveillants pénitentiaires.

**Cellules en location.** La violence au sein des prisons a considérablement augmenté ces dernières années. Et ce n'est qu'un reflet de ce qui se passe dans la rue. Dans des villes comme Marseille, des bandes dirigées par des individus de plus en plus jeunes reprennent à leur compte l'esthétique et les méthodes des organisations criminelles d'Amérique latine. Un phénomène que le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a qualifié de "mexicanisation" du crime. "Aujourd'hui, on peut donner 2 000 euros à quelqu'un pour qu'il mette une balle dans la tête d'une personne. Il n'y a pas de limites, ces gens sont très pauvres intellectuellement et culturellement", déplore Wilfried Fonck.

Consulté par *El País*, le ministère de la Justice affirme qu'il travaille à "améliorer la situation dans les prisons". L'objectif est donc de construire des prisons à la sécurité renforcée afin d'isoler les prisonniers à haut risque, à l'image de ce que fait l'Italie avec les membres de la mafia, par le biais du fameux article 41 bis [de la loi pénitentiaire, qui permet aux juges de prononcer un isolement carcéral strict pour certains prisonniers]. D'autre part, le ministre de la Justice a relancé le projet d'ouvrir un nouveau centre de détention au beau milieu de la jungle, dans le département ultramarin de Guyane, en Amérique du Sud, pour y transférer ces narcotrafiquants dangereux ainsi que les détenus djihadistes.

✓ Dessin de Bénédicte paru dans *Vigousse*, Lausanne.

Récemment, le président Macron a également annoncé de manière inattendue que le pays étudiait la possibilité de louer des cellules à des prisons étrangères. Plus précisément des pays de l'Est. La France ne serait pas la première à explorer cette option pour alléger la densité de ses prisons. Entre 2010 et 2016, la Belgique a par exemple loué 680 places pénitentiaires aux Pays-Bas. En 2021, le Danemark a de son côté conclu un accord de 210 millions d'euros pour louer 300 cellules au Kosovo sur une période de dix ans.

Le contrat entre le Danemark et le Kosovo s'élève à près de 200 euros par jour et par détenu. En France, le montant quotidien affecté à chaque prisonnier se situe entre 100 et 250 euros, en fonction du type de prison. "La présidence de la République ne devrait pas déléguer ce pouvoir à un autre pays. La Belgique l'a fait entre 2010 et 2016 et cela s'est mal terminé, elle a été contrainte d'y mettre un terme", dénonce Dominique Simonnot.

La dernière opération d'ampleur déployée au sein des prisons françaises a été baptisée "Prison Break", en référence à la série télévisée. Elle a permis de saisir des dizaines de téléphones portables miniatures introduits illégalement par les détenus. Selon le syndicat pénitentiaire, environ 60 000 appareils de ce type sont confisqués tous les ans. Mais ce dernier estime que le double serait actuellement en circulation. Le nouveau protocole prévoit l'installation de brouilleurs de signal et le déploiement de dispositifs antidrones afin d'empêcher que les activités illégales et le trafic de stupéfiants ne perdurent depuis les centres de détention, précise le ministère.

— **Daniel Verdú**, publié le 25 mai

## "Superprison" en Guyane : Darmanin réveille les souvenirs du bagne

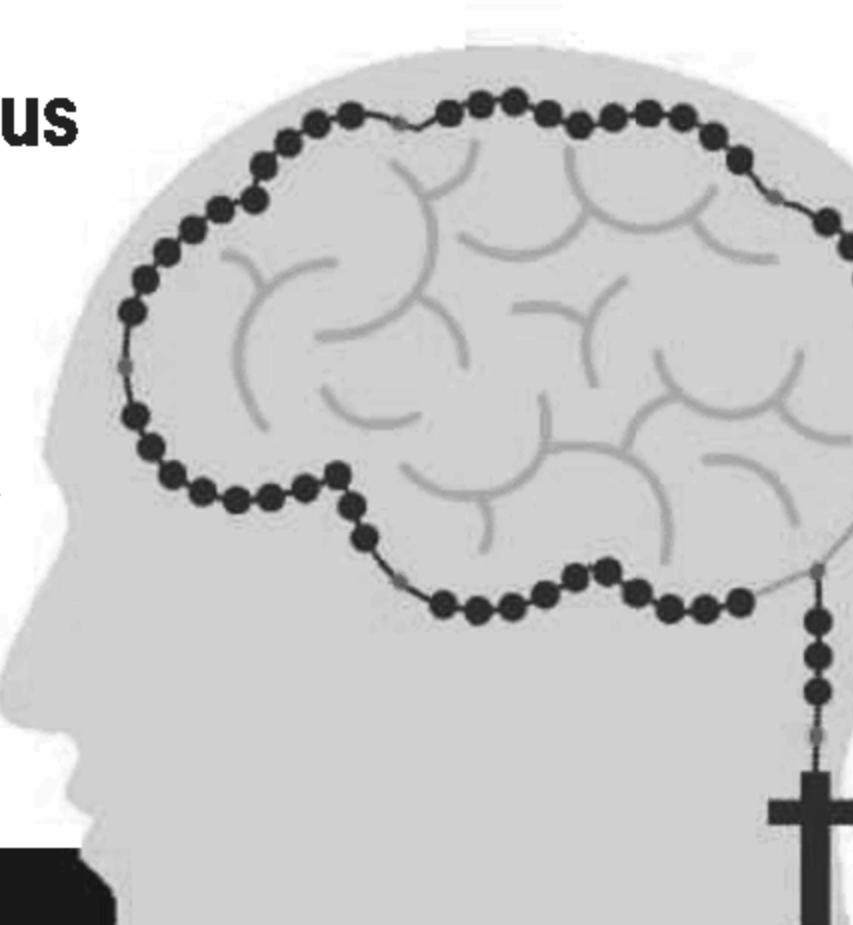
●●● Le 17 mai, Gérald Darmanin a dévoilé son intention de construire "une prison de très haute sécurité, à l'image des prisons 'supermax' américaines, au cœur de la jungle amazonienne, pour y incarcérer les barons de la drogue et les terroristes islamistes, le tout pour un montant de 400 millions d'euros", relaie *The Times*. Le projet du ministre de la Justice, "tenant d'une ligne

dure", commente le journal britannique, doit accueillir jusqu'à 500 détenus à partir de 2028 dans la région de Saint-Laurent-du-Maroni, dans le nord-ouest de la Guyane. Mais, pour la BBC, ce plan rappelle une difficile histoire pénale, car la zone proposée "est l'ancien port d'entrée vers la tristement célèbre colonie pénitentiaire de l'île du Diable, où 70 000 condamnés ont été envoyés entre 1852 et 1954 depuis l'Hexagone".

## SOCIÉTÉ

## De plus en plus d'adultes sur les fonts baptismaux

Conséquence du Covid ou quête de lien social, les baptêmes se multiplient en France. Inattendu dans cet État laïc, s'étonne ce journal britannique.



—The Economist (Londres)

**D**e tous les pays européens de tradition catholique, l'Hexagone n'est pas le plus pratiquant. État laïc depuis la loi de 1905, la France interdit les signes religieux ostensibles dans les écoles publiques, les mairies et autres bâtiments officiels. Moins de 5 % de la population assiste à la messe chaque semaine, contre 20 % en Italie et 36 % dans la très croyante Pologne. Pourtant, la France est l'un des rares pays à connaître aujourd'hui un regain inattendu de ferveur catholique.

À Pâques, cette année, 10 384 adultes ont été baptisés, soit une hausse de 46 % par rapport à l'an dernier, et près du double du nombre de baptêmes enregistrés à cette occasion en 2023. Ce chiffre est le plus élevé depuis vingt ans, date à laquelle la Conférence des évêques de France a commencé à communiquer les chiffres. Quant aux baptêmes d'adolescents célébrés à Pâques, leur nombre – 7 404 cette année – a plus que doublé par rapport à 2023, et a été multiplié par dix par rapport à 2019. [Cependant, ces chiffres s'inscrivent dans une baisse globale des baptêmes en France, tous âges confondus, de 400 000 en 2000 à 198 000 en 2022, avec un creux à 112 000 enregistré en 2020].

La France n'est pas le seul pays européen à constater une recrudescence des baptêmes d'adultes. L'Autriche et la Belgique ont également connu cette année une forte augmentation, mais avec des chiffres bien plus modestes : respectivement 240 et 536. C'est l'ampleur du

Pour certains, l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris en 2019 a engendré un regain de spiritualité.

phénomène, et son contexte, qui font de cette spécificité française une nouvelle inattendue.

Une des pistes d'explication serait le Covid-19, une période marquée par une solitude imposée et une quête de sens engendrée par le confinement. Certains se sont mis au yoga, d'autres ont trouvé Dieu. Cette tendance à la hausse des baptêmes en France a commencé en 2023, deux ans exactement après la fin du confinement, ce qui est précisément la durée du temps de préparation au baptême. Sonia Danizet Bechet, qui a grandi dans une famille athée, explique que c'est le Covid qui l'a motivée à entamer le catéchuménat.

**Sentiment de manque.** Les temps d'écran excessifs (et le télétravail) pourraient être une autre piste. Les gens recherchent désormais un peu plus de chaleur humaine et veulent tisser des liens autres que virtuels. Presque un quart des adultes baptisés à Pâques en France en 2024 étaient des étudiants (les autres venaient de milieux variés, des cadres comme des ouvriers) et 36 % avaient entre 18 et 25 ans. Trois cinquièmes de ces nouveaux fidèles baptisés à Pâques étaient des femmes. Et près d'un quart d'entre eux venaient de familles sans pratique religieuse. «*Nous accompagnons beaucoup de gens qui ont grandi sans expérience de la foi et qui ont le sentiment qu'il leur manque quelque chose*», explique un laïc catholique qui accompagne les préparations au baptême à Paris.

Mais alors pourquoi la France en particulier? D'autant que l'Église catholique française a été éclaboussée par une vague de scandales d'abus sexuels. De nombreuses églises sont vides et manquent de prêtres. Pour certains, l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris en 2019 a engendré un regain de spiritualité grâce au succès de sa longue reconstruction

une résurrection perçue comme une invitation à la foi, selon l'archevêque de la capitale.

D'autres y voient l'influence de dirigeants politiques nationalistes qui ne cachent plus leur foi chrétienne – à rebours de la tradition laïque de la France – ou encore une rivalité larvée avec l'islam, dans un pays qui compte une importante population musulmane.

Contrairement aux États-Unis, la France n'a jamais adhéré à la culture des télevangelistes, ces prédateurs vedettes du petit écran au sourire Ultra Brito. Pourtant, même ici, certains jeunes prêtres sont devenus des stars d'Internet afin de diffuser la bonne parole – ce qui déplaît parfois à la hiérarchie plus traditionnelle. Le frère Paul-Adrien, par exemple, un dominicain en habit blanc, qui compte plus de 500 000 abonnés sur sa chaîne YouTube, est l'un de ces nouveaux influenceurs catholiques. À Pâques, il dit avoir reçu cinq demandes de baptêmes par jour. «*Nous sommes débordés par ce phénomène.*» —

Publié le 26 mai

### SOURCE

**THE ECONOMIST**

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire, 443 000 ex.  
[economist.com](http://economist.com)

Institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouverttement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni. Aucun des articles n'est signé : une tradition de longue date que l'hebdomadaire soutient par l'idée que «*la personnalité et la voix collective comptent plus que l'identité individuelle des journalistes*».

■ Dessin de Falco,  
Cuba.



L'appli Courrier international  
l'actualité à la carte

Courrier international



Retrouvez  
“Mon Courrier”  
Personnalisez  
vos rubriques  
Vos articles  
en favoris



Télécharger l'application  
Courrier international



# Le numérique abîme-t-il vraiment notre mémoire ?

**Neurosciences.** L'usage d'Internet et encore plus celui des outils d'intelligence artificielle suscitent de vives inquiétudes. Tout cela finira-t-il par nuire à nos capacités cognitives, à notre mémoire ? La revue britannique "Nature" apporte des nuances à un débat passionné.

— Nature (Londres)

Pendant neuf ans, Adrian Ward a circulé sans problème dans les rues d'Austin, au Texas. Et puis, en novembre dernier, il a commencé à se perdre. Son téléphone faisait des siennes et son application GPS ne voulait plus fonctionner. Du jour au lendemain, Adrian Ward ne savait même plus comment se rendre chez ses meilleurs amis, et c'est ainsi qu'il a pris conscience de sa dépendance à la technologie. "Je lançais le GPS sans même y penser et je me contentais de suivre ses instructions", se souvient-il.

Sa mésaventure fait écho à un grief largement répandu : Internet saperait notre mémoire. Cette crainte transparaît régulièrement dans les enquêtes depuis plusieurs années, et un éditeur de logiciel a même inventé le terme d'"amnésie numérique"

pour désigner le fait de ne pas retenir une information lorsque l'on sait qu'un appareil numérique l'a mémorisée pour nous. L'an dernier, le mot de l'année de l'Oxford University Press était d'ailleurs "brain rot" [littéralement "pourriture cérébrale"], c'est-à-dire la détérioration de l'état psychologique et des capacités intellectuelles causée par une consommation excessive de contenus abrutissants en ligne.

**Surestimation.** "On entend toutes sortes de prédictions alarmistes sur l'amnésie numérique et le fait que nous allons perdre la mémoire à force de ne plus l'utiliser", résume Daniel Schacter, spécialiste de la mémoire à l'université Harvard, aux États-Unis.

En réalité, plusieurs études brossent un tableau plus complexe. Il est vrai que certaines expériences semblent bel et bien indiquer une altération, ou tout

du moins une modification, des performances cognitives de l'apprentissage et de la mémoire. Ainsi, les utilisateurs réguliers de GPS auraient davantage de mal à retenir un itinéraire, par exemple. De même, la possibilité de chercher des renseignements sur Google nous pousse à surestimer nos connaissances, d'après les travaux d'Adrian Ward, lui-même psychologue à l'université du Texas.

Et pourtant, aucune donnée ne permet d'affirmer avec certitude l'existence d'un effet délétère généralisé d'Internet et des technologies numériques sur la mémoire, tempère une partie de la communauté scientifique. Les allégations du type "Google nous rend bêtes" sont "exagérées", soutient Elizabeth Marsh, chercheuse spécialiste de la mémoire à l'université Duke, à Durham, en Caroline du Nord.

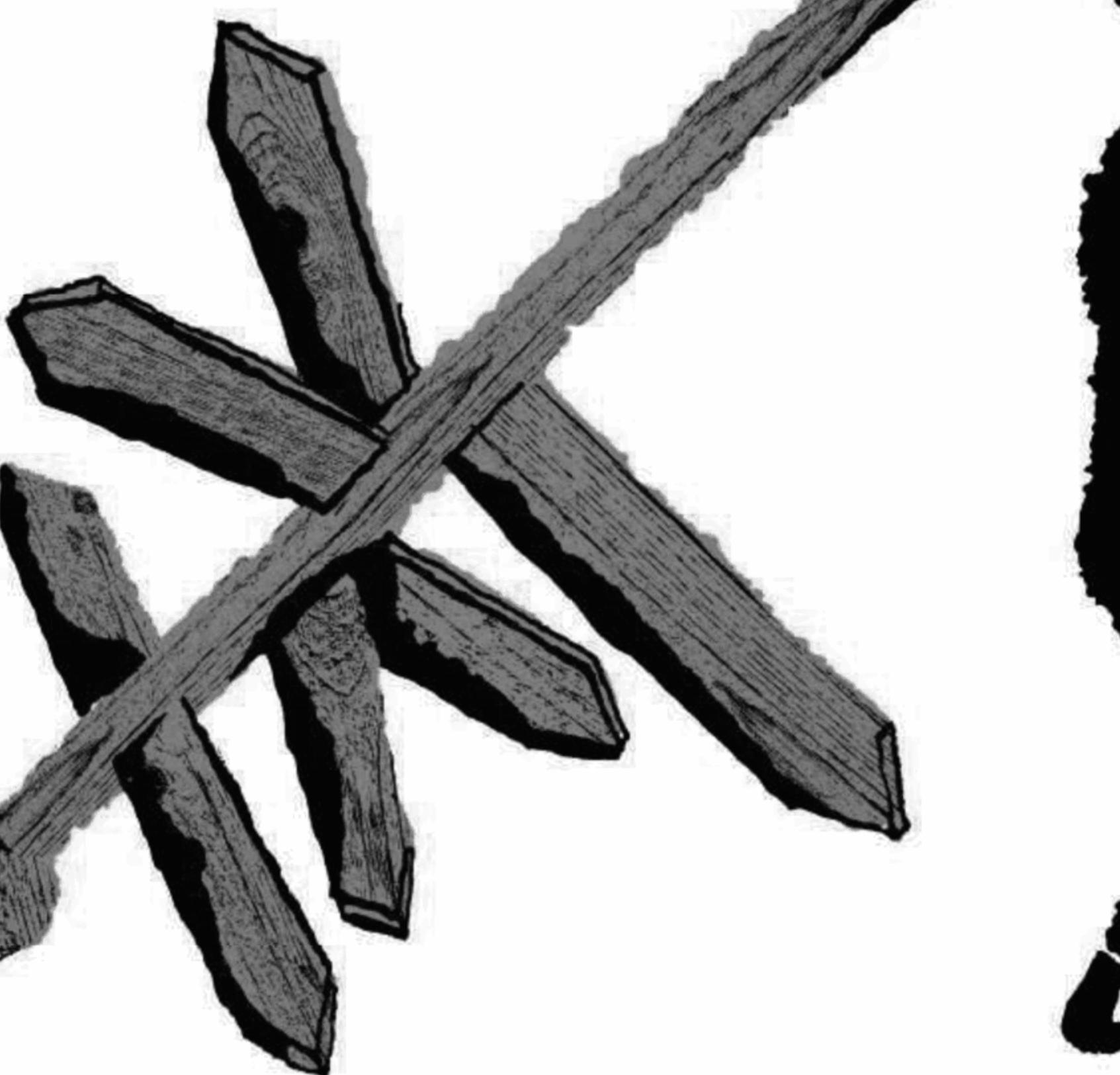
La révolution technologique de l'intelligence artificielle (IA)

**Les robots conversationnels pourraient engendrer une certaine paresse intellectuelle.**

soulève néanmoins de nombreuses interrogations. Les grands modèles de langage (LLM), qui font tourner les robots conversationnels comme ChatGPT, s'imposent à toute allure dans les moteurs de recherche et autres logiciels, et donc dans le quotidien de la plupart d'entre nous. Or, ces outils pourraient avoir des répercussions plus profondes sur l'apprentissage et la mémoire que les moteurs de recherche traditionnels. Elizabeth Marsh explique : "ChatGPT nous a fait entrer dans une nouvelle dimension technologique, ce n'est pas du tout la même chose que de taper simplement 'quelle est la capitale de Madagascar' dans Google."

Une partie de la communauté scientifique estime notamment que les robots conversationnels et les outils d'IA en général pourraient engendrer une certaine paresse intellectuelle, voire nous faire intégrer de faux souvenirs particulièrement réalistes. Certains internautes utilisent déjà l'IA générative pour créer des avatars de leurs proches décédés et avoir avec eux des conversations inventées de toutes pièces par la machine. "C'est une façon de recréer un passé qui n'a jamais existé", relève Andrew Hoskins, spécialiste de l'IA et de la mémoire à l'université d'Édimbourg.

Cela fait des siècles que nous utilisons des outils techniques et technologiques – presse d'imprimerie, appareils photo, caméras – pour donner un coup de pouce à notre mémoire. Mais l'idée qu'Internet grignote notre cerveau gagne du





← Dessin de **Belle Mellor**,  
Royaume-Uni.

Mais ces conclusions ne font pas l'unanimité, et une partie de la communauté scientifique a remis en cause leur fiabilité. En 2018, des chercheurs ont tenté de reproduire, en vain, l'expérience de 2011 de Betsy Sparrow – la psychologue assure néanmoins que les disparités observées sont explicables. [Deux ans plus tard], une deuxième équipe a reproduit l'étude à son tour, sans parvenir non plus aux mêmes résultats. "L'existence d'un 'effet Google' est plausible, et le phénomène a suscité énormément d'attention", conclut Guido Hesselmann, chercheur à la Psychologische Hochschule Berlin, en Allemagne, et auteur de cette deuxième tentative. Mais "la recherche devrait s'astreindre à davantage d'exigence dans ce domaine".

**"Mémoire transactive".** Adrian Ward – qui a fait son doctorat à Harvard sous la direction de Daniel Wegner, l'un des coauteurs de Betsy Sparrow – reste néanmoins convaincu par les conclusions établies en 2011.

Les résultats de l'étude concordent en effet avec le concept largement reconnu

de "mémoire transactive", proposé par Daniel Wegner dans les années 1980, selon lequel nous allégeons la charge de l'information à retenir en la partageant avec d'autres – conjoints ou collègues, notamment.

Et quand c'est avec Internet que l'information est partagée, nous n'avons même plus vraiment besoin de la retenir, en théorie. Adrian Ward s'interroge : "Pourquoi prendre la peine de mémoriser une info quand on a un smartphone dans la poche et qu'il est parfois plus rapide d'interroger Google que de fouiller dans sa mémoire ?" Il s'agit d'une forme de "délestage cognitif", qui peut également passer par des listes, un agenda, un téléphone portable ou tout ce qui permet de moins solliciter le cerveau.

Cette théorie du délestage cognitif est étayée notamment par une étude de 2010 sur la navigation GPS, souligne Carey Morewedge, chercheur spécialisé dans la prise de décision à l'université de Boston. À l'époque, on

## La prise de photos atténuerait nos souvenirs de l'objet du cliché.

avait demandé aux participants de parcourir un itinéraire sur un simulateur de conduite, avec ou sans assistance GPS, puis d'effectuer à nouveau le trajet de mémoire. Ceux qui avaient utilisé un GPS lors de l'étape initiale avaient eu autant de mal à retrouver leur chemin que les personnes découvrant l'itinéraire pour la première fois.

D'après une deuxième étude sur les capacités d'orientation [réalisée en 2020], il semblerait que la mémoire spatiale des utilisateurs assidus de GPS se détériore plus rapidement que celle des personnes qui s'en servent plus rarement. Dans la même veine, un petit nombre d'études portent à croire que la prise de photos atténuerait nos souvenirs de l'objet du cliché – dans certaines situations du moins.

Ce mécanisme de délestage cognitif est parfaitement logique du point de vue de l'adaptation, assurent les chercheurs, car il permet de libérer une partie de la bande passante du cerveau pour l'affecter à d'autres

### À la une



#### MIT TECHNOLOGY

**REVIEW** se demande en couverture si l'intelligence artificielle est "une muse ou une machine". Pour explorer la question de la créativité dans un monde où l'IA est désormais omniprésente, la revue est allée à la rencontre de plasticiens, de musiciens, de compositeurs et d'architectes qui inventent de nouvelles façons de collaborer avec ces outils. Car comme "les modèles génératifs existants facilitent la création, mais pas la créativité", tout l'enjeu est de "réinjecter de la créativité humaine dans le processus".

tâches. Ce qu'a d'ailleurs démontré une équipe de l'université de Californie, à Santa Cruz. Les chercheurs ont demandé à un groupe d'étudiants de se plonger dans un document – et à certains d'entre eux, sélectionnés au hasard, de le sauvegarder – avant d'étudier un second document. Résultat : les sujets qui avaient effectué la sauvegarde mémoriseraient plus facilement le contenu de ce deuxième document.

D'autres études confirment que nous aurions tendance à nous reposer sur Internet pour se substituer à notre mémoire – au point de confondre les deux. Adrian Ward a ainsi demandé à un échantillon de personnes de répondre à une série de questions de culture générale à l'aide de Google, ou uniquement de leurs propres connaissances. Ceux qui s'étaient aidés d'Internet ont ensuite témoigné d'une plus grande confiance en leur mémoire, en moyenne, que les autres. Comme si le fait d'avoir cherché les informations, au lieu de souligner leur méconnaissance du sujet, les poussait à croire qu'ils avaient en fait toujours connu la réponse.

**Fausse assurance.** Le psychologue confie : "Je pense que la majeure partie de nos connaissances sont en réalité stockées en externe, et pas directement dans notre cerveau, mais que lorsque nous allons les chercher, nous avons l'impression que ce sont les nôtres."

Cette fausse assurance créée par Internet "explique peut-être en partie pourquoi nous sommes si surpris lorsque nous ne parvenons pas à nous rappeler les informations [que l'on a précédemment cherchées]", indique Elizabeth Marsh. D'après ses observations, ce phénomène pourrait provenir de la mise en page des moteurs de recherche, qui affichent une liste de résultats avec de courts extraits de chaque site.

En parcourant ces aperçus avant de cliquer sur un lien, nous développons une impression de familiarité avec le contenu du site, avant même de l'avoir lu – une illustration de ce que les psychologues appellent l'"effet d'amorçage". Et cela peut nous pousser à surestimer nos propres connaissances. Les chercheurs ne savent pas encore si ce genre de mirage pourrait → 38

### En bref

## Des outils bénéfiques

**CERVEAU** — Publiée dans la revue **Nature Human Behaviour** en avril 2025, l'analyse de près de 60 études scientifiques ayant inclus au total 410 000 personnes de plus de 50 ans montre que les individus qui utilisent au quotidien smartphone, ordinateur et Internet présentent un déclin de leurs facultés cognitives plus lent que les utilisateurs occasionnels. Et quand on écarte des facteurs protecteurs pour les capacités cérébrales comme un niveau d'éducation élevé ou de meilleurs revenus, cette observation reste vraie. "Il ya trois raisons possibles qui expliqueraient pourquoi les technologies numériques ralentissent le déclin cognitif", liste Jared Benge, chercheur en neuropsychologie à l'université d'Austin, au Texas, et premier auteur de l'étude, à **New Scientist**. Tout d'abord, l'utilisation de ces technologies est plus complexe que "seulement regarder la télévision". Ensuite, ces outils favorisent la sociabilisation, dont on sait qu'elle est un facteur de protection contre la démence. Enfin, "ils pourraient permettre aux gens de conserver plus longtemps leur indépendance : la navigation par satellite leur permet de ne pas se perdre même en cas de déclin de leur capacité à trouver leur chemin, par exemple".—



### SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

**"L'usage répété de l'IA émousse notre esprit critique"**, d'après une étude relayée

par **Gizmodo**. Elle met en évidence que les individus qui utilisent régulièrement des outils d'IA comme ChatGPT exercent moins leur esprit critique. Et ce, d'autant moins qu'ils font confiance à la machine.

**Une revue de presse** à lire sur notre site.

↓ Dessin de Martirena,  
Cuba.

37 ↪ s'aggraver maintenant que les moteurs de recherche proposent des résumés générés par IA en tête de leurs résultats.

Selon Daniel Schacter, qui a passé en revue diverses études sur l'utilisation des technologies et la mémoire en 2022, plusieurs éléments indiquent de manière convaincante qu'Internet et les outils numériques peuvent

## L'écriture favorise la réflexion profonde et les idées originales.

modifier les performances de la mémoire, notamment dans l'assimilation d'un itinéraire ou d'un objet photographié. Mais jusqu'à présent, il n'existe selon lui que "très peu d'éléments" permettant d'affirmer que ces technologies entraînent un déclin généralisé de la mémoire. "Les données actuelles ne vont pas dans le sens des affirmations radicales selon lesquelles Internet et les ordinateurs 'tueraient' ou 'saccageraient' la mémoire", écrit-il.

Lorsque les gens lui demandent pourquoi ils n'arrivent plus à rien mémoriser, Daniel Schacter leur répond qu'ils vieillissent. "Peut-être confondent-ils les effets de l'âge avec un hypothétique effet des technologies. Et peut-être qu'en réalité, leur mémoire s'en sort très bien pour leur âge."

Cette impression d'une mémoire qui flanche pourrait également provenir de l'avalanche d'informations dont nous sommes désormais bombardés en permanence, ajoute Elizabeth Marsh. Elle analyse : "Je suis persuadée que la quantité d'informations que nous tentons de mémoriser a augmenté. Et quand vous cherchez à retenir davantage de choses, vous avez plus de chances d'être confronté à cette désagréable sensation d'avoir la réponse sur le bout de la langue."

Si les spécialistes débattent encore de l'ampleur exacte des effets d'Internet sur la mémoire et les capacités d'apprentissage, certains s'accordent tout de même à dire que l'essor de l'IA pourrait accentuer le phénomène. Mais les études sur le sujet commencent seulement à arriver, rappelle Tali Sharot, neuroscientifique à l'University College de Londres. "On ne sait quasiment rien."



Ces chercheurs sont unanimes : l'IA générative, de type ChatGPT, pourrait en théorie avoir des effets différents de ceux des précédents aide-mémoire. "Autrefois, j'écrivais les numéros de téléphone dans mon carnet d'adresses, et quand j'en cherchais un, je reconnaissais mon écriture", se souvient Jason Burton, spécialiste de la prise de décisions à l'Institut Max Planck pour le progrès humain, à Berlin. Un bon moyen de s'assurer de la fiabilité de l'information. Mais l'approche n'est pas la même avec les LLM : lorsqu'on leur pose une question, ils génèrent une réponse de toutes pièces, contenant parfois des erreurs – les fameuses "hallucinations". Ces outils ne sont pas toujours fiables, et ceux qui les utilisent pour décharger leur mémoire risquent d'assimiler des informations erronées à leur insu.

**Avatar de défunt.** Par ailleurs, l'écriture favorise la réflexion profonde et les idées originales, selon les spécialistes, et les étudiants qui confient ces tâches à l'IA risquent de ne jamais acquérir ces compétences. "De nombreux enseignants redoutent de voir leurs élèves utiliser ces outils pour écrire leurs devoirs sans rien apprendre, car il s'agit là du délestage [cognitif] par excellence", souligne Elizabeth Marsh.

Les algorithmes d'IA pèsent déjà sur notre façon de nous constituer des souvenirs, alerte

Andrew Hoskins – et cet effet se prolongera chez les générations futures. Google Photos, par exemple, utilise l'IA pour classer automatiquement nos clichés selon différentes catégories

### La quantité d'informations que nous tentons de mémoriser a augmenté.

Elizabeth Marsh, CHERCHEUSE À L'UNIVERSITÉ DUKE

ries d'événements ou de "souvenirs" qui pourraient influer sur ce que retient notre cerveau de notre propre vie. "Ces technologies permettent de se voir soi, et les moments de sa vie, sous un jour totalement nouveau", résume-t-il.

Autre exemple, encore plus extrême : les avatars générés par IA à partir de photos, vidéos et enregistrements audio, qui permettent aux familles d'avoir des conversations avec leurs proches disparus. "Ça peut sembler incroyable, mais c'est devenu banal aujourd'hui", assure Andrew Hoskins. Certaines entreprises proposent même de créer ces avatars avant le décès de la personne.

Pour certains chercheurs, les éventuels effets de l'IA sur l'apprentissage et la mémoire viennent souligner encore un peu plus le pouvoir colossal des quelques sociétés qui se cachent

derrière ces outils, notamment Google et OpenAI [développeur de ChatGPT]. Tali Sharot ajoute : "Il serait très facile de programmer ChatGPT d'une façon qui viendrait influencer notre mode de pensée et nos croyances. Et c'est un peu effrayant."

Une chose est sûre : la communauté scientifique commence tout juste à se pencher sur les enjeux de l'IA. Et il n'est pas facile d'appréhender les différentes répercussions possibles quand les technologies en question se développent à toute allure. "C'est un sujet particulièrement complexe, conclut Tali Sharot. L'IA évolue tellement vite."

—Helen Pearson,  
publié le 5 février

### SOURCE

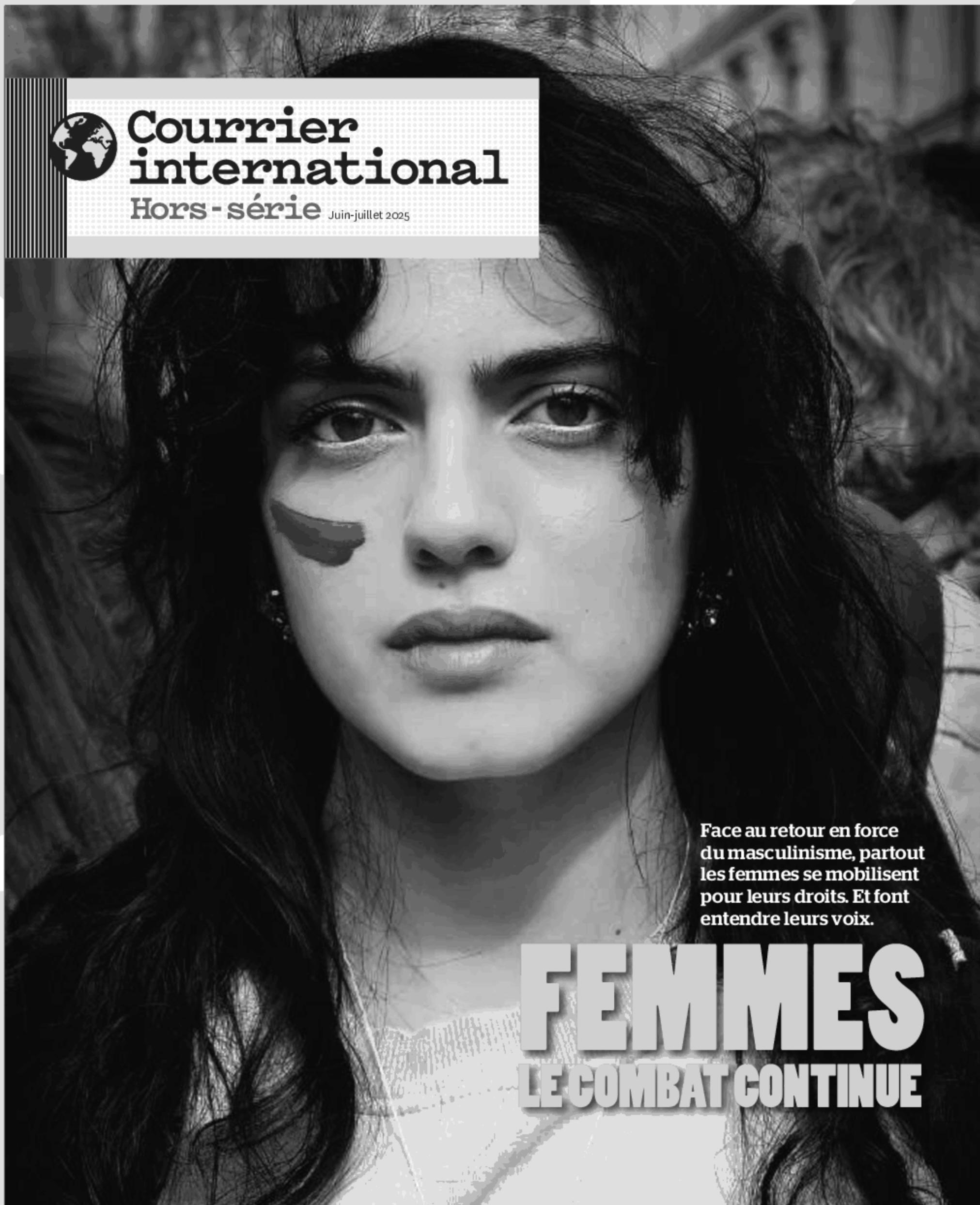
**NATURE**  
Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire, 53 000 ex.  
[nature.com](http://nature.com)

Depuis 1869, cette revue scientifique au prestige mérité accueille – après plusieurs mois de vérifications – les comptes rendus des innovations majeures dans tous les domaines : de la biologie à la physique en passant par l'astronomie. Son âge ne l'empêche pas de rester d'un étonnant dynamisme.

## L'âge des premiers souvenirs

●●● Si "la plupart des adultes n'ont pas de souvenir avant l'âge de 2 ou 3 ans", comme l'a rappelé au *Guardian* Qi Wang, psychologue à l'université Cornell, aux États-Unis, l'âge des premiers souvenirs dépend de la culture mais aussi des parents. La chercheuse Qi Wang a par exemple montré que cet âge était d'environ 3 ans et demi pour les petits Américains, six mois de moins que les petits Chinois. En outre, elle a découvert que "les Américains ont des souvenirs généralement plus centrés sur eux-mêmes et plus riches en émotions, tandis que les Chinois se souviennent davantage d'activités collectives et de tâches quotidiennes". Pour un enfant chinois, les souvenirs "servent davantage à éclairer les comportements et à transmettre des enseignements qu'à définir une identité", précise le journal britannique. La façon dont les parents racontent à leurs enfants les expériences communes passées pourrait aussi jouer un rôle. Pour Elaine Reese, qui étudie les souvenirs autobiographiques des enfants et des adolescents à l'université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, la tradition orale des Maoris et leurs récits très détaillés des événements du passé expliquent l'émergence précoce des souvenirs chez des enfants de 2 ans et demi. Bien avant les petits Néo-Zélandais issus de populations asiatiques ou européennes.

# Notre nouveau hors-série



 **Courrier  
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

# “La Tchéquie ne pourra jamais fonctionner sans Skoda”

**Industrie.** Dans un pays très dépendant du secteur automobile, la guerre commerciale de Donald Trump et la concurrence chinoise n'inquiètent pas vraiment les futurs cadres formés par Skoda Auto dans sa propre école.

—Respekt (Prague)

**I**mpossible d'imaginer le succès économique de la Tchéquie des dernières décennies sans les voitures. En l'espace de vingt ans, leur production annuelle est passée de 400 000 à 1,4 million d'unités. Le secteur emploie plus de 160 000 personnes, auxquelles il offre, en plus d'une stabilité professionnelle et sociale, des revenus très au-dessus de la moyenne [75128 couronnes en moyenne, soit 3 000 euros, pour un salaire médian dans le pays équivalent à 1 670 euros]. Jusque très récemment, être embauché chez Skoda Auto, par exemple, était la garantie d'une carrière sûre et réussie.

Mais les temps changent. L'ensemble de l'industrie automobile traverse des turbulences majeures qui ont commencé lors de la pandémie de Covid-19 avec la perturbation des chaînes logistiques internationales. S'est ensuivie l'émergence de la concurrence chinoise, qui, notamment dans le domaine de l'électromobilité, se taille une place de plus en plus importante sur les marchés européen et tchèque. Et à tout cela s'ajoutent désormais les guerres commerciales menées par Donald Trump.

Les conséquences commencent à se faire sentir. Depuis 2020, plus de 80 000 emplois ont été supprimés en Europe, et le nombre de voitures produites diminue proportionnellement à l'essor



REPORTAGE

de la Chine. Au sein de l'Union européenne, la Tchéquie est le pays le plus dépendant de l'industrie automobile. Et si personne aujourd'hui ne sait comment ce secteur clé va évoluer, nous avons néanmoins posé la question à certains des étudiants qui ont choisi de lier leur propre avenir à celui-ci. Craignent-ils de perdre leur pari sur la stabilité?

C'est assez peu connu, mais, depuis vingt-cinq ans, une école supérieure privée est administrée par le plus grand constructeur automobile du pays à Mlada Boleslav [à 60 kilomètres au nord-est de Prague]. Elle compte quelque 1 300 étudiants, destinés à devenir les experts qui occuperont les bureaux et les laboratoires où se joue l'avenir de la marque. C'est ainsi que Skoda Auto forme ses ingénieurs, ses commerciaux et ses informaticiens.

**Skoda Auto forme ses ingénieurs, ses commerciaux et ses informaticiens dans sa propre école.**

Les locaux ne ressemblent guère à l'environnement rigide des universités tchèques; les bâtiments de l'école sont aérés et reliés par des ponts de verre à des salles de classe modernes. Ils reflètent la réussite de Skoda, depuis son rachat par le groupe allemand Volkswagen en 1991, juste après la chute du régime communiste [la

“révolution de velours”, fin 1989] dans l'ancienne Tchécoslovaquie.

Ici, la fierté d'appartenance saute aux yeux. Sur le parking, à l'exception de notre Volvo, il n'y a que des véhicules à la fameuse “flèche ailée” fabriqués dans les usines voisines. L'enthousiasme que les étudiants éprouvent à faire partie de la famille Skoda transpire dans leurs propos. Et rien ne semble pouvoir l'altérer.

“Les changements à l'échelle mondiale ne me font pas peur. Une personne compétente s'en sortira toujours, et il est toujours possible de se former à autre chose”, déclare Jiri Cenek, étudiant en master que nous rencontrons devant l'une des nombreuses salles de classe. Il se spécialise dans les chaînes d'approvisionnement internationales et, lorsqu'il rejoindra les rangs de Skoda, une fois son diplôme en poche, sa tâche consistera à veiller à ce que toutes les pièces nécessaires au puzzle automobile arrivent à temps des quatre coins du monde jusqu'à Mlada Boleslav.

**Casse-tête.** Il y a quelques années, lorsque la mondialisation était à son apogée, il s'agissait d'un secteur sans problème, mais aujourd'hui, il s'est transformé en un casse-tête dont les perspectives sont toujours un peu plus sombres au fil des annonces de Donald Trump. Bien que son travail futur soit devenu plus complexe, et qu'il admette discuter avec ses camarades de classe et ses professeurs des “remous actuels”, Jiri Cenek ne s'inquiète pas outre mesure.

Dans le couloir, il explique avec passion comment Skoda a modifié son approche vis-à-vis de ses fournisseurs après la crise et contrôle désormais mieux l'approvisionnement en pièces. “Et puis, nous sommes jeunes et avons toute la vie devant nous, poursuit-il. S'il le faut, nous ferons autre chose. Mais, pour l'instant, nous ne sommes pas encore dans une crise extrême.”

Il a raison. Par rapport, par exemple, à la marque Volkswagen, la filiale tchèque n'a pas parié autant sur l'essor rapide de l'électromobilité, de sorte qu'elle souffre moins de l'intérêt limité

pour les voitures électriques, qui reste bien en deçà des prévisions des analystes. Alors que Volkswagen a annoncé la fermeture de plusieurs usines et des suppressions d'emplois, Skoda, elle, reste loin de tout cela. Et si cela ne signifie pas que les changements mondiaux ne l'affecteront pas également, Jiri n'en reste pas moins confiant, persuadé que la formation de qualité qu'il reçoit à Mlada Boleslav lui servira toujours, ici ou ailleurs.

Les futurs employés de l'industrie automobile n'ont guère

**Skoda vend aujourd'hui 16 % de voitures de moins qu'avant la pandémie.**



✓ Dessin de Vlahovic,  
Srbie.

de doutes. Ils perçoivent leur filière comme indispensable, ce qui se reflète dans la réponse formulée par tous ou presque au fil de la discussion : "On aura toujours besoin de voitures, les gens ne vont pas arrêter de se déplacer."

Cette conviction les protège de l'anxiété, d'autant que, selon eux, les informations dont dispose le public sont inutilement apocalyptiques.

"On entend parler de crise à longueur de temps, mais quand on travaille chez un constructeur automobile, on n'écoute pas trop ce genre de choses", explique Lucie, qui, en plus de ses études, travaille déjà pour Skoda, où elle vend des voitures neuves. Plus qu'aux prédictions catastrophiques, la jeune femme préfère se fier à sa propre expérience. Chaque jour, elle constate que les Skoda sont demandées partout dans le

monde et que les gens continuent d'acheter des voitures. Un constat que les chiffres démentent néanmoins quelque peu : Skoda vend aujourd'hui 16 % de voitures de moins qu'avant la pandémie – un peu moins d'un million de véhicules en 2024.

Cependant, à Mlada Boleslav, la confiance dans la situation de Skoda dépasse clairement les statistiques. Les usines et tout le réseau qui l'entoure sont trop importants pour disparaître, trop de vies en dépendent. "Notre pays ne pourra jamais fonctionner sans Skoda", explique Ema, qui étudie les chaînes d'approvisionnement. "Si Skoda tombe, l'État tombera avec. Personne ne peut laisser faire cela, et cela me rassure."

**Boom chinois.** Lorsque nous discutons plus en détail des tendances actuelles avec les étudiants, il apparaît que, si les bouleversements de l'économie mondiale orchestrés depuis la Maison-Blanche les laissent plutôt sereins, un autre sujet les inquiète davantage : la Chine. Au cours des dix dernières années, elle est passée du statut d'outsider, dépendant des importations de voitures et n'en exportant pratiquement pas elle-même, à celui de géant de l'industrie automobile. Des constructeurs comme BYD ou MG menacent la tradition plus que centenaire des marques occidentales, et, surtout dans le domaine de l'électromobilité, la qualité des voitures chinoises dépasse celle des européennes. "On le voit bien avec MG, par exemple, une marque qui n'était pas disponible chez nous il y a encore quelques années et que nous voyons aujourd'hui presque partout", constate Mirek. Ses deux camarades assis à côté de lui acquiescent. Ce boom chinois menace aussi Skoda, et les chiffres ici sont bien plus parlants. Skoda ne vend désormais plus qu'un peu plus de 20000 véhicules par an en Chine, contre 341 000 encore en 2018. La direction a réagi en se concentrant sur d'autres marchés, mais

**"Si Skoda tombe,  
l'État tombera avec.  
Personne ne peut  
laisser faire cela."**

Ema,  
ÉTUDIANTE

la perte d'un marché comptant plus d'un milliard de consommateurs n'en constitue pas moins une complication majeure.

Les étudiants se doutent que leur domaine pourrait connaître une perte de régime. "Ce n'est pas comme si le monde autour de nous changeait sans que nous soyons affectés", remarque Mirek, qui se prépare à un emploi dans le département marketing de Skoda. "Mais nous concernant, je ne pense pas que l'Armageddon soit pour demain."

Les droits de douane, les importations en provenance de Chine, mais aussi le développement de l'automatisation entraîneront une diminution du nombre d'employés dans un secteur dont dépend tant l'économie tchèque. En attendant, les jeunes étudiants qui ont décidé d'y faire carrière croient avant tout en la force de sa tradition.

Après tout, l'avenir ne dépend pas seulement de mouvements mondiaux qu'ils ne peuvent pas influencer, mais aussi d'eux-mêmes. C'est leur génération qui décidera bientôt si Skoda peut développer de meilleures technologies de moteur, des interfaces utilisateur ou des stratégies commerciales qui lui permettront de conserver une position forte dans un monde incertain. L'optimisme et la détermination que nous avons vus à Mlada Boleslav laissent penser que rien n'est perdu.

—Filip Zelenka,  
publié le 23 avril

#### SOURCE

**RESPEKT**  
Prague, République tchèque  
Hebdomadaire, 33 000 ex  
respekt.cz

Rare titre tchèque à proposer une analyse complexe de l'actualité dans le monde, Respekt est devenu, depuis son lancement en 1989, dès la chute de l'ancien régime communiste, le média de référence en matière de presse écrite en République tchèque. Bien que propriété de Zdenek Bakala, un milliardaire controversé qui a fait fortune notamment dans l'industrie minière, cet hebdomadaire d'orientation libérale se distingue par son ton critique.



## Terres rares : vers la fin des hostilités ?

Le 5 juin, Donald Trump et Xi Jinping se sont enfin entretenus pour tenter de réduire les tensions commerciales entre leurs pays.

**P**our la première fois depuis des mois, Donald Trump et Xi Jinping se sont enfin parlé, jeudi 5 mai. On ignore ce qu'ils se sont dit réellement, mais sur Truth Social, son réseau social, le président américain s'est exprimé en ces termes : "Je viens de terminer une super conversation téléphonique avec le président chinois Xi, au sujet de certaines subtilités de notre récent accord commercial. L'appel s'est conclu de manière très positive pour nos deux pays. Il ne devrait plus y avoir de difficultés concernant les produits utilisant des terres rares. Une rencontre est prévue sous peu entre nos équipes, à un endroit encore à déterminer. [...] Le président Xi nous a aimablement invités, la première dame et moi, à nous rendre en Chine, et je lui ai retourné l'invitation. En tant que présidents de deux grandes nations, nous avons tous les deux hâte de faire ces visites."

Quelques jours auparavant, le gouvernement Trump avait annoncé "son intention de révoquer les visas des étudiants chinois et de restreindre la vente de logiciels de conception de puces à la Chine", rappelle Bloomberg. Il avait également interdit l'exportation de pièces et de technologies essentielles pour les moteurs d'avion américains vers la Chine. De son côté, contrairement à ses engagements, la Chine aurait "continué à restreindre ses exportations de terres rares indispensables à l'électronique de pointe", au point de placer le secteur automobile américain (notamment) en situation de pénurie.

Ces métaux sont "le talon d'Achille de l'Amérique et du reste du monde, que la Chine entend bien continuer à exploiter", explique Nazak Nikakhtar, secrétaire adjointe au Commerce pendant le premier mandat de Trump, dans The New York Times.

Environ 90 % des quelque 200 000 tonnes d'aimants en terres rares produits dans le monde viennent de Chine, précise le quotidien américain. Il y a vingt ans, les usines de l'Indiana qui transformaient les métaux contenus dans les terres rares en aimants ont délocalisé leur production en Chine, "au moment même où la demande commençait à exploser pour à peu près tout, des automobiles et des semi-conducteurs aux avions de chasse et aux robots". Aujourd'hui, "les entreprises sont à court d'aimants".

Les constructeurs automobiles sont les plus touchés. "Ils ont besoin d'aimants pour les moteurs électriques qui actionnent les freins, la direction et les injecteurs de carburant." Au point qu'ils pourraient être contraints de réduire la production dans leurs usines du Midwest et du Sud.

—Courrier international



© ÖSTERREICH WERBUNG, MARKO MESTROVIC

# Un été d'aventures en Autriche

Incontournable pour les amateurs de sports d'hiver, l'Autriche se révèle tout aussi enchanteresse à la belle saison. Destination nature par excellence, avec ses paysages époustouflants, son art de vivre et ses traditions, la découvrir en été est une invitation permanente à l'exploration. Randonnées spectaculaires, villages pittoresques, expériences gastronomiques et traditions vivantes... Courrier international et l'Office national autrichien du tourisme s'associent pour vous faire découvrir l'Autriche comme vous ne l'avez jamais vue, à travers trois régions emblématiques : l'Alpbachtal, le Bregenzerwald et Paznaun-Ischgl.

## À la découverte du *Lebensgefühl*

En Autriche, l'art de vivre est caractérisé par un terme, le *Lebensgefühl*. Ce sentiment unique qui définit l'âme du pays, intrinsèquement lié à ses montagnes et qui lui confère une atmosphère et une énergie inimitables. Les Autrichiens, profondément connectés à leur environnement, vivent en parfaite harmonie avec la nature qui les entoure. Explorer l'Autriche en été, c'est aussi la promesse d'une immersion dans un mode de vie authentique et une culture vivante, où les traditions sont mises à l'honneur et les fêtes folkloriques battent leur plein. L'art de vivre autrichien se célèbre aussi à travers le territoire, la gastronomie y étant un pilier essentiel. Dans ce cadre naturel d'exception, bien-être et relaxation se conjuguent aisément dans les nombreuses stations thermales du pays.

## Un paradis pour les activités de plein air

Les montagnes, couvrant plus de 75 % du pays, sont un terrain de jeu idéal pour tous les amoureux de nature. Elles font de l'Autriche l'une des destinations de randonnée les plus prisées d'Europe. Chaque sentier est la garantie de panoramas à couper le souffle et mène à des

refuges traditionnels invitant à se ressourcer et déguster des spécialités locales. Rien de tel également que de la parcourir à vélo pour en saisir toute la beauté. De nombreux circuits cyclistes offrent une immersion totale dans l'âme du pays à travers villages pittoresques et paysages spectaculaires. Et, pour les amateurs de sensations fortes, c'est l'occasion d'arpenter les nombreux itinéraires en VTT. Les cyclistes peuvent compter sur des hébergements et services spécialement adaptés aux vélos.

## Une destination écoresponsable

L'Autriche mise sur la durabilité pour offrir à ses visiteurs une expérience respectueuse de l'environnement. Il est facile de se déplacer à travers le pays tout en minimisant son empreinte écologique. Trains régionaux, bus de randonnée et autres services de ramassage permettent aux vacanciers de rayonner aisément à travers les régions. Nombreuses d'entre elles offrent des cartes de réduction permettant d'accéder aux transports publics et aux activités locales à des tarifs avantageux. Il est ainsi possible d'emprunter gratuitement les remontées mécaniques et d'atteindre les sommets sans effort.

## Vivez l'âme autrichienne au cœur de trois régions d'exception



**PAZNAUN-ISCHGL**  
un terrain de jeux  
au cœur des Alpes

© TVB PAZNAUN-ISCHGL



© DAMÜLS FASCHINA TOURISMUS, LUKAS HOLLAND



**BREGENZERWALD**  
un territoire de caractère et de culture

© OFF THE PATH, SEBASTIAN CANAVES, ARCHITEKTUR SOU FUJIMOTO

À la frontière de la Suisse, la vallée de Paznaun-Ischgl incarne un *Lebensgefühl* tourné vers l'aventure et la convivialité. VTT, karts de montagne, tyrolienne, escalade ou encore parapente, entre sentiers vertigineux et itinéraires d'exception : la région est un immense terrain de jeu pour les sportifs. L'été y est ponctué d'événements de renommée mondiale comme l'Ischgl Ironbike ou le Paznaun Ischgl Ultra Trail. Mais la vallée offre également une multitude de rendez-vous festifs et culinaires qui célèbrent les saveurs du Tyrol, comme le marché de Paznaun ou les Kulinarisches Paznaun à l'occasion desquels les refuges d'altitude se transforment en restaurants gastronomiques. Familles et aventuriers en herbe profiteront des lacs de baignade naturels, des sentiers ludiques et des aires de jeux grandeur nature.

© ALPBACHTAL TOURISMUS



**ALPBACHTAL**  
un joyau naturel au cœur du Tyrol



© ALPBACHTAL-TOURISMUS, JOHANNES SALTNER

Au cœur des Alpes de Kitzbühel et de la chaîne du Rofan, la vallée d'Alpbach est un écrin de nature et d'authenticité. Ici, le *Lebensgefühl* s'exprime dans le charme authentique et les traditions typiquement tyroliennes : chalets en bois, fêtes de village, artisanat et traditions ancestrales. De la magie des feux du solstice aux défilés de la transhumance, l'été vit au rythme des célébrations. Le village d'Alpbach, élu plus beau d'Autriche, offre un décor enchanteur pour flâner, entre balcons fleuris et ruelles historiques. À Rattenberg, plus petite commune d'Autriche, on découvre l'art des souffleurs de verre. Les amateurs de baignade plongeront dans les lacs aux eaux émeraude. Les parcs d'aventures promettent des souvenirs inoubliables pour toute la famille.

**Quiz : Quelle région correspond le plus à votre *Lebensgefühl* ?**

Scannez ce QR Code pour découvrir quelle région d'Autriche est faite pour vous ! Et retrouvez toutes les informations pratiques sur la destination.



# 360


**MAGAZINE**

- Une caverne d'Ali Baba à Londres • Culture ..... 48  
 Ces robots qui nous ressemblent • Plein écran .. 50

# CHAMPIONNES DE MA

**En avril s'est tenue, en Afrique du Sud, la deuxième édition de la Coupe du monde de football des mamies. Une journaliste américaine raconte la compétition, vécue dans le sillage de l'équipe du Massachusetts, tenante du titre.**

—The Boston Globe  
 [Boston]



**L**es joueuses de l'équipe des New England Breakers ["les Concasseuses de la Nouvelle-Angleterre"] sont debout au centre d'un terrain de football à Tzaneen, en Afrique du Sud. Bras dessus, bras dessous, elles sautillent nerveusement sur place. En cette humide journée d'avril [le 5 avril 2025], des centaines de supporteurs ont fait le déplacement. Debout sur leur siège, ils encouragent les joueuses à pleins poumons, la voix rauque en cette quatrième journée de compétition. Des vuvuzelas retentissent dans le fond. Le commentateur crie dans son micro, mais sa voix est noyée dans le vacarme.

Tout se joue ici et maintenant : sur un ultime tir au but, en finale de ce tournoi international qui a fait venir les

Breakers du Massachusetts [dans le nord-est des États-Unis] jusqu'en Afrique du Sud, dans cette ville agricole quelque peu délabrée située à l'autre bout du monde.

Quatre jours auparavant, 19 équipes de sept pays différents se sont donné rendez-vous pour disputer le tournoi. Elles ne sont maintenant plus que deux dans la finale qui oppose les Breakers américaines [tenantes du titre] à l'équipe française Les Z'amies Foot. Et une séance de tirs au but est sur le point de les départager [après un match nul 0-0].

Tout ceci est presque difficile à croire pour les athlètes américaines qui, il n'y a pas si longtemps, devaient débarrasser elles-mêmes le terrain du Memorial Park de Needham\* de la glace afin de pouvoir jouer des matchs

d'entraînement que personne ne suivrait et dont les scores seraient vite oubliés.

Depuis leur arrivée à Tzaneen, elles sont traitées comme de véritables professionnelles : à leur entrée sur le terrain, l'hymne de la Fifa résonne [quand bien même la Fédération internationale de football n'est pas organisatrice de la compétition] et un drapeau américain flotte dans les airs. Les tribunes sont pleines à craquer. "Elle est la Messi des États-Unis", s'exclame le commentateur alors que Pam Woodworth, attaquante des Breakers, élimine trois adversaires par des dribbles virevoltants.

Mais il y a (au moins) une différence entre la légende argentine du ballon rond et son homologue états-unienne, différence qui tient en un peu plus de trois décennies.

## SOURCE

**THE BOSTON GLOBE***Boston, États-Unis**Quotidien, 57 450 ex.**bostonglobe.com*

Fondé en 1872, le grand journal de la Nouvelle-Angleterre, sérieux, informé et plusieurs fois

primé, se distingue aussi par ses reportages photographiques et sa rubrique sportive. Depuis 2013, il appartient à l'homme d'affaires John W. Henry, propriétaire d'une autre institution locale, le club de baseball des Red Sox.

# MIE FOOT



Coiffée d'une queue-de-cheval d'un blanc éclatant, Pam Woodworth, originaire de Newton et aujourd'hui établie à New York [dans l'État du même nom], est âgée de 72 ans. Un tiers de l'effectif des Breakers a plus de 70 ans et aucune joueuse n'a moins de 50 ans, car ce n'est pas la Coupe du monde féminine, mais le Grannies International Football Tournament ["le Mondial de football des mamies"].

La tireuse française s'avance lentement jusqu'au point de penalty, situé à 11 mètres de la ligne de but. Chris Matson, gardienne de 68 ans originaire de Belmont, se tient dans les cages. L'arbitre place le ballon sur la pelouse ; la gardienne des Breakers fléchit les jambes, mains tendues. Un coup de sifflet retentit...

Il y a quatre jours, l'équipe est arrivée de Nouvelle-Angleterre après une vingtaine d'heures de vol au départ de l'aéroport international Logan de Boston, suivies de cinq heures de bus pour rejoindre Tzaneen depuis Johannesburg. Une autre équipe du Massachusetts a fait le voyage avec elles : les Soccer Sisters ["les Sœurs de foot"].

Si elles sont officiellement adversaires, les deux équipes forment en réalité un grand groupe de femmes qui participent aux mêmes compétitions et s'affrontent lors de matchs amicaux. Elles ont noué des liens forts au fil des ans, notamment lorsqu'elles se faisaient battre à plate couture par des équipes deux fois plus jeunes qu'elles.

→ 46

↑ Jean Duffy, 66 ans, l'une des piliers de l'équipe du Massachusetts, à l'issue d'un match contre une équipe sud-africaine.

↖ Les New England Breakers à la mi-temps d'un match contre une équipe du Togo. Toutes les photos ont été prises le 2 avril, à Tzaneen, en Afrique du Sud.

Photos Ilan Godfrey/  
The Boston Globe

**45 ←** Pendant le trajet en bus jusqu'à Tzaneen, elles sont passées devant des orangeraines et ont croisé des babouins qui traversaient la route. Certaines joueuses découvraient l'Afrique du Sud, d'autres étaient déjà venues en 2023 pour la première édition du Mondial de "mamie foot", et quelques joueuses avaient rencontré leurs homologues sud-africaines il y a plus longtemps encore.

Ce Mondial de mamie foot est l'œuvre de Rebecca [surnommée "Beka"] Ntsanwisi, l'animatrice d'une radio gospel à Tzaneen, âgée de 57 ans. Dans les années 2000, elle a fondé une équipe de football de "mamies" [appelée les "Soccer Grannies"] pour lutter contre le stress, la mauvaise santé et la solitude dont souffrent les femmes âgées de sa communauté. Une grande partie d'entre elles élèvent leurs petits-enfants orphelins (souvent à cause du sida) ou les gardent quand leurs parents vont travailler dans les grandes villes.

L'équipe a suscité un enthousiasme grandissant à l'approche de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud. C'est alors que Jean Duffy est tombée sur un article consacré à l'initiative de Rebecca Ntsanwisi. À l'époque, elle était ingénier à Sommerville et jouait depuis plusieurs années au "football pour mamans de joueurs", comme elle l'appelait ironiquement avec ses coéquipières. En effet, un grand nombre d'entre elles avaient un jour coaché leurs enfants ou assisté à leurs matchs dans des championnats juniors, ce qui les avait motivées à quitter le banc de touche pour fouler les pelouses.

Inspirées par cet article, Jean Duffy et ses coéquipières ont invité Rebecca Ntsanwisi à venir jouer contre elles. Cinq mois plus tard, "Mama Beka" et son équipe sont arrivées dans le Massachusetts pour participer à la Veterans Cup, tournoi national de footballeuses seniors. Pour beaucoup de Soccer Grannies, le trajet en bus jusqu'à l'aéroport de Johannesburg était la plus grande distance qu'elles avaient jamais parcourue.

Bien qu'elle ne joue pas elle-même, Mama Beka s'est fait une promesse pendant ce voyage, comme le raconte Jean Duffy dans le livre *Soccer Grannies. The South African Women Who Inspire the World* ["Les Mamies du foot. Les Sud-Africaines qui inspirent le monde", inédit en français]. Puisqu'elle découvrait le monde grâce au football, elle ramènerait un jour le monde chez elle. Treize ans plus tard, elle a organisé la première édition du Mondial de mamie foot dans son pays natal, avec la participation d'équipes de six nations – dont le club du Massachusetts.

Quand les portes de leur bus s'ouvrent en grinçant, juste avant la parade de l'édition 2025, les joueuses de la Nouvelle-Angleterre se retrouvent plongées au cœur d'une sorte d'exposition universelle de genouillères, de prothèses de hanches et de fierté nationale tapageuse. Les Togolaises sont vêtues d'élégantes robes longues. Les Kenyanes, élancées et affûtées, ressemblent à un groupe de marathoniennes à la retraite. Les Françaises portent des foulards rouges et des pantalons de survêtement fuselés. Enfin, les Sud-Africaines arrivent dans un ensemble trois pièces éclatant, parachevé par une jupe perlée et une longue perruque afro aux couleurs de leur drapeau.

Les Américaines savent que leur situation est bien différente de celles de nombreuses adversaires, à l'image de leurs hôtes sud-africaines. Lorsque ces dernières ont commencé à jouer il y a vingt ans, elles ont fait scandale. Les Soccer Grannies devaient cacher leur short sous une jupe traditionnelle pour éviter de s'attirer les remarques d'hommes troublés par la situation. Des



automobilistes ont même failli provoquer des accidents en se penchant pour voir ce qui se passait sur la pelouse.

Les Soccer Sisters américaines n'ont pas connu une telle situation, mais elles savent trop bien ce que c'est que de vivre dans un monde où elles doivent faire une croix sur leurs ambitions. Pendant toute sa carrière d'ingénier, Jean Duffy, 66 ans, a été l'une des rares femmes dans un milieu d'hommes. Elle a su gravir les échelons, mais le chemin était loin d'être tout tracé, se souvient-elle : "Je me remettais toujours en question et je devais peser chaque mot."

La coéquipière Elaine McCabe, âgée de 57 ans, a travaillé dans une usine de papier à Westborough. Elle confie que ses collègues la traitaient comme une poupée fragile. "J'ai dû me conformer à cette image", regrette-t-elle.

À Tzaneen, les équipes se rassemblent sur le point de départ de la parade en prenant des photos et en chantant leurs hymnes respectifs. Les joueuses du Massachusetts, déjà rodées à cet exercice, ont composé leur propre chanson pour l'occasion. "Nous avons fait un très très long voyage jusqu'en Afrique du Sud, chantent-elles à tue-tête alors que le défilé se met en marche. Tout est tellement magnifique, les gens et les endroits."

Plus tard dans la journée, les Soccer Sisters affrontent les Dikgoshigadi Grannies sud-africaines dans une chaleur étouffante. Juste avant la mi-temps, Lee Ann LaRue frappe un coup franc bien placé. Le ballon s'écrase sur le montant avant d'être repris de justesse par Kari Anderson, qui l'envoie au fond des filets. "BUUUUUUT!" s'exclame le commentateur.

**L**e deuxième jour de compétition, les Breakers affrontent une équipe togolaise peu expérimentée. Et cela se voit sur le terrain : les joueuses de ce pays d'Afrique de l'Ouest baissent rapidement les bras en voyant les Américaines enchaîner les buts. Mais dès le coup de sifflet final, toutes retrouvent le sourire et se prennent dans les bras, discutant et riant ensemble malgré la barrière de la langue. Elles font ensuite quelques selfies et échangent des souvenirs rapportés de leur pays d'origine : des chapeaux souples ornés d'un pin's du drapeau américain, contre des porte-clés avec le drapeau du Togo.

Pendant ce temps, la population locale initie les visiteurs à l'art du supportérisme sud-africain. Fréquemment, et sans crier gare, un supporteur entonne un chant et ne tarde pas à faire se lever toute la tribune, qui tape des pieds et applaudit à tout rompre. "Le football est un



sport qui rend accro, surtout pour la dimension sociale, reconnaît la capitaine des Breakers, Deb Keohan, originaire de Bedford. On rencontre des personnes formidables que l'on n'aurait pas forcément connues sans cela."

Plus tard dans la journée, Jean Duffy discute en tribune avec une petite femme aux yeux bleu vif. Il s'agit de Rossina Mathye, une des joueuses sud-africaines qui avaient fait le déplacement jusqu'à Boston en 2010. Désormais âgée de 84 ans, elle a pris sa "retraite sportive", mais cela ne l'empêche pas de venir encourager son équipe. Elle explique que le football l'a aidée à traverser un des moments les plus difficiles de sa vie : la mort de son fils en 2015. Chez elle, elle ruminait sans cesse, mais dès qu'elle rejoignait ses coéquipières sur les terrains de football, elle profitait d'un peu de répit et sa peine disparaissait le temps d'un match.

Cette expérience est partagée par de nombreuses joueuses. Quand vous avez l'impression que votre monde s'effondre, vos coéquipières sont là pour vous. Quoi qu'il arrive, le rendez-vous du vendredi soir tient toujours, et, une fois sur le terrain, vous ne pouvez plus penser à quoi que ce soit d'autre. "On se concentre sur le ballon, pas sur les problèmes", insiste Rossina Mathye.

Le troisième jour de compétition, le conte de fées se



Elaine McCabe, 57 ans (deuxième à partir de la gauche), avant la parade d'ouverture du tournoi.

↑ En action, Pam Woodworth, 72 ans, "la Messi des États-Unis".

← Dans les gradins du stade Nkowankowa, le public soutient avec enthousiasme les équipes en lice. Photos Ilan Godfrey/The Boston Globe

heurte quelque peu à la réalité. Si les footballeuses du Massachusetts sont arrivées en Afrique du Sud en se considérant simplement comme une bande de dames âgées de Boston, elles ont peu à peu compris que la situation était plus compliquée que cela. "Je n'avais jamais pensé au fait que je représentais les États-Unis, jusqu'à ce que, soudainement, je me retrouve à le faire", admet Mary Lou Dymski (surnommée "ML"), 70 ans.

Représenter les États-Unis, en ce moment, peut être pesant pour certaines joueuses. Au mois de février, Donald Trump a suspendu par décret l'aide apportée à l'Afrique du Sud en invoquant la "discrimination raciale injuste" dont serait victime la minorité blanche afrikaner du pays et en citant à titre d'exemple la prétendue confiscation de terres sans compensation. Il a aussi affirmé à plusieurs reprises que les agriculteurs afrikaners sont massacrés "à grande échelle".

Ces deux allégations, largement relayées par l'extrême droite, ont déjà été démenties. Une nouvelle loi autorise bel et bien l'expropriation, mais, selon les spécialistes, elle ne peut avoir lieu que par le biais d'une procédure légale conforme à la Constitution sud-africaine et qui offre la possibilité de contester cette décision. Le président [sud-africain], Cyril Ramaphosa, a par ailleurs



affirmé qu'aucune terre n'avait été saisie à ce jour. De même, il n'existe aucune preuve tangible que la proportion d'agriculteurs afrikaners victimes de meurtres soit plus élevée que celle de la population en général. Enfin, un tribunal sud-africain a rejeté catégoriquement les théories sur un génocide blanc, les qualifiant de "tout à fait fantaisistes".

Même à Tzaneen, au cœur de la campagne sud-africaine, l'action du président américain n'est pas passée inaperçue. Lors de la cérémonie d'ouverture, un élu local remercie les Américaines d'être venues malgré les tensions politiques. "J'espère que, quand elles rentreront dans leur pays, elles diront à leurs compatriotes que ce qu'on entend, notamment sur Twitter, n'a rien à voir avec la réalité de l'Afrique du Sud", lance Phophi Ramathuba, Première ministre de la province de Limpopo [c'est-à-dire cheffe de l'exécutif régional]. C'est n'importe quoi."

Personne ne fait preuve d'hostilité à l'égard des Américaines, mais quelques personnes leur confient leurs inquiétudes concernant le gel des aides humanitaires, qui menace notamment la lutte contre le sida dans le pays. Heather Broglie, la gardienne des Soccer Sisters, originaire de Lincoln, est très touchée par cette situation : "On joue un tournoi international avec toute la bienveillance du monde, mais la politique étrangère de Donald Trump a un tel coût humain que cela se répercute jusqu'ici", déplore-t-elle. J'ai vraiment ressenti le besoin de faire quelque chose."

**A**vant de disputer le quart de finale, elle parle de sa volonté de mettre un genou à terre pendant l'hymne national américain à Jean Duffy, qui décide aussitôt de se joindre à elle. Avant d'entrer dans le tunnel, Heather Broglie rassemble ses coéquipières et leur expose son idée. Son plan ne fait pas l'unanimité. "J'étais furieuse", se rappelle Elaine McCabe, qui ne cache pas son émotion. Son père est un ancien combattant, qui lui a appris que le respect du drapeau et de l'hymne national transcende les convictions politiques. À ses yeux, un tel geste est un manque de respect pur et simple. Deux joueuses de l'équipe, Lee Ann LaRue et Suzanne Scarlata, sont d'accord pour participer. Lorsque les premières notes de *The Star-Spangled Banner* [La Bannière étoilée, titre de l'hymne américain] s'échappent des haut-parleurs du stade, les quatre femmes s'agenouillent sur le gazon. Elles y restent jusqu'à la fin de l'hymne, qu'elles chantent néanmoins la main sur le cœur.

Les deux équipes américaines s'affrontent en demi-finales, le matin de la quatrième et dernière journée. Le terrain est détrempé après l'averse de la veille, et les deux équipes se rendent coup pour coup dans un match débridé. Mary Lou Dymski, qui joue pour les Breakers, confie que le match est "extrêmement difficile". Son équipe finit par s'imposer aux tirs au but après un nul (0-0) très disputé.

Quelques heures après, les Breakers se retrouvent en finale face aux Z'amies Foot. Les Françaises sont fortes, rapides et un peu plus jeunes – elles ont pour la plupart la cinquantaine ou la soixantaine –, mais les Breakers parviennent à faire déjouer les grands-mères\*\* et à assurer le match nul (0-0).

Le match se jouera donc, une fois de plus, aux tirs au but. Les trois premières tireuses des Breakers marquent facilement leur penalty, mais la gardienne française arrête la quatrième tentative américaine et donne à son équipe une chance de renverser la vapeur.

## Repères

### LA BALLE AU KENYA

"Dans un village typique, les grands-mères sont les conteuses par excellence, celles qui transmettent des histoires aux jeunes générations lors des veillées", rappelle Stephen Rutto dans **The Standard**. Le journaliste du quotidien kényan a, de prime abord, bien du mal à croire que des femmes âgées de 52 à 75 ans, avec "leurs articulations et leur dos douloureux", "leur hypertension" et leur "glycémie qui s'affole", puissent jouer au football... Et pourtant! Les joueuses du Kenya Grannies Mutei FC sont allées mouiller le maillot en Afrique du Sud, depuis le comté d'Uasin Gishu, dans la vallée du Rift. Et le journaliste, qui les a vues s'entraîner avant leur départ, assure malgré tout qu'elles se débrouillent aussi bien sur le terrain que si elles avaient 25 ans – comme des "lionnes", ajoute-t-il, sans peur du cliché. Si elle n'a pas remporté le Mondial des mamies, l'équipe kényane a pu croiser en Afrique du Sud les joueuses d'autres pays africains, venues notamment du Maroc, de Zambie, du Togo ou encore du Zimbabwe, énumère **The Witness**. Le quotidien sud-africain rappelle, au passage, que l'une des raisons d'être du tournoi est la volonté d'inciter les femmes du continent à faire du sport et se dépenser pour entretenir leur santé. Le Kenya doit accueillir la prochaine édition de la compétition, prévue en 2027.

Lorsque la cinquième et dernière tireuse américaine s'avance, les deux équipes sont toutefois revenues à égalité (avec chacune trois tirs sur quatre réussis). À 67 ans, Margot Rendall envoie une puissante frappe dans la lucarne gauche. La gardienne plonge, mais le ballon passe au-dessus d'elle et finit au fond des filets (4-3).

À ce stade, si la dernière tireuse française rate son tir, elle offre la victoire aux Breakers. Elle s'avance vers le point de penalty, replace le ballon et jauge Chris Matson, la gardienne américaine. Puis elle prend quelques pas d'élan et envoie une frappe... en dehors du cadre!

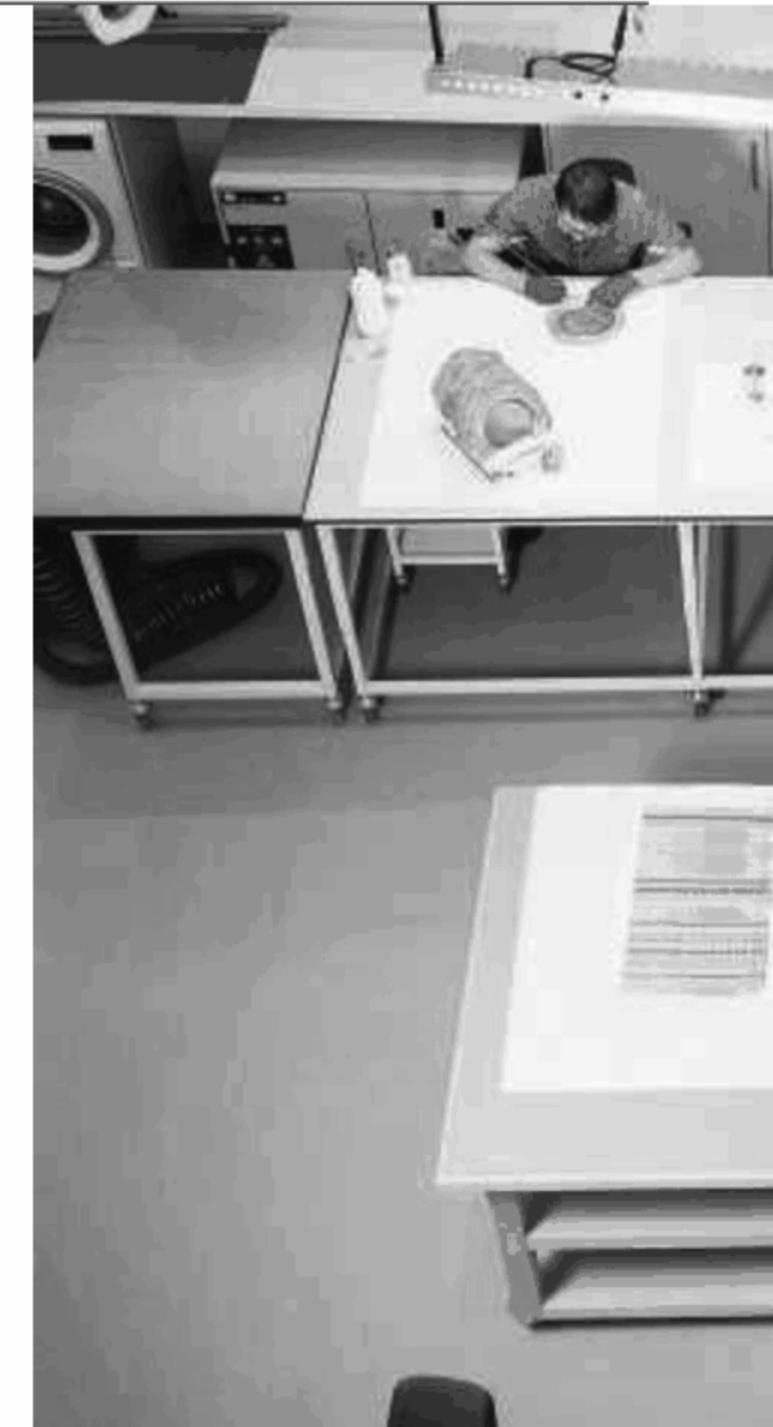
Les Breakers courrent prendre leur gardienne dans les bras avant de serrer la main des joueuses françaises. L'une des entraîneuses françaises sanglote, agenouillée par terre. L'ambiance bon enfant du tournoi ferait presque oublier que toutes les équipes sont venues ici pour gagner. C'est une vraie désillusion pour les Françaises – d'autant que les défaites aux tirs au but sont toujours cruelles.

Quelques minutes plus tard, les joueuses des Breakers dansent en cercle près de leur banc sur un air entraînant. Quelques personnes se joignent à la fête, dont une joueuse française. Le short maculé de boue après un tacle glissé, elle danse au milieu des Américaines avec un grand sourire. À cet instant, elle est comme les femmes qui font la fête autour d'elle : elle savoure la chance qu'elle a d'être ici.

—Ryan Lenora Brown,  
publié le 1<sup>er</sup> mai

\* Sauf mention contraire, toutes les villes citées dans cet article se trouvent dans l'État du Massachusetts, aux États-Unis.

\*\* En français dans le texte.



← Dans la nef du nouveau V&A East Storehouse, à Londres.  
Photo Hufton + Crow/V&A

→ Il est possible de commander un objet du musée pour l'observer à loisir. Ici, des socques à hammam (Égypte, 1800-1880).  
Photo Bet Bettencourt/V&A

# Une caverne d'Ali Baba de l'utile et du beau

Temple britannique des arts décoratifs et du design, le Victoria and Albert Museum vient d'inaugurer son nouvel entrepôt londonien. Quelque 250 000 fabuleux artefacts y sont gratuitement accessibles au public.

—The Times, extraits (Londres)

**I**l y a quelque chose d'émouvant à voir d'aussi près des costumes de théâtre, ce mélange de glamour et de considérations pragmatiques qui permet à un personnage, soir après soir, de renaître sur scène comme par magie. Et c'est ce que rend possible le V&A East Storehouse, la nouvelle annexe du Victoria and Albert Museum, où l'on peut venir admirer des objets choisis dans les réserves de l'institution [et non exposés dans le grand musée londonien consacré aux arts décoratifs et appliqués].

D'où mon examen minutieux de la tunique portée en 1881 par Henry Irving [une légende du théâtre anglais] dans le rôle de Synorix, l'antihéros fourbe de *The Cup* de lord Alfred Tennyson, joué au Lyceum Theatre de Londres. Coiffée de broderies en métal somptueuses et abondantes, cette tunique brillait sans aucun doute de mille feux sous la lumière des lampes à gaz et sous le feu des projecteurs – ce qui devait masquer sa confection en flanelle grossière, pareille à une couverture bon marché. Le comédien a dû transpirer à grosses gouttes

lorsqu'il la portait pour affronter son ennemi sur scène plusieurs fois par semaine, mais au moins était-elle solide : cent quarante-quatre ans plus tard, seule la broderie commence à légèrement s'effilocher.

La tunique, manipulable avec des gants, m'a été apportée par le nouveau service de commande d'objets des réserves du V&A, situées dans l'est de Londres [et inaugurées le 31 mai 2025]. Du chercheur spécialisé au simple curieux, tout le monde peut commander en ligne [et gratuitement] un maximum de cinq objets sur le site du musée et prendre rendez-vous pour venir

les observer, seul ou à deux. Pour des raisons de sécurité, un membre de l'équipe du musée reste avec vous pendant que vous admirez votre sélection personnelle, sur laquelle il devrait pouvoir vous apporter quelques précisions.

**Galeries et passerelles.** Et ce n'est qu'une des nombreuses merveilles que peut vous offrir ce qui est peut-être le cabinet de curiosités le plus fascinant et le plus grand jamais exposé. Spécialement conçu par l'agence Diller Scofidio + Renfro, cet entrepôt est situé à l'emplacement de l'ancien centre de retransmission des JO de 2012, aux abords des vertes étendues du parc olympique Queen-Elizabeth. Le ministère de la Culture, des Médias et du Sport a accordé une subvention de 75 millions d'euros au V&A pour réaménager le site et y transférer ses réserves [jusque-là entreposées dans l'ouest de la capitale, dans le quartier de Kensington].

Depuis le hall d'entrée, cette succursale du V&A ressemble à un bureau branché, avec ses plantes, son coin café aéré ou ses casiers minimalistes en contreplaqué. Puis un escalier et un couloir bordé d'étagères métalliques remplies



← Le lieu a été conçu pour que le public ait vue sur les ateliers de restauration.  
Photo David Parry/PA Media Assignments

Au niveau supérieur, un plafond de Tolède de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, superbement ouvrage, s'offre enfin au regard des visiteurs après plus de trente ans dans un entrepôt de la campagne anglaise. Orné de l'inscription "Nous buvons ensemble et nous sommes heureux", en arabe, c'est un superbe mélange d'artisanat musulman et chrétien – émouvant témoin d'une période de transition, dans une Espagne encore imprégnée de culture arabe mais sur le point de se lancer dans une vaste campagne de conversion forcée et d'expulsion des juifs et des musulmans.

**Plancher de verre.** C'est aussi l'occasion de découvrir les étonnantes collections architecturales du V&A. Dans le hall principal, un plancher de verre offre une vue plongeante sur une colonnade de marbre richement décorée du XVII<sup>e</sup> siècle provenant des bains de l'empereur Chah Djahan, à Agra [en Inde], qui semble soutenir l'ensemble du bâtiment – rassurez-vous, ce n'est qu'une illusion.

L'étage inférieur, où se déroulent la plupart des activités quotidiennes de ce vaste complexe de stockage et de restauration – dans le cliquetis des machines et le bip-bip des chariots élévateurs – est en grande partie inaccessible au public, mais reste intégralement visible depuis les autres espaces du musée. Tout a été pensé pour permettre aux visiteurs de découvrir au plus près le travail effectué en coulisses, lui-même facilité par la création de zones spécifiques pour les objets les plus exigeants, comme cette immense salle conçue pour accueillir les décors de théâtre. L'endroit abrite actuellement la copie de 11 mètres par 10 de *Deux femmes courant sur la plage* de Picasso, signée Alexandre Chervachidze et commandée en 1924 par Serge de Diaghilev pour ses Ballets russes.

Picasso avait été tellement impressionné par la qualité de la copie qu'il l'avait signée de son nom. Les visiteurs peuvent aujourd'hui admirer cette signature de près ou contempler l'œuvre depuis la galerie construite pour permettre l'observation des décors même lorsqu'ils sont étendus au sol pour des travaux de restauration. Les salles de restauration "humides", protégées par des vitres, sont quant à elles équipées de caméras qui retransmettent en direct le travail en cours à l'intérieur. Les restaurateurs peuvent même, s'ils le souhaitent, expliquer le déroulé des opérations grâce à un système de casque et de haut-parleurs.

Ce nouveau musée est un lieu magique, sorte de version geek et ludique du très policé V&A. Il se veut aussi délicatement subversif, par sa décision de rendre une collection nationale – donc appartenant à chacun – accessible gratuitement au grand public. J'ai déjà hâte d'y retourner.

—Nancy Durrant,  
publié le 28 mai

## Contexte

### Le "musée du futur" ?

●●● C'est un "musée d'une nouveauté totalement radicale", s'exclame le critique architecture et design du **Financial Times**. Comme lui, les journalistes spécialisés britanniques ont été nombreux à s'extasier devant le V&A East Storehouse, inauguré à Londres à la fin de mai.

Pour l'occasion, **The Guardian** s'est même fendu d'un éditorial saluant l'ouverture du "musée du futur".

Les deux quotidiens comparent la nouvelle annexe du Victoria & Albert Museum à un "entrepot Ikea". Mais un entrepot Ikea qui résout de façon fabuleuse le problème de tous les musées : celui du stockage, quand une institution comme le British Museum, par exemple, n'expose que 1 % des 8 millions d'objets en sa possession. "Mettre en valeur votre grenier débordant vous permet de tirer le meilleur parti de ce que vous avez déjà", argumente le *Guardian*.

Certes, faire des réserves un musée en soi n'est pas nouveau. En 2021, à Rotterdam (Pays-Bas), le Museum Boijmans Van Beuningen a ouvert son dépôt, conçu sur mesure pour être ainsi présenté au public. Mais, selon le *Guardian*, le V&A pousse l'audace encore plus loin

en invitant les visiteurs "dans ses coulisses", notamment pour admirer le travail quotidien des conservateurs du musée. Le public "prend le pouvoir", assure le quotidien. Alors que le débat sur la décolonisation des institutions culturelles secoue également le Royaume-Uni, ce nouvel édifice vaut manifeste, assure-t-il : "Mettre tout à la vue de tous n'apporte aucune réponse aux questions dérangeantes sur la provenance des collections.

En revanche, cela permet de savoir en toute transparence comment ce musée fonctionne et ce qu'il possède – jusqu'à la moindre épingle."



de cartons d'emballage ouverts – qui laissent apercevoir des bustes de toutes les cultures et de toutes les époques – nous emmènent jusqu'à la salle des collections du premier étage. Et là, un monde des merveilles s'offre à vous. C'est, sur quatre étages, un vaste espace entouré de tous côtés par des galeries en métal et des passerelles qui mènent aux bordures de chaque niveau (où les objets les plus fragiles sont exposés, à la vue de tous, mais hors de danger), tel une grotte d'Ali Baba de l'utile, du beau, de l'ingénieux et de l'innovant.

Quelques œuvres sélectionnées sont mises en avant en alternance, selon différentes thématiques – "Un musée à l'ouvrage", "Recueillir les histoires", "Aux sources de l'art" –, mais la véritable richesse des lieux tient à son côté bric-à-brac. Les

objets n'y sont pas classés selon des critères historiques, géographiques ou thématiques, mais en fonction de leur taille, de leur poids, de leur forme et de leur fragilité, ce qui assure au visiteur des découvertes totalement inattendues.

Le célèbre panneau routier signalant une traversée d'enfants, de Margaret Calvert [une graphiste britannique née en 1936, pionnière de la signalisation routière], côtoie ainsi une paire de guerriers chinois en fonte d'une époque indéterminée, un vélo Moulton de 1962 et une collection de mannequins de couture à l'allure quelque peu sinistre. Non loin de là, deux pans de la façade extérieure de l'ancien ensemble résidentiel Robin Hood Gardens, emblème de l'architecture brutaliste [inauguré à Londres en 1972 et qui vient tout juste d'être démolie], sont suspendus aux galeries.

# plein écran.



—The New York Times,  
extraits (New York)

**J**e sais comment je suis censé réagir face à l'intelligence artificielle (IA). Comme tous ceux qui manipulent des mots sur une page, je crains que les grands modèles de langage ne me relèguent au tas d'ordures. Je m'inquiète de voir des machines intelligentes supplanter à terme les artistes, éliminer des emplois, instituer un État de surveillance – si elles ne nous exterminent pas, purement et simplement. Je nourris ces anxiétés en lisant article après article, articles évidemment fournis par les algorithmes auxquels j'ai délégué une bonne partie de mon cerveau.

Voilà ce que j'éprouve dans la vie réelle. Mais dès qu'il s'agit de fiction, mes chers semblables, je suis un traître à mon espèce. Dans n'importe quelle histoire où des humains coexistent avec des robots, je préfère invariablement les machines fascinantes, énigmatiques, persévérandes, à ces ennuyeux *Homo sapiens*.

**Vision désabusée.** Et par les temps qui courent, malgré l'angoisse généralisée que suscite l'IA, ou peut-être à cause d'elle, on nous propose beaucoup d'histoires de robots.

Le protagoniste de *Murderbot. Journal d'un AssaSynth*, une comédie de science-fiction sanglante [en cours de diffusion] sur Apple TV+, n'éprouve pas une telle admiration pour moi en retour. L'AssaSynth, une "unité de sécurité" douée de conscience, est programmé pour protéger les êtres humains. Mais il n'a pas à aimer ces ramas-sis de chair périssable, faibles et stressés, qu'il doit servir.

Ou plutôt qu'il devait servir. À l'insu de l'entreprise qui en est propriétaire – une société appelée The Company, qui contrôle la plus grande partie de la galaxie habitée –,

## Ces robots de fiction qui nous ressemblent

**La science-fiction reflète toujours des enjeux contemporains. À l'ère de l'IA, c'est l'angoisse d'un remplacement des humains par les machines qui s'impose, sur petit et grand écran.**

Il a désactivé le logiciel qui l'empêche de désobéir. "Ça" est le prénom que la série utilise pour le désigner [*it* en version originale]; physiquement, le Murderbot a le visage de [l'acteur Alexander] Skarsgård, mais l'entrejambe d'une poupée Ken. Il est désormais libre de refuser, de s'enfuir, de tuer. Et que veut faire ce robot létal de sa liberté? Avant tout, regarder les milliers d'heures d'émissions qu'il a téléchargées dans sa mémoire.

Le principal atout de l'histoire, c'est la vision du monde désabusée que déploie cette forme de vie artificielle qui en est le centre. Skarsgård offre en voix off une narration très vivante – et abondante –, mais sa prestation physique est tout aussi importante : il irradie une puissance détentue, nuancée d'une méfiance inquiète. L'AssaSynth est étrange, nerveux, d'une altérité indubitable, et pourtant ses ronchonnements sont d'une familière loufoquerie. Il veut juste qu'on lui fiche la paix pour se gaver de séries.

Quant à nous, humains, nous semblons raffoler ces derniers temps de fictions sur des compagnons robotiques. Le film *Mon ami robot* [sorti en salle en décembre 2023] est l'histoire douce-amère d'un chien et de son androïde acheté par correspondance. Dans *Le Robot sauvage* [sorti en octobre 2024], un robot féminin

égare materne un oiseau orphelin. Dans *M3GAN*, dont la suite sort en juin [après un premier volet en 2022], le compagnon robotique d'un enfant assure sa mission protectrice avec un excès [mortel] d'enthousiasme.

Ces histoires s'inspirent de modèles vieux comme le monde – la marraine fée, le gentil géant, le golem qui échappe au contrôle de son maître. Mais il y a aussi l'anxiété actuelle sur la manière dont l'IA pourrait nous transformer, dont témoigne l'inattendu *Sunny*. Dans cette minisérie Apple TV+ [diffusée à l'été 2024], Suzie (Rashida Jones), une Américaine vivant à Kyoto dans un avenir proche, hérite d'un

**D'un côté, la technologie s'humanise.  
De l'autre, l'humain devient machinique, donc contrôlable.**

*homebot* [robot domestique] de son mari ingénieur, disparu avec leur fils dans un accident d'avion.

L'intrigue à suspense de la série fait intervenir la mafia et nous conduit dans le marché noir des robots hackés, mais l'essentiel du récit tourne autour de la relation compliquée entre Suzie, technophobe

✓Alexander Skarsgård dans la série *Murderbot. Journal d'un AssaSynth*.  
Photo Apple TV+

de longue date, et Sunny. Ce dernier, un robot guilleret, obséquieux, cherchant à capter l'attention, a été conçu pour être aimé, avec sa tête en forme de sucette, ses yeux d'anime expressifs et sa voix attendrissante (celle de l'actrice Joanna Sotomura). Sunny veut aider à tout prix, une compulsion qui peut être épaisse pour l'entourage – ce qui n'est pas très différent des relations parasociales que nous avons avec une bonne partie des technologies que nous utilisons. Sunny est un robot, mais il pourrait être votre smartphone, Alexa ou Siri que vous avez activé involontairement, le pop-up indésirable qui apparaît sur chaque site web pour vous demander si vous avez des questions à poser au chatbot.

**Pâles copies.** L'une des préoccupations qui reviennent souvent dans ces fictions est le fait que la technologie s'humanise de plus en plus : importune, insinuante, elle cherche à créer des liens avec nous. Mais une autre inquiétude – dont se font l'écho des séries comme *Severance* sur Apple TV+ ou *Black Mirror* sur Netflix – est de voir la conscience humaine devenir de plus en plus machinique, numérisable et donc contrôlable. L'univers de *Murderbot. Journal d'un AssaSynth* comprend ainsi non seulement des robots, mais encore des "humains augmentés", aux cerveaux dotés de puces. L'AssaSynth les considère comme de pâles copies, dignes d'un jouet.

Car enfin, devenir une machine revient à devenir utilisable, et peut-être jetable. À noter que nombre d'histoires contemporaines de robots concernent des unités défectueuses : Sunny la détruite, l'"anxieux et déprimé" AssaSynth, ou encore des modèles démodés. De quoi montrer à l'écran la manière dont notre société et notre économie traitent le matériel – et aussi les êtres de chair – qui a fait son temps.

L'AssaSynth dévore [un soap opera fictif, *Lune sanctuaire*, sorte de *Star Trek* en plus kitsch], saison après saison, sans la notion du second degré, pour échapper aux imbroglios qu'il a avec de vraies gens. Il explique dans un épisode : "Les personnages y sont bien moins déprimants que des êtres humains. Je ne regarde pas des séries pour retrouver la réalité."

Voilà peut-être la différence entre les robots et les humains. L'AssaSynth peut béatement appuyer sur un bouton à l'intérieur de son esprit et se détacher du réel. Mais les protagonistes de nos fictions à nous ont beau être alimentés par des batteries et truffés de circuits, nous autres pauvres machines de chair ne pouvons pas nous empêcher de les regarder... et de nous voir en eux.

—James Poniewozik,  
publié le 14 mai

# Courrier Week-end

## le temps retrouvé

gueule de bois

© THE TIMES • LECTURE 4 MIN.

Chaque semaine, « Courrier international » vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des



Faites une pause dans l'actualité.

Les récits de la presse étrangère qui vous emmènent ailleurs.



À retrouver chaque semaine sur notre site et notre application

 **Courrier international**





## FAIRE AVANCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, C'EST NOTRE RAISON D'ÊTRE.

ENGIE, 1<sup>er</sup> producteur d'énergie éolienne et solaire en France<sup>(3)</sup>, consacre chaque année 75% de ses investissements au développement des énergies renouvelables, des batteries et des réseaux électriques. ENGIE, ce sont 98 000 femmes et hommes qui agissent chaque jour pour fournir une énergie décarbonée, abordable et fiable, et ainsi faire de la transition énergétique une réalité. #AgissonsEnsemble

### L'énergie est notre avenir, économisons-la!

1 GW d'énergies renouvelables permet de produire l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'électricité de près d'1 million de personnes.

<sup>(1)</sup>De capacités installées de production d'énergies renouvelables et de stockage d'ENGIE dans le monde en 2024.

<sup>(2)</sup>Dans le monde. <sup>(3)</sup>Étude interne et Analyst Pack 2024.

Plus d'informations sur [engie.com/on-est-ici-dans-la-transition-energetique](http://engie.com/on-est-ici-dans-la-transition-energetique)

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Nicolas Pollet-Villard.

